

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1908

*Tout exemplaire, sous peine de contrefaçons, devra être revêtu  
de la signature du Directeur.*

JX  
3  
A6

REVUE  
ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES  
1909

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

Georges FARDIS, Directeur

---

XLVIII<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT SEPT

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# PROTOCOLES ET ANNEXES DES ONZE ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, TENUE A LA HAYE EN 1907.

---

## DE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

(SUITE) (1)

### *Examen en commission*

La question de l'arbitrage obligatoire, qui avait déjà provoqué au sein du comité « A » des discussions si brillantes et si consciencieuses, a été reprise par la première commission, avec une hauteur de vues, une éloquence et une science juridique auxquelles il m'est un devoir de rendre ici un éclatant hommage. C'est avec un véritable sentiment de regret que je me vois privé, pour ne pas exagérer les dimensions de ce rapport, de la satisfaction de reproduire ici *in extenso* les discours qui ont été prononcés au cours des deux séances tenues par la commission le 5 octobre. Je dois me borner à vous en offrir un résumé.

Son Excellence M. Beldiman constate qu'en principe et comme thèse générale, les partisans de l'arbitrage obligatoire sont unanimes à proclamer que son application, aussi étendue que possible, constituerait un progrès réel dans le domaine du droit international public et offrirait une nouvelle garantie de paix entre les nations. Mais, dès qu'il s'agit de mettre ce principe en pratique, apparaissent de multiples difficultés, dont quelques-unes inextricables, auxquelles on se heurte aujourd'hui.

L'orateur jette d'abord un coup d'œil rapide sur l'ensemble du projet que le comité d'examen a élaboré et dont celui-ci recommande l'adoption à la commission.

La proposition anglo-américaine débute par un article qui tend à établir l'arbitrage obligatoire pour les différends d'ordre juridique et ceux relatifs à l'interprétation des traités, avec la réserve bien connue de toutes les questions mettant en cause les intérêts vitaux, l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des Etats contractants. Il n'y a pas moins de trois problèmes complexes qui viennent immédiatement se greffer sur cette proposition.

D'abord, comme il s'agit de différends d'ordre juridique et de l'interprétation des traités qui souvent peuvent donner lieu à des litiges de même nature, la question se pose: Quels seront les effets de la sentence arbitrale sur la juridiction nationale? La sentence arbitrale

---

(1) *Archives Diplomatiques* 1908, vol. II.

pourra-t-elle infirmer les arrêts rendus par les tribunaux nationaux? Quelle est la situation créée à la juridiction nationale par une stipulation qui obligerait l'Etat de soumettre à un arbitrage des litiges qui sont de la compétence des tribunaux nationaux?

On a tâché de résoudre cette grave question par une formule, élaborée par un sous-comité spécial, qui tendait à exclure de l'arbitrage obligatoire les conventions conclues ou à conclure, en tant qu'elles se réfèrent à des dispositions dont l'application et l'interprétation sont de la compétence des tribunaux nationaux.

Mais, dans le comité d'examen, cette solution, en fin de compte, n'a pas prévalu, et on en a préféré une autre qui met la justice nationale à l'abri des sentences arbitrales, seulement en ce qui concerne leur effet rétroactif.

Second problème: Quels seront les effets de la sentence arbitrale lorsqu'elle concernera l'application ou l'interprétation d'un traité conclu par plusieurs Etats, dont quelques-uns seulement ont dû recourir à l'arbitrage en vertu de l'obligation contractée, tandis que les autres signataires sont restés en dehors du litige?

C'est un cas qui peut se produire assez souvent, par exemple, pour les conventions universelles. Comment prévenir ces divergences dans l'interprétation d'un pareil traité, voire même de sérieuses contradictions entre la sentence arbitrale, valable seulement pour les parties en litige, et une application différente des mêmes stipulations par les autres cosignataires, qui n'ont pas pris part à ce procès?

Le comité d'examen s'est arrêté à une solution qui exige l'unanimité de tous les Etats signataires pour que l'interprétation du point en litige, adoptée par la sentence arbitrale, devienne obligatoire pour tous (article 16H du projet). A défaut de cette unanimité, le projet ne prévoit aucune solution pour cette question pourtant si importante, et les conventions universelles restent ainsi livrées aux complications provenant de sentences arbitrales qui ne concernent que quelques-uns des Etats signataires.

Certes, ces mêmes problèmes, celui de l'effet des sentences arbitrales sur la juridiction nationale, et l'autre, concernant l'interprétation de traités conclus par plusieurs Etats, comme les conventions universelles — certes, ces deux problèmes peuvent se poser dans tous les cas d'arbitrage international, indépendamment de leur origine. Mais la différence essentielle qu'on ne devrait pas méconnaître est de tout autre nature. De quoi s'agit-il aujourd'hui? Le projet qu'on nous propose invite les gouvernements représentés à la conférence à prendre l'engagement — soit général avec les réserves connues, soit spécial pour certaines catégories déterminées de différends, mais alors sans réserves — de soumettre à l'arbitrage les litiges qui se produiraient entre eux sur les matières prévues dans la convention à conclure. Or, prendre un pareil engagement, signifie accepter d'avance toutes ces complications inévitables dans un grand nombre de cas, sans en pouvoir prévoir les conséquences.

Une des conditions élémentaires de chaque stipulation internationale entre Etats souverains, c'est l'égalité, la réciprocité parfaite de l'obligation contractée. Or, tel ne peut être le cas avec les Etats-



Unis d'Amérique et les autres républiques, dont la Constitution est conforme à celle des Etats-Unis.

En effet, l'article 4 de la proposition américaine prévoit que le compromis doit être établi conformément aux constitutions ou aux lois respectives des puissances signataires, ce qui signifie que pour les Etats-Unis, par exemple, le compromis ne devient obligatoire qu'après avoir été approuvé par le Sénat, tandis que pour la plupart des puissances européennes il l'est déjà dès qu'il a été signé par le gouvernement.

L'ambassadeur d'Italie a caractérisé cette situation dans les termes suivants, qui méritent d'être retenus :

« Il y a donc évidente inégalité dans les obligations que les deux parties auront contractées en signant le traité général. »

On nous convie donc à conclure un traité général qui n'établit nullement des engagements égaux entre les Etats signataires : les uns seront liés au compromis par la signature de leur ministre compétent ; les autres, conformément à leur Constitution, auront à soumettre le compromis déjà signé à l'approbation d'un corps législatif, indépendamment du pouvoir exécutif et qui est libre d'accepter ou de rejeter le compromis.

Nous nous trouvons donc en présence d'un projet de la plus haute importance en matière de droit international public qui laisse trois graves problèmes non résolus, pour lesquels on ne nous indique aucune solution ; mais on nous invite à passer outre en faveur d'un principe général dont l'application pratique soulève, ainsi que je l'ai démontré, les plus graves difficultés.

L'orateur s'attache à démontrer que toutes ces difficultés inextricables ont leur origine dans une conception erronée de la nature même de l'arbitrage international, auquel on demande des résultats contraires à son essence. Il analyse en détail les éléments constitutifs de l'arbitrage pour établir que le principe facultatif en est une des conditions essentielles, et que, par conséquent, ce qu'on appelle l'arbitrage obligatoire ne peut trouver son application pratique que sur un terrain très limité, et en somme d'une importance tout à fait secondaire.

La preuve évidente en est que les catégories de litiges qu'on veut soumettre à l'arbitrage obligatoire sans les réserves connues, n'ont trait qu'à des matières d'une importance si restreinte qu'une des personnalités les plus marquantes de la conférence les a qualifiées d'« anodines », et qui ne sauraient avoir donc la moindre influence sur les bonnes relations normales entre les Etats, et encore moins sur le maintien de la paix.

C'est cette équivoque qui pèse sur tout ce débat, et l'orateur conclut que son gouvernement ne saurait adhérer à un projet qui laisse non résolus des problèmes de droit international de la plus haute importance, tout en ne présentant aucun avantage réel pour la cause de la paix.

Son Excellence le marquis de Soveral s'est surtout attaché à faire ressortir les conclusions qui, à son avis, se dégagent de l'importante

discussion à laquelle sa proposition a donné lieu dans le comité « A ». Il remarque que cette proposition a été adoptée comme une des bases des travaux du comité; elle a également servi de point de départ aux propositions successives des délégations de Suisse, de Serbie, d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne et des États-Unis. Il n'oublie pas, cependant, que la liste portugaise est un héritage de la première conférence de la paix, repris ensuite par l'union interparlementaire, et il est heureux de la voir consacrée par les votes du comité, qui l'a modifiée et précisée, mais n'en a pas altéré le caractère essentiel.

M. le premier délégué de Portugal constate que la grande cause de l'arbitrage a été abordée par la conférence avec l'attention et l'intérêt que le monde entier lui accorde. Le principe de l'arbitrage obligatoire a été unanimement reconnu par le comité « A », et les divergences n'ont porté que sur les conditions de son application immédiate. Personne n'a trouvé la liste inacceptable; seulement quelques États ont voulu se donner le temps de l'étudier plus à fond, tout en promettant de nous apporter bientôt le résultat positif et favorable de leur étude. Le comité s'est donc divisé sur une question d'opportunité, et non pas de principe. Et même sur ce terrain, une évolution intéressante s'est produite. Au commencement de la discussion toutes les difficultés du problème ont d'abord apparu, et quelques grands États, dont les intérêts multiples et considérables s'étendent à toutes les parties du monde, ont hésité un moment sur la voie à suivre. Mais à mesure que la discussion se poursuivait, et qu'on se rendait compte que ces difficultés, ou bien été communes à tout problème de droit international et ne s'appliquaient pas seulement à la notion de l'arbitrage, ou bien n'avaient pas la gravité qu'on leur attribuait, un sentiment de confiance a succédé aux premiers mouvements de légitime prudence, et on a pu voir l'Angleterre et les États-Unis donner leur pleine adhésion au projet portugais. M. de Soveral espère que ce grand exemple sera suivi par l'unanimité de la commission. L'arbitrage sort innocent et acquitté du jugement sévère auquel il a été soumis dans le comité. Il demande à la commission de confirmer cet acquittement.

Qu'on ne dise pas que c'est l'arbitrage obligatoire qui sort victorieux du débat, mais non pas l'arbitrage mondial. Les difficultés soulevées embrassent tout le champ du droit international. Si elles étaient fondées, il faudrait conclure qu'aucune convention mondiale n'est possible en aucune matière; c'est-à-dire qu'il faudrait clore tout de suite la conférence et ne plus jamais la rouvrir. Mais, loin de là, la conférence élabore depuis trois mois des conventions mondiales sur les questions les plus complexes du droit des gens, sur la Cour des prises, sur la Cour d'arbitrage; elle engage dans ces conventions les intérêts vitaux des puissances; elle ne peut redouter d'agir de la même façon lorsqu'il s'agit de la solution de différends où ni l'honneur, ni l'indépendance, ni les intérêts essentiels des États ne sont en cause.

Son Excellence M. de Soveral rappelle que le Portugal, lors d'un différend connu, a dit, dans des termes qui ont porté, puisqu'ils ont convaincu son adversaire, que « le refus d'accepter un arbitrage proposé par la partie la plus faible laisse planer des doutes sur l'équité de la réclamation formulée par la partie la plus puissante ». Les trai-



tés d'arbitrage ne sont que des assurances naturelles d'équité. Les petits Etats y trouvent la même sécurité que les grandes puissances doivent chercher surtout dans l'équilibre de leurs forces. C'est pourquoi nous espérons que les petits Etats ne laisseront pas échapper cette occasion de lier avec les grandes puissances qui viennent à eux, poussés par l'opinion bien plus que par leurs intérêts, un pacte d'une portée si considérable, moins par l'application immédiate dont il est susceptible que par le principe admirable qu'il consacre. Ceux qui trouvent le résultat insignifiant ne devraient pas mettre des obstacles à nous l'accorder.

Notre responsabilité serait lourde si tant d'efforts restaient vains, et si la lenteur de nos travaux était aggravée par leur stérilité aux yeux d'une opinion qui attend que nous finissions pour nous juger. Démontrons par nos votes, comme l'a dit M. le premier délégué d'Autriche-Hongrie, que nous ne sommes pas des partisans platoniques de l'arbitrage obligatoire.

Son Excellence le baron Marschal déclare ne pas pouvoir accepter le projet élaboré par le comité d'examen. En partisan du principe de l'arbitrage obligatoire, il estime que l'acceptation de ce projet ne serait utile ni à l'institution de l'arbitrage, ni à la cause de la paix.

Pour mettre en pratique l'arbitrage obligatoire, il y a deux systèmes: le système individuel et le système mondial. D'après le premier, chaque Etat se réserve la liberté individuelle de choisir ses cocontractants pour convenir avec eux, soit d'une manière générale, soit pour des cas particuliers, la clause compromissoire. On précise et on spécifie. On choisit les matières qui semblent comporter l'arbitrage, on adapte les détails de la clause compromissoire et du compromis à la nature des matières choisies. Et à l'égard des contestations qui se réfèrent à l'interprétation des traités, ce sont les Etats qui ont conclu ces traités qui y insèrent la stipulation compromissoire. Cela peut se faire entre deux Etats, entre une pluralité de contractants et même entre tous les Etats du monde, quand le traité, comme par exemple l'union postale, a un caractère mondial. D'après ce système, on commence la construction sur le sol, on choisit des terrains connus et bien déblayés, on met pierre sur pierre et, dans la mesure du matériel dont on dispose, on élargit et grandit la bâtisse d'une manière organique et solide.

Le système mondial, celui qui a été adopté par le comité, suit la voie directement opposée. Il commence par l'établissement du plus grand cadre qu'on puisse former, c'est-à-dire du monde entier; ensuite on se met à la recherche de matières pour la remplir. C'est l'origine de la liste. La liste ne paraissant pas suffisante, on a inventé le tableau. Chaque Etat met son nom sous une rubrique de matières pour apprendre plus tard, après le déchiffrement du tableau, avec quels Etats il est lié. Le choix des contractants est exclu. Au point de vue juridique, cette idée est inattaquable, mais elle est en contradiction avec la base fondamentale de l'arbitrage. Quelle est l'essence de l'arbitrage? C'est la bonne entente. Elle doit régir l'interprétation de la clause compromissoire, et elle est indispensable pour l'établissement du compromis. Or, toute entente découle d'une disposition d'esprit et d'âme. Cela est vrai pour la vie privée comme pour la vie



internationale. Cette disposition est inséparable de la personnalité et de l'individualité des États contractants, de leurs relations, de la communauté de sentiments, d'intérêts et de traditions. C'est dans ce sens qu'on parle de « l'esprit du traité » qui anime les termes de la convention et en règle et assure l'application. Exclure le choix des contractants, et conclure des traités par un tableau raide et inanimé, ce serait chasser cet esprit, et cela équivaldrait à la destruction du noyau idéal qui est dans l'arbitrage et que nous devons garder et soigner afin qu'il germe toujours à nouveau; ce qui serait impossible dans le sol aride d'une rubrique tabellaire.

En présence de ces deux systèmes, du système mondial et du système individuel, son Excellence le baron Marschall soutient deux thèses:

1. La conclusion d'un traité d'arbitrage qui mérite le nom d'« obligatoire » n'est possible qu'en appliquant le système individuel.

2. Un progrès vers la solution pacifique des litiges internationaux ne peut être obtenu que par des traités individuels.

Le baron Marschall fait ensuite ressortir que le projet de convention mondiale élaboré par le comité laisse sans solution une série de problèmes qui lui paraissent d'une importance capitale.

Les difficultés commencent déjà aux premiers articles fondamentaux du projet qui établissent l'arbitrage obligatoire pour les litiges d'ordre juridique. La signification du mot « juridique » est douteuse. Il semble devoir exclure les matières « politiques ». Or, il est absolument impossible de tracer dans un traité mondial une ligne de démarcation entre les deux notions. Une question peut être juridique dans un pays, politique dans l'autre. Il y a même des matières purement juridiques, qui deviennent politiques au moment d'un litige. On pourrait, d'autre part, songer que les questions juridiques soient mises en opposition aux questions techniques et économiques. Mais la distinction n'est pas moins difficile, et le projet ne dit pas qui sera appelé à décider si une question est juridique ou non.

Quant à l'influence que la clause concernant « l'honneur, l'indépendance et les intérêts vitaux » doit exercer sur le caractère obligatoire d'un traité mondial, le baron Marschall se réfère à ce qu'il en a dit dans son discours du 23 juillet.

Il signale le danger qu'il y a à insérer dans un traité mondial des dispositions de cette nature. De tous les temps, une des principales sources des conflits internationaux ont été les stipulations ambiguës et les termes indécis du droit conventionnel. Or, voilà qu'on élabore deux articles qui ne contiennent pas un seul terme qui définisse nettement et clairement les devoirs et les droits qui en découlent, deux articles qui vacillent entre les pôles extrêmes de l'obligation et de la faculté, et on veut recommander ces dispositions au monde comme « le moyen le plus efficace de régler les litiges internationaux ».

Les défauts du projet qui viennent d'être indiqués sont inhérents au système. Voilà l'écueil qui fera inévitablement échouer le système mondial. Car les divergences sur l'interprétation d'un traité d'arbitrage qui aboutissent au refus de l'arbitrage, demandé en vertu d'un traité, compromettraient les relations des États plus sérieusement que le litige de fond dont il s'agit.

Que l'on compare avec le projet du comité le traité italo-argentin, récemment conclu à La Haye, qui est un exemple de l'application du système individuel. Tout y est clair, précis, obligatoire. C'est un modèle de la manière de conclure les traités d'arbitrage.

A l'égard de la liste, contenant l'énumération des matières où l'arbitrage est obligatoire sans réserve, on doit faire remarquer le caractère innocent de presque tous les points qu'on a proposés d'y insérer. En partie, ils sont même de telle nature qu'une contestation à leur sujet ne saurait se concevoir. C'est surtout le cas pour les traités sur le jaugeage de navires, les poids et mesures et les successions des marins décédés.

Mais il y a d'autres points dans les listes qui demandent l'attention la plus sérieuse. Ce sont notamment ceux qui se rapportent à des traités obligeant les Etats contractants à légiférer dans un certain sens, par exemple celui sur la « protection ouvrière ». Un litige sur la question de savoir si un des Etats a rempli cette obligation devrait être résolu par l'arbitrage. La sentence arbitrale pourrait prescrire la modification de la loi. Comment exécuter cette sentence? On a dit que l'approbation de cette convention par les facteurs législatifs donnerait force de loi à toutes les sentences arbitrales à venir. Si c'est le cas, il sera bien difficile d'obtenir l'approbation des Parlements, qui ne seront guère disposés à accepter comme concurrents en matières législatives les arbitres futurs inconnus dont le choix appartiendra au pouvoir exécutif. On a dit, d'un autre côté, que la modification de la loi demandée par la sentence arbitrale doit être soumise aux votes des Parlements. Mais en cas d'un vote négatif, y aurait-il « force majeure »? Les uns ont dit « non », les autres « oui ». La question n'a pas trouvé de solution au comité.

Il y a dans la liste des problèmes encore plus graves. On y trouve une série de traités dont l'interprétation et l'application appartiennent uniquement à la juridiction nationale: Ce sont les traités concernant le droit international privé dans le sens général, la propriété littéraire, la propriété industrielle, la procédure civile, et le droit international privé proprement dit. Or, la juridiction qu'un Etat exerce vis-à-vis des sujets d'un autre Etat, peut être contestée comme étant contraire aux termes et à l'esprit du traité. Quel serait dans un tel cas l'effet d'une sentence arbitrale? L'article dit qu'elle n'aura pas d'effet rétroactif. Mais l'article ajoute que la sentence aura « valeur interprétative ». Cela veut dire que les tribunaux nationaux devront s'y conformer. Or, les tribunaux n'accepteront l'interprétation comme authentique que si la sentence a force de loi. Voilà le même problème, seulement plus grave; car il s'agit du prestige et de l'autorité de la juridiction nationale. On veut appeler, à l'interprétation de la même matière, deux juridictions complètement séparées, et on demande à la juridiction nationale, qui est un élément stable et entouré de toute espèce de garanties, de se rendre dans l'avenir à l'interprétation arrêtée par la juridiction arbitrale, qui est un produit du moment et disparaît après la sentence. C'est politiquement et juridiquement impossible. Si le droit international privé qui, il y a cinquante ans, était presque inconnu, continue son développement rapide des der-

niers vingt ans, la nécessité s'imposera un jour de pourvoir à l'institution d'une Haute Cour internationale, non d'arbitrage, mais de cassation, qui fonctionnera en matière de droit international privé avec les mêmes garanties et les mêmes pouvoirs que nos suprêmes Cours de justice. Mais la solution qui nous est proposée dans le projet embrouille la question au lieu de la résoudre, et provoque le danger de greffer sur le litige international un conflit national entre les différents pouvoirs constitutionnels.

Relativement à l'article 16K du projet, son Excellence le baron de Marschall indique l'influence des dispositions concernant le compromis sur le caractère obligatoire d'un traité.

Il rappelle la proposition de la délégation allemande qui tendait à donner aux traités d'arbitrage la valeur d'un *pactum de contrahendo*, d'une convention de convenir, en accordant à chacune des parties le droit de forcer le compromis. Il constate avec regret que cette proposition n'a pas trouvé, auprès des partisans fervents de l'arbitrage obligatoire, l'accueil qu'on pouvait en attendre. Les discussions sur le compromis ont, en outre, mis en lumière la difficulté spéciale qui existe à l'égard des Etats dont la constitution en demande l'approbation par un facteur législatif; ce qui entraîne une inégalité manifeste entre ces puissances et les autres Etats où le pouvoir exécutif est seul compétent pour convenir d'un compromis.

Les dispositions de l'article 16N, admettant la dénonciation du traité, non seulement d'une manière générale, mais vis-à-vis de certains Etats, pourraient être considérées comme une concession que le système mondial fait au système individuel. Mais il y a une grande différence entre ne pas conclure un traité spécial et dénoncer un traité d'arbitrage général, conclu dans les formes solennelles d'une conférence de la paix.

Résumant sa critique, le baron Marschall dit que le projet a un défaut qui, d'après son expérience, est le pire en matière législative et contractuelle : il fait des promesses qu'il ne peut tenir. Il se dit obligatoire, et il ne l'est pas. Il se vante de constituer un progrès, et il ne le fait nullement; il se prévaut d'être un moyen efficace de régler les litiges internationaux, et en réalité il enrichit le droit international d'une série de problèmes d'interprétation qui, bien souvent, seront plus difficiles à résoudre que les anciens litiges, et qui seront même de nature à envenimer ces derniers. On a dit que ce projet acquiert au monde le principe de l'arbitrage obligatoire. Or, ce principe est déjà acquis, en théorie, par les sentiments unanimes des peuples, et en pratique, par une longue série toujours croissante de traités individuels.

L'Allemagne qui, il y a huit ans, a été hésitante, a conclu, sur la base du système individuel, des traités d'arbitrage obligatoire d'une manière générale et sur des matières particulières; elle suivra la même route à l'avenir. Le vote sur le projet ne portera donc pas sur la question de savoir s'il faut introduire ou non l'arbitrage obligatoire; il a plutôt ce sens: faut-il s'en tenir au système individuel, qui a fait ses preuves, ou faut-il introduire le système mondial, dont la vitalité n'est pas encore établie?



La délégation allemande est convaincue qu'il faut se décider pour le système individuel. Elle est sûre qu'en suivant ce système on aidera le développement brillant de l'arbitrage obligatoire déterminé par la convention de 1899, et que les travaux de la conférence, élucidant les difficultés qu'il faut surmonter, auront, en tout cas, contribué à activer le progrès.

Son Excellence M. Drago constate que les matières qui composent la liste paraissent peu importantes quand on les étudie isolément, mais elles ont une grande signification quand on les considère dans leur ensemble, comme la manifestation initiale de vie du principe de l'arbitrage obligatoire mondial.

Un de ces points est de la plus haute portée pour les Etats sud-américains : la soumission à l'arbitrage obligatoire des réclamations pécuniaires de chef d'indemnisations. On a récemment vu jusqu'où peuvent aller ces sortes de réclamations, et combien on arrive à les réduire une fois qu'elles ont été soumises à l'étude d'une juridiction impartiale.

L'indépendance des tribunaux ne souffrira pas de l'arbitrage mondial, et il ne peut pas se produire de contradictions avec les juridictions locales. Les traités ont un aspect politique, si on les considère comme des pactes ou contrats entre nations ; leur aspect est bien différent au point de vue de la législation intérieure. Les tribunaux appliquent les traités comme les autres lois internes. Ils n'ont pas à s'occuper des relations politiques ; mais si l'interprétation qu'ils donnent en dernier ressort au traité n'est pas conforme à l'esprit ou la lettre de la convention internationale, l'Etat qui se croira lésé pourra faire les démarches diplomatiques qu'il jugera nécessaires pour obtenir qu'une loi interprétative règle la question pour l'avenir. L'arbitrage interviendra, le cas échéant, non pas pour attaquer l'indépendance des tribunaux, ni la légitimité de leurs arrêts, mais seulement pour établir si, dans l'espèce, on pourrait considérer le traité comme politiquement violé, et s'il y a lieu de demander son interprétation authentique par la législature ; sauf à allouer des dommages ou réparations pour les faits antérieurs.

Le projet a un côté éminemment pratique : il prépare la route, il déblaye le terrain, il ne s'oppose nullement d'ailleurs à la conclusion de traités d'arbitrage partiels entre deux ou plusieurs nations. Au contraire, des conventions de ce genre serviront d'expérience restreinte et, par suite, sans danger.

Il ne s'agit pas ici de systèmes qui s'excluent. Ce sont plutôt des cercles concentriques, dont les rayons prennent la même direction, mais dont les uns s'arrêtent à la première conférence et les autres continuent jusqu'à la seconde, sans se faire aucunement obstacle. On pourrait avoir un arbitrage mondial, applicable à la généralité des nations, et un autre plus restreint, créé par les traités partiels. Les dispositions de l'un et de l'autre coïncideront souvent ; mais il est certain que, le temps aidant, des clauses, particulières au commencement, prendront un caractère de plus en plus général, et les rayons de la première conférence parviendront, plus d'une fois, à atteindre la seconde.

Le projet qui nous est soumis a aussi cet avantage de donner satisfaction à la conscience universelle, qui réclame l'arbitrage d'une manière chaque jour plus pressante. Si la conférence venait à se séparer sans avoir rien fait, la délégation argentine aura montré, par son vote, ses intentions et ses efforts pour aboutir.

La délégation de Belgique croit nécessaire de rappeler ses déclarations antérieures pour dissiper certains malentendus.

Dès le 9 juillet, elle a fait connaître que son gouvernement, favorable au principe de l'arbitrage obligatoire et désireux de coopérer à son extension, en accepte l'application, en réservant les conflits qui touchent aux intérêts essentiels des Etats, pour tous les cas de contestations d'ordre juridique naissant de l'interprétation et de l'application de tous les traités conclus ou à conclure entre les parties contractantes. Il accepte encore l'arbitrage obligatoire sous les mêmes réserves pour les réclamations pécuniaires du chef de dommages, pourvu que le principe même de l'indemnité ait été l'objet d'une entente préalable.

Insensible à toute influence, ne se laissant guider que par des considérations juridiques, la délégation de Belgique n'a pas dévié un seul instant de la voie qu'elle s'était tracée.

Le projet de convention, élaboré par le comité, est basé sur un système de liste ayant pour objet de soumettre à l'arbitrage obligatoire un certain nombre de litiges, sans que les parties contractantes puissent réserver l'hypothèse où les différends qu'il s'agirait ainsi d'aplanir pourraient soulever des questions de nature à compromettre les intérêts essentiels des nations.

La délégation de Belgique a déclaré qu'elle ne saurait prévoir, pour aucun traité, si son interprétation ou son application ne pourrait, dans une circonstance déterminée, soulever des questions de nature à engager la souveraineté ou la sécurité des Etats; mais, par une pensée de conciliation, elle ne se refuse pas à livrer sans engagement cette question à un nouvel examen; c'est dans ce sens qu'elle s'est ralliée et qu'elle votera encore la résolution austro-hongroise.

Le système de la liste ne présente pas d'ailleurs le caractère d'arbitrage vraiment obligatoire qu'on se plaît à lui attribuer, puisque les parties pourront toujours refuser le recours arbitral en contestant le caractère juridique du différend; il est à remarquer, en outre, que le projet soumis à la commission, après avoir exclu toute réserve basée sur les intérêts vitaux des Etats, abandonne pour certains d'entre eux, à l'appréciation des Parlements, la liberté d'accepter ou de refuser le compromis sans lequel l'arbitrage est lettre morte.

«A la vérité», a dit son Excellence le baron Guillaume, «l'arbitrage obligatoire, que l'on voudrait opposer à la conception de la guerre, cet arbitrage portant sur des faits graves, politiques, de nature à troubler la paix du monde, parce qu'ils touchent à l'honneur et aux intérêts vitaux des nations, ce n'est ni la délégation de Belgique, ni telle autre délégation qui y sont opposées, c'est la conférence — ou tout au moins, le comité qui a été chargé d'examiner la question en son nom; il a déclaré solennellement qu'il n'en acceptait pas le principe. Personne n'a protesté; et les propositions basées sur le dit principe n'ont pas même été examinées.



« Il ne faut donc pas que l'opinion publique s'égare et qu'elle se figure que la conférence est partagée en partisans et en adversaires de l'arbitrage obligatoire général ; il ne faut pas qu'elle s'imagine un instant que ce sont ceux-ci qui empêchent ceux-là de réaliser leurs plans humanitaires et pacifistes. »

Son Excellence M. d'Oliveira tient à constater que le principe de l'arbitrage mondial a été reconnu unanimement par le comité « A ». Ceux qui n'ont pas voté le projet anglo-portugais se sont cependant ralliés à la proposition suisse ou à la résolution austro-hongroise, qui prévoient toutes deux la conclusion, à échéance plus ou moins rapprochée, de traités mondiaux d'arbitrage. M. d'Oliveira s'efforce ensuite de grouper les objections juridiques dont le projet a été l'objet dans le comité, et les réponses qu'on leur a opposées.

On a mis en garde le comité contre le danger des sentences arbitrales contradictoires dans l'interprétation des conventions universelles. Les contradictions seraient si fréquentes, d'après quelques-uns, qu'on pourrait, dit M. d'Oliveira, les résumer par l'adage : *Quot capita tot sententiæ*. Mais on a répondu que le danger, s'il est réel, existe déjà actuellement, puisque les Etats interprètent ces conventions comme ils veulent, et d'après leurs seules convenances réciproques. Au contraire, le jour où le recours à l'arbitrage sera obligatoire, il agira comme un régulateur, et substituera l'équité et la justice au bon vouloir ou au caprice des Etats. Si une première sentence est juste, on la confirmera ; si elle est injuste, on la réformera. Le danger qu'on signale ne serait donc pas créé par l'arbitrage, mais, au contraire, celui-ci le ferait peu à peu disparaître. D'ailleurs, le danger est en grande partie illusoire. Les conventions universelles reposent sur les intérêts convergents des Etats qui tiennent tous également à leur assurer une interprétation uniforme. L'arbitrage obligatoire existe depuis longtemps dans la convention postale, sans donner lieu à aucun inconvénient.

On a fait ressortir les dangers de l'application de l'arbitrage, même sans effet rétroactif, aux sentences des tribunaux nationaux. Pour donner satisfaction à ce scrupule, on a proposé de restreindre l'arbitrage aux engagements réciproques et directs entre les Etats. Mais, après réflexion, M. d'Oliveira croit que le désaccord sur cette question, au sein du comité, a été plus léger qu'on ne se l'est imaginé. Il est vrai qu'on a fait valoir l'utilité d'obtenir des arbitres des sentences interprétatives pour l'avenir, au cas où les sentences des tribunaux paraîtraient notoirement erronées. Mais personne n'a dit que cette obligation dût être imposée par rapport à des conventions qui reconnaissent la compétence des tribunaux, et qui par suite excluent toute autre. Quand l'Etat ne s'est obligé qu'à donner force de loi nationale à telle disposition de la convention, son devoir est rempli lorsqu'il a tenu cette promesse. La convention d'arbitrage ne modifie pas l'étendue ou la portée des conventions antérieures, et n'est applicable qu'aux engagements prévus par ces conventions.

On a dit enfin, que l'exécution des sentences arbitrales pourrait provoquer des conflits avec les Parlements. Mais cette difficulté est commune à tout arbitrage. Les sentences arbitrales impliquent géné-

ralement le paiement d'indemnités pour lequel il faut obtenir le concours parlementaire. Si la crainte de l'intervention parlementaire devait s'imposer aux gouvernements, il n'y aurait que les Etats autocratiques qui pussent conclure des traités d'arbitrage. Pourquoi nous préoccuper ici de l'accueil que les Parlements feront à la convention? Ils auront à la ratifier et verront alors à quoi ils s'engagent. Il est difficile de croire qu'ils rejeteront un projet dont la formule nous a été donnée par l'union interparlementaire, dans laquelle vingt-trois Parlements sont représentés par des hommes aussi respectés que nos collègues MM. Beernaert et d'Estournelles. D'ailleurs, le refus d'un Parlement d'exécuter une sentence arbitrale lui occasionnerait de sérieuses responsabilités. Il s'exposerait à des blâmes et à des accusations de mauvaise foi; il s'exposerait aussi à la dénonciation de la convention de la part des Etats lésés.

On a perdu de vue que toutes ces objections s'appliquent intégralement aux nombreux traités généraux d'arbitrage actuellement en vigueur en Europe et en Amérique.

La loi internationale sera toujours *lex imperfecta* parce qu'elle n'a pas de sanction supérieure à la bonne foi des parties sur laquelle elle repose. Si nous nous laissons effrayer par des dangers théoriques, nous ne ferons point de progrès, et nous nous mettrons dans la position de celui qui ferait son chemin à pied au lieu de prendre le train, sous prétexte qu'il n'encourrait pas ainsi les risques d'un déraillement.

M. d'Oliveira résume ensuite les résultats des votes dans le comité. La votation en première lecture avait paru peu homogène. Le second vote n'a pas confirmé ces craintes : 8 numéros de la liste, dont 3 très importants (réclamations pécuniaires, protection ouvrière et protection littéraire), ont obtenu la majorité absolue. Les 22 littéras des diverses listes, suédoise, serbe, britannique et portugaise, ont été tous votés par la France, la Norvège, les Pays-Bas, la Serbie et le Portugal; la Suède en a voté 19; la Grande-Bretagne, 16; l'Italie, 15; le Mexique, 14; les Etats-Unis, 12; l'Argentine, 11; le Brésil, 9; et la Russie, 4. Ces adhésions permettent de constituer, en dehors de la liste, une union arbitrale, selon le mode indiqué par le protocole britannique. Ce protocole, développant une idée heureuse de la proposition suisse, rend possible la conclusion, pour ainsi dire automatique, des conventions d'arbitrage, sans la nécessité, pour chaque cas, de négociations directes et de traités séparés.

Son Excellence M. d'Oliveira espère que ces importants résultats seront appréciés par la commission et qu'un accord unanime sortira de ses délibérations.

M. Max Huber tient, avant le vote, à préciser l'attitude de la délégation de Suisse.

Bien que son pays ait toujours été sympathique à la propagation de l'institution de l'arbitrage, le Conseil fédéral estime que les réserves de l'indépendance, de l'honneur et des intérêts vitaux sont essentielles et indispensables; car il est impossible, à l'heure actuelle, de se rendre compte de la portée d'un traité d'arbitrage mondial inconditionnel. La délégation de Suisse ne pourra donc accepter aucune proposition stipulant une obligation d'arbitrage sans réserves.

Mais la délégation de Suisse, qui attache le plus grand prix à la conclusion de traités particuliers, ne s'oppose pas à l'introduction du principe de l'arbitrage inconditionnel dans la convention. C'est dans ces vues qu'elle a présenté, dans un esprit de conciliation et de transaction, une proposition dont le principal but est de permettre à chaque puissance d'offrir ou d'accepter l'arbitrage sans réserves, au moment et dans la mesure qui lui paraîtraient convenables. Grâce au système de notifications que prévoit cette proposition, le lien juridique est créé automatiquement aussitôt et pour autant que ces notifications portent sur des matières identiques. La conclusion de traités d'arbitrage serait ainsi singulièrement simplifiée et facilitée, et l'obligation de l'arbitrage pourrait prendre corps dans l'étendue la plus diverse et aux degrés les plus variés.

Il en est autrement d'un traité d'arbitrage mondial qui, précisément parce qu'il doit comprendre tous les Etats et tenir compte de la divergence de leurs intérêts et de leurs besoins, ne peut nécessairement comprendre qu'un nombre très restreint de matières.

La pensée qui est à la base de la proposition suisse a été reconnue juste et pratique, puisqu'elle a été adoptée dans des projets présentés ultérieurement, et notamment dans celui du comité d'examen. Cependant, en ce qui concerne le protocole mentionné à l'article 16E, cette dernière formule offre ce désavantage de limiter la liberté des offres d'arbitrage, puisqu'elle implique une entente préalable entre au moins deux puissances; elle ne stipule pas non plus que ce sont les déclarations d'Etat à Etat qui font naître le lien juridique, et non pas les inscriptions dans un tableau qui n'est qu'un registre de notifications.

La délégation de Suisse, tout en se réservant la faculté de reprendre sa proposition, en se montrant disposée à en éliminer la liste pour s'assurer l'unanimité des suffrages, accepterait cependant le protocole dont il s'agit, si c'est sur cette base qu'une entente générale pourrait s'établir.

M. Louis Renault demande à défendre en jurisconsulte l'œuvre du comité.

Il laisse de côté certaines objections qui ne tendraient à rien moins qu'à écarter tout traité d'arbitrage visant des litiges futurs. Etant donné qu'on trouve acceptable et même désirable un traité de ce genre, quand il est conclu avec un Etat déterminé, y a-t-il une limite infranchissable entre un pareil traité et un traité conclu avec l'ensemble des Etats? Il ne s'agit pas de nier les différences qui doivent exister naturellement entre ces deux cas, mais de savoir si tout traité est impossible dans le second.

L'arbitrage proposé concerne des pays avec lesquels on a conclu des traités dont on veut soumettre l'interprétation à la justice arbitrale. Si l'engagement est pris dans des termes généraux, c'est sous des réserves dont on a pu sourire, mais qui ne s'en trouvent pas moins dans des traités conclus par des puissances n'ayant pas l'habitude de s'engager à la légère. La vérité est qu'on entend se lier sans compromettre ses intérêts essentiels et, si l'engagement est par là for-

cément restreint, il n'en existe pas moins, et un gouvernement y regardera à deux fois avant de se prévaloir d'un prétendu intérêt vital pour se soustraire à sa promesse.

Tel est le sens des deux premiers articles du projet. Après la formule générale, on a prévu des cas dans lesquels l'arbitrage pouvait être établi sans réserve. On a qualifié d'anodine la liste établie par la majorité du comité. Il n'est pas sûr que tous les cas soient si insignifiants, et il suffit d'indiquer le cas où il s'agit de déterminer le montant des dommages-intérêts quand le principe de la responsabilité est reconnu par l'Etat débiteur; M. Drago a montré toute l'importance que peuvent présenter des questions de ce genre. D'ailleurs, les partisans du projet ont-ils l'idée qu'avec leur formule la guerre pourra être évitée? Evidemment non; ils veulent seulement que les peuples s'habituent à soumettre à des règles leurs relations normales, à terminer judiciairement les différends de la vie journalière. Cette habitude se développera, les applications de l'arbitrage deviendront plus nombreuses et plus importantes, et ainsi le droit régira plus complètement les relations internationales.

M. Renault aborde ensuite les objections particulières relatives à des difficultés qu'entraînerait l'exécution des sentences arbitrales dans certains cas.

Le premier est celui des unions universelles. L'arbitrage obligatoire appliqué à une union de ce genre entraînerait, dit-on, une véritable confusion par suite des sentences divergentes qui interviendraient. Suivant M. Renault, la conséquence logique serait d'exclure même l'arbitrage facultatif pour de pareils traités. Pourquoi supposer que les sentences seront nécessairement contradictoires? L'arbitrage se conçoit, au contraire, appliqué à des unions, pour empêcher que l'uniformité qu'elles ont pour but d'établir soit détruite par des jurisprudences divergentes. La convention de 1899 a prévu un litige de ce genre (article 56) et lui a donné une solution rationnelle.

Le second est celui où un arbitrage fonctionne pour une question à propos de laquelle les tribunaux nationaux auraient statué. La sentence arbitrale infirmera-t-elle les décisions judiciaires? La réponse négative n'est pas douteuse, d'après M. Renault. Les décisions nationales restant intactes, la sentence ne peut avoir qu'une valeur interprétative pour l'avenir. La dignité des tribunaux n'est pas plus atteinte que par la promulgation d'une loi interprétative, et il semble que leur prestige souffrirait davantage par l'établissement de la Haute Cour internationale à laquelle certains gouvernements paraissent songer et qui pourrait annuler leurs décisions.

On a enfin parlé des difficultés pouvant résulter des règles constitutionnelles de certains pays, et de nature à entraver la conclusion du compromis ou l'exécution de la sentence. Il est impossible, suivant M. Renault, d'avoir la prétention d'exiger la parité des institutions des pays contractants, autrement l'arbitrage serait exclu de beaucoup de relations. Un Etat s'engage suivant ses règles constitutionnelles et il doit tenir ses engagements. Voilà l'essentiel. C'est au gouvernement à s'arranger de manière à dégager sa parole, c'est affaire d'ordre intérieur. Même dans les cas où un compromis a été



signé par le pouvoir exécutif dans la plénitude de ses attributions, il est possible que, pour l'exécution de la sentence, un autre facteur soit nécessaire. Il y a ainsi toujours un moment où chaque partie doit s'en rapporter à la bonne foi de l'autre, malgré toutes les précautions et formalités auxquelles on a pu recourir.

M. Renault en conclut que les objections adressées au projet du comité ne sont nullement décisives.

M. Rangabé, se référant à la déclaration faite le 18 juillet, au sein de la sous-commission, déclare que la délégation hellénique n'est pas en mesure de voter en faveur du texte adopté par le comité; mais son vote ne doit pas être interprété comme défavorable à l'arbitrage obligatoire. Elle préfère, dans l'intérêt même de cette cause, des traités spéciaux, conclus chaque fois entre deux puissances déterminées, et tenant compte des rapports définis existant entre ces puissances. Les discussions qui ont eu lieu n'ont fait que la confirmer dans cette conviction.

Nonobstant cette manière de voir, la délégation hellénique pourra s'associer à toute tentative d'élaboration d'un traité mondial sur l'arbitrage obligatoire. Mais 1) elle ne saurait acquiescer à une formule trop générale, comprenant tous les différends d'ordre juridique et les questions d'interprétation de tout traité selon la formule adoptée par le comité d'examen, bien qu'il s'y trouve les réserves connues de l'honneur, etc.; ces réserves n'abolissant pas à son point de vue l'obligation de recourir à l'arbitrage; 2) elle accepterait cette obligation pour des matières déterminées avec les dites réserves.

Elle s'associerait notamment volontiers à toute formule ayant l'élasticité voulue, afin que l'entente s'établisse, dans une mesure plus ou moins large, selon le désir des parties, tant en ce qui concerne la détermination des matières, qu'en ce qui regarde l'adjonction des clauses. Différentes propositions, présentées au comité d'examen, auraient démontré que la possibilité de trouver et de voir accepter unanimement pareille formule, n'est pas exclue.

Son Excellence Mr. Choate rappelle que la proposition qu'il a présentée au nom de la délégation des Etats-Unis, et dont le vrai titre était : « Projet de convention d'arbitrage général », a obtenu, après certaines modifications, au sein du comité d'examen, une approbation chaleureuse, malgré tous les efforts faits par la délégation allemande notamment, pour la combattre.

Il regrette l'opposition irréductible, sans laquelle la proposition américaine eût pu être adoptée. Il ne voit pas pourquoi l'on se refuse à conclure un traité général d'arbitrage lorsqu'on est prêt à signer des accords individuels avec chaque puissance en particulier. Pourquoi une nation, qui peut s'entendre avec une vingtaine d'autres Etats, ne pourrait-elle tomber d'accord avec quarante-cinq, si tel est l'impérieux désir de tous les peuples? Il espère que, si le gouvernement allemand ne consent pas à signer immédiatement semblable traité, il y adhérera par la suite. Toute puissance, grande ou petite, doit s'incliner devant la volonté de l'opinion publique, qui exige de plus en plus que toute guerre inutile disparaisse; or, toute guerre est inutile quand le recours à l'arbitrage est possible.



Abordant une des principales objections du premier délégué d'Allemagne, il se demande, avec M. Renault, si le terme « questions de nature juridique » est réellement aussi obscur qu'on a voulu le dire. Il ne le pense pas. En tout cas, la difficulté de distinguer les questions juridiques des questions politiques est la même, qu'il s'agisse de traités particuliers, ou bien d'un traité général.

A la base de toutes les conventions que la conférence a pour tâche d'élaborer, il faut mettre tout d'abord une mutuelle confiance. Cette confiance veut que l'on s'engage à recourir aux moyens pacifiques pour la solution de tout différend de quelque nature qu'il soit ; il n'en est point que l'on doive abandonner au seul recours de la force. Elle veut ensuite qu'un Etat soit considéré comme lié par un traité d'arbitrage, quelles que soient les particularités constitutionnelles qui le distinguent. Cette affirmation répond aux objections que soulève la question de la conclusion du compromis aux Etats-Unis d'Amérique. L'histoire, d'ailleurs, est là pour prouver que, dans les dernières cinquante années, les Etats-Unis ont conclu autant de traités d'arbitrage que n'importe quelle autre puissance, et qu'ils n'ont jamais manqué de conclure le compromis.

Son Excellence le premier délégué des Etats-Unis d'Amérique termine en rappelant le vœu émis par la conférence pan-américaine de Rio, en faveur de l'arbitrage, et le mouvement toujours plus accentué de l'opinion, dans cette direction. Il demande aux délégués leur concours pour soutenir la cause de l'humanité et de la civilisation.

Son Excellence M. Milovanovitch, en se référant à la proposition soumise à la commission par la délégation de Serbie relativement à l'arbitrage obligatoire, ainsi qu'aux explications données par lui à cette occasion, réitère sa déclaration que l'organisation de cet arbitrage devrait être la principale tâche de la conférence.

Il rappelle ensuite que la délégation serbe, se rendant compte qu'il est pour le moment impossible d'étendre l'arbitrage obligatoire aux conflits d'ordre politique, qui sont pourtant les véritables causes des guerres, avait insisté tout particulièrement pour que les deux catégories de contestations, celles qui se rapportent à l'interprétation et à l'application des traités de commerce, et celles concernant les questions pécuniaires, y soient soumises. Ces contestations, en effet, tout en ne faisant pas courir directement de risques de guerre, touchent cependant à des intérêts aussi nombreux qu'importants, et contribuent à la formation des courants de sympathie ou d'antipathie entre les nations. Les soumettre à l'arbitrage obligatoire équivaldrait donc à la purification, à la désinfection de l'atmosphère politique internationale.

Le projet élaboré par le comité d'examen est loin de le satisfaire. Dans la liste des cas qu'il soumet à l'arbitrage obligatoire on ne voit figurer, tout au contraire, aucune des matières substantielles des traités de commerce et pas même les tarifs conventionnels de douane, pour lesquels pourtant la clause compromissoire est devenue, dans ces derniers temps, une clause de style. Il en est de même pour les questions pécuniaires ; les restrictions sous lesquelles elles sont soumises à l'arbitrage obligatoire, sont telles qu'on pourrait se demander si, même sur ce terrain, un progrès appréciable sera réalisé.

Le projet ne marque ainsi aucun pas en avant quant à l'application immédiate de l'arbitrage obligatoire, et sa valeur pratique se réduit à peu de chose. Néanmoins, tout en déclarant le projet insuffisant, la délégation de Serbie votera en sa faveur, parce qu'il contient l'affirmation formelle de l'application sans réserve de l'arbitrage obligatoire. Pour la même raison, elle votera également toute autre proposition, même plus modeste, pourvu que la même affirmation y soit contenue. En réglant ainsi sa ligne de conduite, elle se consolera de l'insuffisance du résultat obtenu en se souvenant que d'autres grandes idées, qui ont bouleversé et régénéré le monde, ont eu souvent des débuts bien modestes.

Son Excellence M. le premier délégué de la Grande-Bretagne fait remarquer que l'article 1 du projet élaboré par le comité, et si vivement critiqué aujourd'hui, figure en tête du traité entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il se borne d'ailleurs à faire les deux constatations suivantes.

L'arbitrage, sous toutes ses formes, puise son origine dans le libre consentement des puissances en litige : et la seule différence entre l'arbitrage qu'on appelle obligatoire et l'arbitrage non obligatoire réside en ce que, dans le premier cas, le consentement est donné à l'avance, tandis que dans le second le consentement est postérieur à l'existence du différend. Dans les deux hypothèses, il ne s'agit, dans l'espèce, que d'un acte souverain des puissances en litige, qui ne porte nullement atteinte à leur indépendance, pas plus qu'un contrat passé ne touche à l'indépendance du particulier contractant.

Les lois nationales reconnaissent l'utilité dans les affaires particulières des compromis contractés avant les différends, pourvu qu'ils soient restreints aux affaires dont on peut prévoir la nature. Pourquoi dès lors la loi internationale ne pourrait-elle suivre le cours de développement de la loi nationale?

Son Excellence admet que l'on puisse dire, non sans raison, que vu les réserves et la faculté de dénonciation stipulées dans le projet, le caractère obligatoire de la convention n'est pas très prononcé et que le *vinculum juris* peut être rompu sans difficulté. Mais les nations du monde ne se laissent pas uniquement guider par des conceptions juridiques ou lier par des *vincula juris*, et la convention, si faible qu'elle soit au point de vue légal, aura néanmoins une très grande valeur morale comme étant l'expression de la conscience du monde civilisé.

Son Excellence Samad Khan tient à dire que, même en étant complètement d'accord avec les éminents orateurs qui ont essayé de démontrer, avec beaucoup d'autorité, les obstacles que l'on pourrait rencontrer sur son chemin, et les lacunes que présenterait la convention en préparation, il trouve que les avantages d'une convention mondiale d'arbitrage sont si grands et la garantie qu'elle offrira au monde entier est si considérable, qu'il est du devoir de la conférence d'affronter les obstacles relativement minimes et de laisser à nos successeurs plus heureux peut-être que nous le soin de combler ces lacunes.

C'est donc avec ces sentiments, et plus convaincu que jamais, qu'il s'empresse de faire la présente déclaration.

Le grand mérite de cette conférence, aux yeux du monde, est que toutes les consciences nationales y sont égales, et que chacun des Etats que nous représentons ici a droit à sa part de justice et de vérité.

Nous sommes réunis pour manifester, tous ensemble, d'une même voix, notre dévouement à la cause de l'arbitrage. Nous savons que, malheureusement, cette grande cause ne triomphera pas du jour au lendemain, mais c'est une raison de plus pour que ses défenseurs se montrent persévérants et fidèles. Pour moi, c'est avec un sentiment de respect et de fierté que j'apporte, au nom de mon gouvernement, une pierre à la construction de l'édifice dont l'humanité, sans distinction de pays, de continents, ni de races, est reconnaissante à nos devanciers d'avoir creusé les fondations. Il s'agit, maintenant, de l'élever peu à peu, jusqu'au jour où nos successeurs, plus heureux que nous, pourront célébrer son couronnement définitif et glorieux.

La délégation ottomane déclare, d'ordre de son gouvernement, qu'elle ne peut se rallier à aucune proposition tendant à donner à l'arbitrage un caractère obligatoire. Elle votera donc contre le projet élaboré par le comité d'examen.

Son Excellence M. de Martens fait remarquer que l'on a beaucoup attaqué, et souvent avec raison, le côté juridique du projet du comité d'examen. Mais il ne faut pas oublier que la question de l'arbitrage obligatoire est avant tout mondiale, une question de culture et de civilisation. L'arbitrage obligatoire est devenu le phare lumineux vers lequel s'élèvent les yeux de tous les peuples. Une décision favorable prise par la conférence exercera surtout un important effet moral sur les relations internationales.

La délégation de Russie est, en 1907, plus modeste qu'elle ne le fut en 1899, quant à l'étendue de l'arbitrage obligatoire. Elle se contente de peu de chose, pourvu que la première grande étape soit enfin franchie et que le principe de l'arbitrage obligatoire soit proclamé.

Mais pour que cette proclamation ne soit pas vaine, pour que l'arbitrage obligatoire soit réel dans la modeste étendue qu'on demande pour lui aujourd'hui, il est absolument indispensable qu'un véritable tribunal d'arbitrage soit créé. C'est dans ces vues que la délégation de Russie a présenté son projet de création, au sein de la grande Cour actuelle, d'une petite délégation permanente. Les deux questions de l'arbitrage obligatoire et de la Cour permanente sont liées intimement. On ne peut décider l'une sans l'autre.

Si l'on veut introduire l'arbitrage obligatoire dans le domaine des questions secondaires d'ordre juridique et technique, il faut en même temps instituer un tribunal d'un abord facile et peu coûteux, ayant des rouages simples et un fonctionnement régulier. Sans ce tribunal permanent, aux portes et fenêtres ouvertes pour tout le monde, l'arbitrage obligatoire est irréalisable. On ne peut vouloir l'un sans l'autre.

Son Excellence Lou Tseng Tsiang motive son vote. Il avait l'intention de voter en faveur du projet soumis par le comité, mais il ne le peut plus à cause de l'insertion de l'article 16E.

Le rapport du baron Guillaume ne donne aucune explication concernant le but de cet article, qui est en entière contradiction avec les principes des partisans de l'arbitrage.



Le but vers lequel tendent tous les efforts de la conférence est d'élargir autant que possible les catégories des différends qui pourraient être soumis à l'arbitrage; une restriction dans ces catégories serait un grave démenti donné à ce but si noble et si élevé d'étendre l'empire du droit et de fortifier le sentiment de la justice internationale.

L'article en question semble viser tout particulièrement certains pays, et entre autres la Chine. La délégation ne peut donc que protester énergiquement contre cette clause, et jusqu'à ce qu'elle soit supprimée, elle votera contre le projet.

Son Excellence M. le premier délégué du Japon déclare qu'il entend réserver son vote sur le projet soumis à son examen, et qu'il s'abstiendra. Bien qu'il ait toujours soutenu le principe de l'arbitrage, et qu'il apprécie les idées élevées, pacifiques et humanitaires qu'il proclame, il constate cependant que sa consécration à une obligation universelle est un point de départ nouveau, en dehors des grandes lignes tracées par la convention de 1899. Cette consécration est de nature à entraîner des conséquences et responsabilités très sérieuses, ainsi que des limitations à la souveraineté de chaque Etat contractant.

Dans ces conditions, la délégation du Japon demande qu'il soit laissé aux gouvernements le temps nécessaire pour livrer cette matière à une étude approfondie.

La délégation de Danemark donne son adhésion entière et complète au principe de l'arbitrage obligatoire. Son gouvernement en a donné des preuves pratiques en concluant plusieurs traités d'arbitrage ne contenant aucune réserve, et il a appris avec un très vif regret que les négociations de la conférence ne semblent pas devoir aboutir à une application générale immédiate de ce principe.

Elle votera pour la proposition anglo-américaine ainsi que, subsidiairement, pour les propositions de portée plus restreinte qui seraient soumises à la conférence.

La délégation de Siam déclare, une fois de plus, que, suivant les instructions qu'elle a reçues, elle votera, comme dans le passé, en faveur de toute proposition ayant pour but la confirmation et l'application plus générale du principe de l'arbitrage. Sa sympathie pour l'arbitrage obligatoire restant réelle et sincère, elle aurait été très heureuse de donner une approbation sans réserve au projet qui est soumis à la commission et qui conserve ce principe.

Elle espère pouvoir le voter, mais se trouve contrainte de faire des réserves au sujet de l'article 16L traitant de l'interprétation des droits extraterritoriaux. La délégation de Siam expliquera sa manière de voir à ce sujet lorsqu'il sera procédé à la discussion des articles du projet.

Son Excellence Samad Khan déclare qu'il aura aussi à parler sur l'article 16L, mais que, en attendant le moment propice, il appuie la déclaration faite par la délégation de Siam.

Son Excellence M. de Mérey prend la parole en qualité d'auteur d'une proposition qui a pour but de constater l'acceptation unanime du principe de l'arbitrage obligatoire, ainsi que d'assurer son application dans un bref délai.

D'après lui, ce principe ne peut être appliqué qu'à des matières non exclusivement juridiques, mais plutôt de nature technique; son application à des questions politiques restera longtemps un rêve irréalisable. En conséquence, il estime que l'importance de cette question a été quelque peu exagérée dans la discussion. Même en prenant comme point de départ toute la liste anglo-américo-portugaise, on peut constater qu'aucun des points de cette liste n'a jamais donné naissance à un conflit grave, ce qui veut dire que ni l'humanité ni la paix générale n'y auraient rien à gagner.

L'orateur développe cette idée que, s'il s'agissait de guérir les maux de l'humanité, l'arbitrage obligatoire ne figurerait certes qu'au nombre des remèdes inoffensifs, contre un malaise passager.

Toutefois, un médecin qui voudrait appliquer un pareil médicament, sans examen consciencieux, à toute catégorie de maladies et de malades, ne produirait pas de catastrophes, mais pourrait amener des complications assez sérieuses; on le trouverait impardonnablement superficiel.

Tout le monde est d'accord, dit M. de Mérey, pour trouver dans l'arbitrage obligatoire un moyen pratique de résoudre certaines controverses provenant de l'interprétation de toute une catégorie de traités internationaux; or, ceux-ci contiennent incontestablement une série de stipulations de nature technique, et l'on pourrait se demander s'il y a parmi les membres de la conférence des spécialistes suffisamment experts en pareilles matières. On propose cependant de soumettre à l'arbitrage obligatoire un ensemble de traités dont le côté technique échappe à cette haute assemblée.

Son Excellence le premier délégué d'Autriche-Hongrie déclare donc ne pas pouvoir admettre pour sa part un pareil procédé; car il est convaincu qu'en adoptant une liste même minime on ne peut pas prévoir la portée de cet acte.

Il propose un procédé moins rapide peut-être, mais plus sûr — le recours aux spécialistes. Il ne doute pas que l'opinion publique, si vraiment la question l'intéresse, attendra bien encore un an après avoir attendu des siècles.

Son Excellence M. le premier délégué d'Allemagne ayant exposé toutes les anomalies du côté juridique de la question, l'orateur peut se borner à envisager son côté technique, qui consuit un des points essentiels de la proposition austro-hongroise. Car celle-ci, outre la constatation de l'acceptation unanime du principe de l'arbitrage obligatoire, stipule son application à certains traités ou parties de traités après une étude préalable des départements compétents. De cette façon on arrivera dans un an, au même et peut-être à un meilleur résultat que maintenant, et on aura laissé aux organes experts des gouvernements la faculté d'examiner de près le terrain en question.

En ce qui concerne les avantages que — comme le prétendait un autre orateur — les petits États pourraient retirer de l'arbitrage obligatoire, M. de Mérey croit devoir rappeler à leurs représentants qu'il s'agit là d'une arme à deux tranchants; et que l'expérience des dix dernières années a démontré clairement que, dans la plupart des cas, ce sont eux qui en éprouvent les conséquences et même les rigueurs.



L'orateur se borne à ces considérations ; et, convaincu que la proposition du comité d'examen ne pourra pas rallier l'unanimité ni la presque unanimité des voix, il déclare ne pouvoir l'accepter.

Le projet de résolution austro-hongroise finira par devenir la seule issue possible pour ce débat.

La délégation de Bulgarie tient, avant le vote, à préciser son attitude.

Son gouvernement a toujours été, et est encore aujourd'hui, favorable à l'extension de l'arbitrage.

Mais nous nous trouvons, dit M. le général Vinaroff, en présence de deux systèmes, votés à diverses majorités par le comité d'examen : le système de la proposition anglo-américaine et le système proposé par le premier délégué d'Autriche-Hongrie.

La proposition anglo-américaine renferme diverses dispositions qu'il nous est impossible d'admettre, parce qu'elles dénaturent, à notre sentiment, le caractère obligatoire dans les matières purement juridiques.

Ainsi, à notre grand regret, comme tous les articles de cette proposition forment un ensemble ou un système, ne pourrions-nous lui donner notre adhésion ?

Son Excellence M. Léon Bourgeois n'a pas voulu intervenir dans la discussion. Mais il ne peut la clore sans exprimer ses sentiments personnels et donner ses conclusions.

Comme président, il a d'ailleurs un devoir à remplir. Il a promis de mener le plus loin possible sur la route l'ensemble de nos bonnes volontés.

Il veut donc faire tous ses efforts pour que le travail des onze séances de la première commission et des dix-huit séances de son comité d'examen ne demeure pas inutile et pour qu'il en reste le plus grand fruit.

« Que demandons-nous ? » dit son Excellence.

« L'affirmation du principe de l'arbitrage obligatoire pour les conflits d'ordre juridique, avec le droit à la réserve pour les intérêts vitaux des Etats.

« L'affirmation qu'il y a pour les peuples civilisés certains ordres de questions, soit de nature purement financière, soit se rattachant précisément aux intérêts internationaux communs à tous les peuples, pour lesquels on veut définitivement que le droit soit la seule règle entre les nations.

« Enfin, nous demandons que ceux qui déjà ont leur volonté arrêtée en ce sens puissent constater ici cette volonté.

« Mais ce qui nous importe surtout, c'est la signification que prendront nos actes suivant que nos signatures seront données ou non au bas d'une convention de La Haye.

« Il y a, disait en 1899 le rapporteur de la convention du 29 juillet, une société des nations, et le règlement pacifique des conflits entre elles est le premier objet de cette société.

« Or, Messieurs, c'est à La Haye que cette société a pris véritablement conscience d'elle-même; c'est l'institution internationale de La Haye qui la représente aux yeux du monde; c'est là que s'élaborent, aussi bien dans la législation de la guerre que dans celle de la paix, les règles de l'organisation et du développement de cette société, et comme le code de ses actes organiques.

« Tout ce qui se fait ici prend cette haute signification d'être le fruit du consentement commun de l'humanité. Rappelez-vous ce qu'ont cru devoir faire nos collègues de l'Italie et de la République Argentine lorsqu'ils ont passé, il y a quelques jours, l'un des traités les plus complets et les plus hardis d'arbitrage obligatoire; ils ont tenu à en communiquer le texte, en séance plénière, à notre conférence comme s'ils reconnaissaient que le traité n'aurait toute sa valeur qu'après avoir reçu ici la consécration de l'assentiment universel.

« Est-il d'ailleurs possible d'espérer que, par la voie d'accords isolés, on arrive jamais à des formules d'entente propre à concilier tous les Etats?

« Les négociations isolées risquent naturellement d'aboutir à des rédactions différentes, non seulement parce qu'elles reflètent l'état d'esprit particulier à telle ou telle nation, mais encore parce qu'une puissance peut refuser à telle autre puissance telle concession particulière qui la placerait peut-être vis-à-vis de celle-ci dans une situation d'infériorité pour l'avenir, alors qu'elle consentira à prendre le même engagement envers l'ensemble des Etats du monde, en vue du bien immense que lui assure en retour la garantie supérieure de l'entente universelle. »

La commission aborde ensuite l'examen des articles de la proposition anglo-américaine élaborée par le comité « A ».

Voici la teneur des deux premiers articles :

#### ARTICLE 16A.

« Les différends d'ordre juridique et, en premier lieu, ceux relatifs à l'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats contractants qui viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à l'arbitrage, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

#### ARTICLE 16B.

« Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire. »

Ils sont votés par 35 voix contre 5 et 4 abstentions.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Grèce, Roumanie et Turquie.

Se sont abstenus : Japon, Luxembourg, Monténégro et Suisse.  
L'article suivant, dont voici la rédaction :

#### ARTICLE 16C.

« Les hautes parties contractantes reconnaissent que certains des différends visés à l'article 16 sont de nature à être soumis à l'arbitrage sans les réserves mentionnées dans l'article 16A »,  
est voté par 33 voix contre 8 et 3 abstentions.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Suisse et Turquie.

Se sont abstenus : Japon, Luxembourg et Monténégro.

L'article 16D est rédigé de la manière suivante :

#### ARTICLE 16D:

« Dans cet ordre d'idées, elles conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les différends suivants :

« 1. Contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives aux matières suivantes : ..... »

A la demande de son Excellence le comte Tornielli, la commission décide de passer au vote sur les divers points de la liste qui figure dans l'article 16D, avant de procéder à l'acceptation du principe lui-même.

Son Excellence le président met donc aux voix les littéras de la liste qui ont obtenu, au sein du comité, la majorité absolue.

Voici le résultat de ce scrutin :

N° 11. Assistance gratuite réciproque des malades indigents.

Ont voté pour : 31 (Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Salvador, Serbie, Suède, Uruguay et Vénézuéla).

Ont voté contre : 8 (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Suisse et Turquie).

Se sont abstenus : 5 (Japon, Luxembourg, Monténégro, Russie et Siam).

Les littéras N° 6 (Protection ouvrière internationale des travailleurs), n° 7 (Moyens de prévenir les collisions en mer), n° 10B (Poids et mesures), n° 2 (Jaugeage des navires), n° 3 (Salaires et successions des marins décédés) obtiennent un scrutin identique.

B) Article 16A : Réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

Ont voté pour : 31 (Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Suède, Uruguay et Vénézuéla).

Ont voté contre : 8 (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Suisse et Turquie).

Se sont abstenus : 5 (Brésil, Japon, Luxembourg, Monténégro et Siam).

N° 8. Protection des œuvres littéraires et artistiques.

Ont voté pour : 26 (Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Perse, Portugal, Salvador, Serbie, Uruguay et Vénézuéla).

Ont voté contre : 9 (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Chine, Grèce, Roumanie, Suisse et Turquie).

Se sont abstenus : 9 (Brésil, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Russie, Siam et Suède).

L'article 16D est voté et adopté par 31 voix contre 8 et 5 abstentions.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Suède, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Suisse et Turquie.

Se sont abstenus : Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro et Siam.

#### ARTICLE 16E.

« Les hautes parties contractantes décident en outre d'annexer à la présente convention un protocole énumérant :



« 1. Les autres matières qui leur paraissent actuellement susceptibles de faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage sans réserve.

« 2. Les puissances qui dès à présent contractent entre elles et sous condition de réciprocité cet engagement pour toutes ou une partie de ces matières.

« Le protocole fixera également les conditions dans lesquelles pourront être ajoutées les autres matières reconnues par la suite comme pouvant faire l'objet de stipulations d'arbitrage sans réserve, ainsi que les conditions dans lesquelles les puissances non signataires seront admises à adhérer au présent accord. »

L'article 16E mis aux voix recueille 32 voix contre 7 et 5 abstentions.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Roumanie et Turquie.

Se sont abstenus : Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro et Russie.

#### ARTICLE 16F.

« Il est entendu que les sentences arbitrales, en tant qu'elles se rapportent aux questions rentrant dans la compétence de la justice nationale, n'auront qu'une valeur interprétative sans aucun effet rétroactif sur les décisions judiciaires antérieures. »

Son Excellence M. Asser rappelle que la délégation des Pays-Bas a déjà fait connaître son opposition contre cet article, qui ne règle qu'une partie de la question très importante concernant le rapport entre les jugements arbitraux internationaux, d'un côté, et les actes des pouvoirs judiciaire et législatif nationaux d'autre part; encore la règle-t-il d'une manière défectueuse.

Ce problème soulève une longue discussion au sein de la commission, et son Excellence M. Milovanovitch, qui est l'auteur de la proposition, tout en maintenant absolument son opinion et en restant convaincu que la disposition qu'il a proposée donne à la question une solution d'une vérité juridique absolue, consent à retirer le dispositif de l'article 16F, en présence des doutes et des incertitudes exprimées par certaines délégations.

Fallait-il remplacer l'article que venait de retirer son Excellence M. Milovanovitch par la proposition faite par son Excellence M. Asser au sein du comité? Cette question fut assez longuement discutée, et le premier délégué de Roumanie présenta la proposition de M. Asser, abandonnée par son auteur; mais la commission décida finalement la suppression de l'article 16F par 23 voix contre 8 et 12 abstentions.

## ARTICLE 16G.

« Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure resteront en vigueur. »

Cet article est adopté sans vote; mais, sur la proposition de son Excellence le comte Tornielli, il est décidé que cette disposition sera insérée après l'article 16E.

## ARTICLE 16H.

« Si tous les Etats signataires d'une des conventions visées par les articles 16E et 16D sont parties dans un litige concernant l'interprétation de la convention, le jugement arbitral aura la même valeur que la convention elle-même et devra être également observé.

« Si, au contraire, le litige surgit entre quelques-uns seulement des Etats signataires, les parties en litige doivent avertir en temps utile les puissances signataires, qui ont le droit d'intervenir au procès.

« Le jugement arbitral sera communiqué aux Etats signataires qui n'ont pas pris part au procès. Si ceux-ci déclarent à l'unanimité accepter l'interprétation du point en litige adoptée par la sentence arbitrale, cette interprétation sera obligatoire pour tous et aura la même valeur que la convention elle-même. Dans le cas contraire, le jugement n'aura de valeur qu'entre les parties en litige, ou pour les puissances qui auront formellement accepté la décision des arbitres.

## ARTICLE 16I.

« La procédure à suivre pour constater l'adhésion au principe établi par la sentence arbitrale dans le cas visé par l'alinéa 3 de l'article précédent sera la suivante :

« S'il s'agit d'une convention établissant une union avec un bureau spécial, les parties qui ont pris part au procès transmettront le texte de la sentence au bureau spécial par l'intermédiaire de l'Etat dans le territoire duquel le bureau a son siège. Le bureau rédigera le texte de l'article de la Convention conformément à la sentence arbitrale, et le communiquera par la même voie aux puissances signataires qui n'ont pas pris part au procès. Si celles-ci acceptent à l'unanimité le texte de l'article, le bureau constatera l'assentiment au moyen d'un protocole qui sera transmis en copie conforme à tous les Etats signataires.

« Les Etats dont la réponse ne serait pas parvenue au bureau dans le délai d'un an à partir de la date de la communication faite par le bureau même seront censés avoir donné leur assentiment.

« S'il ne s'agit pas d'une convention établissant une union avec un bureau spécial, les dites fonctions du bureau spécial seront exercées, à cet égard, par le bureau international de La Haye par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas.

« Il est bien entendu que la présente stipulation ne porte aucune atteinte aux clauses d'arbitrage déjà contenues dans les traités existants. »

Ces deux articles sont admis sans scrutin, mais le troisième alinéa de l'article 16I est supprimé sur la proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

#### ARTICLE 16K.

« Dans chaque cas particulier, les puissances signataires établiront un acte spécial (compromis) conformément aux constitutions ou aux lois respectives des puissances signataires, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, la procédure et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral. »

Cette disposition donne lieu à une discussion entre son Excellence M. de Mérey et Mr. Scott; leurs Excellences le comte Tornielli et M. de Hammarskjöld expliquent les votes qu'ils vont émettre, et finalement l'article 16K est adopté par 26 voix contre 7 et 9 abstentions.

Les délégations de Bolivie et de Nicaragua n'étaient pas représentées.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Perse, Portugal, Salvador, Serbie, Suisse, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Roumanie, Russie et Turquie.

Se sont abstenues : Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Siam et Suède.

Voici la rédaction de l'article 16L, qui a soulevé une vive opposition de la part de certaines délégations :

#### ARTICLE 16L.

« Les stipulations de l'article 16D ne sauraient en aucun cas être invoquées s'il s'agit de l'interprétation ou de l'application de droits extraterritoriaux. »

La délégation de Perse, qui a affirmé des sympathies déjà pour le principe de l'arbitrage obligatoire, demande la suppression de cette disposition. Son Excellence Samad Khan ne peut admettre que l'on semble ainsi exclure des stipulations de l'article 16D l'interprétation ou l'application de droits extraterritoriaux. Les auteurs de la proposition soumise à nos délibérations n'ont pu vouloir priver de la justice proclamée dans la convention quelques-uns de ses signataires, et éveiller la méfiance de nations dont les représentants ont suivi avec enthousiasme les progrès d'une grande cause. Il se fie à la sincérité des sentiments d'équité et de concorde internationales qui ont inspiré les auteurs du projet en discussion, pour espérer la radiation de cette disposition.

La délégation de Siam demande aussi la suppression de cet article.

« Nous estimons qu'il n'est pas admissible », dit M. Corragioni d'Orelli, « de stipuler dans une convention mondiale, et plus parti-

culièrement dans une convention de ce genre, que toute une catégorie de cas, de différends, de conflits, sont soustraits à l'arbitrage; il est vrai, à l'arbitrage obligatoire en première ligne, mais peut-être, dans la pensée de quelques-uns, à l'arbitrage en général, uniquement pour la raison qu'une question de droit d'extraterritorialité s'y rattache. »

La délégation de Chine proteste contre l'insertion d'une clause qui l'obligerait de changer son attitude à l'égard d'une cause à laquelle elle n'a cessé de témoigner de la sympathie.

« L'article 16L », dit son Excellence Lou Tseng Tsiang, « visant un certain nombre des puissances, et les représentants de ces puissances ayant tous élevé leur voix de contestation, je viens donc, au nom du gouvernement que j'ai l'honneur de représenter ici, demander à la commission de faire devant cet autel du dieu de droit et de justice, si éloquemment préconisé par notre très honorable collègue son Excellence M. de Martens, un acte d'équité et de justice internationales en éliminant cet article contenant, à notre point de vue, une inégalité frappante. »

Les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de Russie, d'Allemagne et de Turquie demandent également la suppression de cette disposition; mais son Excellence sir Edward Fry déclare ne pouvoir y consentir.

On a exclu du projet toute matière qui, par son importance, pourrait, si elle était soumise au principe de l'arbitrage obligatoire, mettre en jeu des intérêts qu'il est actuellement désirable de laisser hors de cause.

Les droits résultant de l'extraterritorialité occupent un place particulière dans le domaine du droit international; ils comprennent, outre le droit de juridiction exercé dans certains pays, les droits dont jouissent les représentants diplomatiques et consulaires et les navires de guerre dans les ports étrangers. Toutes les nations du monde ont contracté, à cet égard, des engagements mutuels et les relations cordiales entre elles reposent, en grande partie, sur le maintien sans discussion de ces engagements.

Son Excellence M. Léon Bourgeois votera l'article sans manquer, selon lui, au principe de l'égalité des Etats et au droit égal de tous les peuples de recourir à l'arbitrage.

L'article n'exclut aucun Etat, mais vise certaines catégories de cas. Il était parlé, dans les premières listes présentées au comité, des privilèges diplomatiques et consulaires et du droit des étrangers d'acquérir et de posséder des biens. Ces espèces soulevaient le problème général de l'extraterritorialité qui existe chez tous les peuples du monde. Mais, ces espèces ayant disparu de la liste définitive, il reconnaît que l'article est presque inutile. Les droits extraterritoriaux lui paraissent se trouver, en fait, exclus de l'arbitrage obligatoire du moment où aucun des cas admis sans réserve ne s'y réfère explicitement.

La suppression de l'article 16L est décidée par 36 voix contre 2 (France et Grande-Bretagne) et 5 abstentions (Grèce, Japon, Portugal, Suède et Suisse).



Sir Edward Fry déclare que l'article 16L, n'ayant pas été accepté, la délégation britannique doit réserver à son gouvernement le droit de se soustraire à l'obligation du recours à l'arbitrage dans tous les cas où il s'agit de l'interprétation ou de l'application de droits extra-territoriaux.

On passe à la discussion des articles 16M et 16N.

#### ARTICLE 16M.

« La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

« Les ratifications seront déposées à La Haye.

« La ratification de chaque puissance signataire spécifiera les cas énumérés dans l'article 16D dans lesquels la puissance ratifiante ne se prévaudra pas des provisions de l'article 16A.

« Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix à La Haye.

« Une puissance signataire pourra, à n'importe quel moment, déposer des ratifications nouvelles comprenant des cas additionnels inclus dans l'article 16D.

#### ARTICLE 16N.

« Chacune des puissances signataires aura la faculté de dénoncer la convention. Cette dénonciation pourra être faite, soit de façon à impliquer le retrait total de la puissance dénonciatrice de la convention, soit de façon à ne produire ses effets qu'à l'égard d'une puissance désignée par la puissance dénonciatrice.

« Cette dénonciation pourra également être faite relativement à l'un ou plusieurs des cas énumérés dans l'article 16D ou dans le protocole visé à l'article 16E.

« La convention continuera à subsister pour autant qu'elle n'aura pas été dénoncée.

« La dénonciation, soit totale, soit particulière, ne produira ses effets que six mois après que notification en aura été faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes. »

La rédaction de ces articles soulevait la question de savoir si les dispositions que la commission venait de voter devaient faire partie intégrante de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ou seraient l'objet d'une convention spéciale.

Au sein de la commission, son Excellence M. de Nélidow, président de la conférence, émit l'avis que les articles du projet anglo-américain ne pouvaient, en aucun cas, faire partie intégrante de l'ancienne convention de 1899. En effet, n'ayant pas obtenu l'assentiment de toutes les délégations, ils ne sauraient être insérés dans une convention votée à l'unanimité.

Cela mettrait en péril l'existence même de toute la convention.

Son Excellence le comte Tornielli partagea cette manière de voir. Il est préférable de ne point insérer dans la convention de 1899 les articles 16A et suivants du projet anglo-américain, dont la discussion vient d'être close. Ce projet a déjà reçu la structure d'un acte séparé, et les dispositions qu'il contient concernent une matière spéciale : l'application du principe de l'arbitrage obligatoire à certaines catégories de litiges internationaux. Si on introduisait dans la convention générale ces dispositions qui ont donné lieu à un débat trop récent pour qu'il soit utile d'en rappeler ici le caractère et la portée, on risquerait de mettre quelques puissances dans l'impossibilité de signer la nouvelle convention révisée.

Les délégations de Roumanie et des Etats-Unis d'Amérique émièrent le même avis.

Son Excellence M. de Mérey, à son tour, signala trois raisons qui doivent s'opposer à l'insertion des articles récemment votés dans le texte de la convention de 1899 :

« 1. Les articles dont nous venons de terminer la discussion ne contiennent point de questions de détails ni de simples améliorations comme nous en avons introduites d'autres, mais plutôt un élément nouveau d'une importance bien plus grande et plus grave, qui n'entre pas dans le cadre de la convention de 1899.

« 2. L'arbitrage obligatoire ne figure point dans le programme de notre conférence, qui ne parle que d'améliorations à apporter à la convention de 1899. Or, l'introduction de l'arbitrage obligatoire est plus qu'une simple amélioration. L'arbitrage obligatoire doit donc rester à part.

« 3. Enfin, pour reprendre une pensée qui déjà a été formulée par M. Beldiman, quelle serait la situation des puissances qui ont signé et ratifié la convention de 1899, mais qui n'acceptent pas les nouvelles stipulations? Ces puissances seraient forcées d'en tirer les conséquences, de dénoncer la convention, de rappeler leurs membres de la Cour permanente, etc. Son Excellence ne croit pas que les partisans de la proposition du comité d'examen voudraient arriver à ce résultat fâcheux. »

Son Excellence le baron Marschall adhère aux paroles de M. de Mérey.

Son Excellence M. Léon Bourgeois constate que personne n'a jamais songé à obliger les signataires de la convention de 1899 à se retirer de la convention de 1907.

Il croit, avec son Excellence M. de Martens, que cette question aurait pu n'être réglée qu'au terme de nos délibérations, lorsqu'il serait constaté qu'un accord final n'a pu en résulter ; mais, puisque personne n'insiste pour l'incorporation du projet anglo-américain dans la convention de 1899, la question ne soulève plus aucune difficulté et les articles 16M et 16N gardent leur utilité.

Ils sont acceptés sans discussion, et la commission passe au vote sur l'ensemble du projet anglo-américain, qui est adopté par 32 voix contre 9 et 3 abstentions.

Ont voté pour : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Roumanie, Suisse et Turquie.

Abstentions : Italie, Japon et Luxembourg.

Les articles du protocole anglais, visé à l'article 16E du projet anglo-américain, et constituant une simple explication du mécanisme indiqué dans cet article, sont adoptés sans vote ni discussion. En voici la teneur :

#### ARTICLE 1.

« Chaque puissance signataire du présent protocole accepte l'arbitrage sans réserve pour les contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives à celles des matières énumérées au tableau ci-annexé, qui sont indiquées par la lettre « A » dans la colonne portant son nom. Elle déclare contracter cet engagement vis-à-vis de chacune des autres puissances signataires dont la réciprocité à cet égard est de la même manière signalée au tableau.

#### ARTICLE 2.

« Chaque puissance aura toujours la faculté de notifier son acceptation des matières qui sont énumérées au tableau, et pour lesquelles elle n'aura pas préalablement accepté l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article précédent. A cette fin, elle s'adressera au gouvernement des Pays-Bas, qui signalera cette acceptation au bureau international de La Haye. Après l'avoir inscrite au tableau visé à l'article précédent, le bureau international communiquera aussitôt la notification, et le tableau ainsi complété en copies conformes aux gouvernements de toutes les puissances signataires.

#### ARTICLE 3.

« Deux ou plusieurs des puissances signataires, agissant d'un commun accord, pourront, en outre, s'adresser au gouvernement des Pays-Bas pour lui demander d'ajouter au tableau des matières additionnelles pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1.

« L'inscription de ces matières additionnelles et la communication aux gouvernements des puissances signataires de la notification, ainsi que du texte corrigé du tableau se feront de la manière prévue à l'article précédent.

## ARTICLE 4.

« Les puissances non signataires sont admises à adhérer au présent protocole en notifiant au gouvernement des Pays-Bas les matières inscrites au tableau pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1. »

Il est un devoir du rapporteur de constater ici qu'un projet défini et complet sur l'arbitrage obligatoire a été ainsi voté, au sein de la commission, par une large majorité, qui s'est fidèlement et constamment maintenue sur chacun des articles et sur le vote d'ensemble de ce projet. Le fait est indiscutable; il nous appartient de l'affirmer.

Nous reproduisons ci-dessous le texte de la convention anglo-américaine tel qu'il fut adopté par la première commission :

*Projet voté par la commission*

## ARTICLE 16A.

« Les différends d'ordre juridique et, en premier lieu, ceux relatifs à l'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats contractants, qui viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à l'arbitrage, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

## ARTICLE 16B.

« Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance, ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

## ARTICLE 16C.

« Les hautes parties contractantes reconnaissent que certains des différends visés à l'article 16 sont de nature à être soumis à l'arbitrage sans les réserves mentionnées dans l'article 16A.

## ARTICLE 16D.

« Dans cet ordre d'idées, elles conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les différends suivants :

« I. Contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives aux matières suivantes :

« 1. Assistance gratuite réciproque des malades indigents.



- « 2. Protection ouvrière internationale des travailleurs.
- « 3. Moyens de prévenir les collisions en mer.
- « 4. Poids et mesures.
- « 5. Jaugeage des navires.
- « 6. Salaires et successions des marins décédés.
- « 7. Protection des œuvres littéraires et artistiques.
- « II. Réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

## ARTICLE 16E.

« Les hautes parties contractantes décident en outre d'annexer à la présente convention un protocole énumérant :

« 1. Les autres matières qui leur paraissent actuellement susceptibles de faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage sans réserve ;

« 2. Les puissances qui dès à présent contractent entre elles et sous condition de réciprocité cet engagement pour toutes ou une partie de ces matières.

« Le protocole fixera également les conditions dans lesquelles pourront être ajoutées les autres matières reconnues par la suite comme pouvant faire l'objet de stipulations d'arbitrage sans réserve, ainsi que les conditions dans lesquelles les puissances non signataires seront admises à adhérer au présent accord.

## ARTICLE 16F.

« Si tous les Etats signataires d'une des conventions visées par les articles 16C et 16D sont parties dans un litige concernant l'interprétation de la convention, le jugement arbitral aura la même valeur que la convention elle-même et devra être également observé.

« Si, au contraire, le litige surgit entre quelques-uns seulement des Etats signataires les parties en litige doivent avertir en temps utile les puissances signataires, qui ont le droit d'intervenir au procès.

« Le jugement arbitral sera communiqué aux Etats signataires qui n'ont pas pris part au procès. Si ceux-ci déclarent à l'unanimité accepter l'interprétation du point en litige adoptée par la sentence arbitrale, cette interprétation sera obligatoire pour tous et aura la même valeur que la convention elle-même. Dans le cas contraire, le jugement n'aura de valeur qu'entre les parties en litige, ou pour les puissances qui auront formellement accepté la décision des arbitres.

## ARTICLE 16G.

« La procédure à suivre pour constater l'adhésion au principe établi par la sentence arbitrale dans le cas visé par l'alinéa 3 de l'article précédent, sera la suivante :

« S'il s'agit d'une convention établissant une union avec un bureau spécial, les parties qui ont pris part au procès transmettront le texte

de la sentence au bureau spécial par l'intermédiaire de l'Etat dans le territoire duquel le bureau a son siège. Le bureau rédigera le texte de l'article de la convention conformément à la sentence arbitrale, et le communiquera par la même voie aux puissances signataires qui n'ont pas prit part au procès. Si celles-ci acceptent à l'unanimité le texte de l'article, le bureau constatera l'assentiment au moyen d'un protocole qui sera transmis en copie conforme à tous les Etats signataires.

« S'il ne s'agit pas d'une convention établissant une union avec un bureau spécial, les dites fonctions du bureau spécial seront exercées, à cet égard, par le bureau international de La Haye par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas.

« Il est bien entendu que la présente stipulation ne porte aucune atteinte aux clauses d'arbitrage déjà contenues dans les traités existants.

#### ARTICLE 16H.

« Dans chaque cas particulier, les puissances signataires établiront un acte spécial (compromis) conformément aux constitutions ou aux lois respectives des puissances signataires, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, la procédure et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral.

#### ARTICLE 16I.

« Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure resteront en vigueur.

#### ARTICLE 16K.

« La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

« Les ratifications seront déposées à La Haye.

« La ratification de chaque puissance signataire spécifiera les cas énumérés dans l'article 16D dans lesquels la puissance ratifiante ne se prévaudra pas des provisions de l'article 16A.

« Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix à La Haye.

« Une puissance signataire pourra, à n'importe quel moment, déposer des ratifications nouvelles comprenant des cas additionnels inclus dans l'article 16D.

#### ARTICLE 16L.

« Chacune des puissances signataires aura la faculté de dénoncer la convention. Cette dénonciation pourra être faite, soit de façon à impliquer le retrait total de la puissance dénonciatrice de la conven-

MODÈLE DE TABLEAU A ANNEXER AU PROTOCOLE DE LA PROPOSITION BRITANNIQUE.

	Allemagne	Angleterre (Et.-U.)	Argentine (Rép.)	Australie-Hongrie	Belgique	Bolivie	Bresil (Et.-U. du)	Bulgarie	Chili	Chine	Colombie	Costa-Rica	Cuba	Danemark	Dominic (Rép.)	Equateur	Espagne	France	Grande-Bretagne	Grèce	Guatemala	Haïti	Honduras	Italie	Japon	Luxembourg	Mexicains (Et.-U.)	Monténégro	Nicaragua	Norvège	Panama	Paraguay	Pays-Bas	Pérou	Persie	Portugal	Roumanie	Russie	Salvador	Serbie	Siam	Suède	Suisse	Turquie	Uruguay	Vénézuëla		
1 Réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.																																																
2 Assistance gratuite réciproque des malades indigents.																																																
3 Protection ouvrière internationale.																																																
4 Moyens de prévenir les collisions en mer.																																																
5 Poids et mesures.																																																
6 Jaugeage des navires																																																
7 Salaire et succession des marins décédés.																																																
8 Protection des œuvres littéraires et artistiques																																																
9 Régime des sociétés commerciales et industrielles																																																
10 Contestations pécuniaires à cause d'actes de guerre, de guerre civile, de l'arrestation des étrangers ou de la saisie de leurs biens.																																																
11 Règlements sanitaires.																																																
12 Assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts.																																																
13 Tarifs de douane.																																																
14 Règlements concernant les épizooties, le phylloxéra, et autres fléaux similaires.																																																
15 Systèmes monétaires.																																																
16 Droits des étrangers d'acquérir et de posséder des biens.																																																
17 Procédure civile et commerciale.																																																
18 Contestations pécuniaires lorsqu'il s'agit de l'interprétation ou de l'application des conventions de toute espèce entre les parties en litige.																																																
19 Conventions de rapatriement.																																																
20 Conventions postales, télégraphiques et téléphoniques.																																																
21 Taxes exigées des navires, droits de quai, de phare, de pilotage, charges et taxes de sauvetage imposées en cas d'avarie ou de naufrage.																																																
22 Droit international privé.																																																





tion, soit de façon à ne produire ses effets qu'à l'égard d'une puissance désignée par la puissance dénonciatrice.

« Cette dénonciation pourra également être faite relativement à l'un ou plusieurs des cas énumérés dans l'article 16D ou dans le protocole visé à l'article 16E.

« La convention continuera à subsister pour autant qu'elle n'aura pas été dénoncée.

« La dénonciation, soit totale, soit particulière, ne produira ses effets que six mois après que notification en aura été faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas, et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes. »

*Protocole visé à l'article 16E de la proposition britannique  
relativement à l'arbitrage obligatoire*

ARTICLE 1.

Chaque puissance signataire du présent protocole accepte l'arbitrage sans réserve pour les contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives à celles des matières énumérées au tableau ci-annexé, qui sont indiquées par la lettre « A » dans la colonne portant son nom. Elle déclare contracter cet engagement vis-à-vis de chacune des puissances signataires dont la réciprocité à cet égard est de la même manière signalée au tableau.

ARTICLE 2.

Chaque puissance aura toujours la faculté de notifier son acceptation des matières qui sont énumérées au tableau, et pour lesquelles elle n'aura pas préalablement accepté l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article précédent. A cette fin, elle s'adressera au gouvernement des Pays-Bas, qui signalera cette acceptation au bureau international de La Haye. Après l'avoir inscrite au tableau visé à l'article précédent, le bureau international communiquera aussitôt la notification et le tableau ainsi complété, en copies conformes, aux gouvernements de toutes les puissances signataires.

ARTICLE 3.

Deux ou plusieurs des puissances signataires, agissant d'un commun accord, pourront, en outre, s'adresser au gouvernement des Pays-Bas pour lui demander d'ajouter au tableau des matières additionnelles pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1.

L'inscription de ces matières additionnelles et la communication aux gouvernements des puissances signataires de la notification ainsi que du texte corrigé du tableau se feront de la manière prévue à l'article précédent.

## ARTICLE 4.

Les puissances non signataires sont admises à adhérer au présent protocole en notifiant au gouvernement des Pays-Bas les matières inscrites au tableau pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1.

---

Désireux d'amener un accord unanime sur la question de l'arbitrage obligatoire, son Excellence M. de Martens, au nom de la délégation de Russie, soumit à l'examen de la Commission le projet suivant, qu'il considérait comme un terrain d'entente, n'imposant à qui que ce soit le sacrifice de ses opinions :

A. — *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux*

## ARTICLE 16 (ancien texte).

« Dans les questions juridiques, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, etc.

## ARTICLE 17 (nouveau texte).

« A raison de la grande difficulté de déterminer l'étendue et les conditions dans lesquelles le recours à l'arbitrage obligatoire pourrait être reconnu par le suffrage unanime des puissances et dans un traité universel, les puissances contractantes se bornent à consigner dans l'acte additionnel, annexé à la présente convention, les cas dignes d'être pris en considération selon la libre appréciation des gouvernements respectifs. Cet acte additionnel n'aura de force obligatoire que pour les puissances qui le signeront ou y adhéreront. »

[Ensuite suivent les articles de l'ancienne convention de 1899 avec les modifications adoptées par la première commission.]

B. — *Acte additionnel à la convention.*

## Préambule.

« Considérant que l'article 16 (38) de la convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux constate l'accord des puissances signataires de cet acte que dans les questions juridiques, et en premier lieu dans les questions d'interprétation et d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques ;

« Considérant que dans les différends d'ordre juridique qui, d'après



la libre appréciation des puissances contractantes, ne mettent nullement en cause ni leurs intérêts vitaux, ni leur indépendance ou l'honneur, l'arbitrage devrait être obligatoirement admis ;

« Considérant l'utilité d'indiquer dorénavant les cas de conflits dans lesquels les réserves susmentionnées ne sont pas admissibles ;

Les puissances signataires de cet acte additionnel sont tombées d'accord des dispositions suivantes :

#### ARTICLE 1 (article 16D).

« Dans cet ordre d'idées elles conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les différends suivants :

« I. Contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives aux matières suivantes :

« a), b), c), d), etc. »

#### ARTICLE 2 (nouveau).

« Les puissances signataires s'engagent de ratifier cet acte additionnel jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1909, et, dans l'acte de ratification, d'indiquer précisément les cas de différends pour lesquels elles acceptent l'arbitrage obligatoire.

#### ARTICLE 3 et suivants.

#### [Texte voté des articles 16E, etc.]

Le premier article de la proposition russe, portant le numéro 17, fut mis aux voix et accepté par 31 voix contre 5 et 8 abstentions.

Ont voté pour : République Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guatémala, Haïti, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Uruguay et Vénézuéla.

Ont voté contre : Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, Belgique et Roumanie.

Se sont abstenus : Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Siam, Suède, Suisse et Turquie.

En présence de ce vote, son Excellence M. de Martens, au nom de la délégation de Russie, retire sa proposition, qu'il n'avait déposée que dans l'espoir de lui voir réunir l'unanimité des suffrages.

La commission avait encore à se prononcer sur la résolution proposée par la délégation d'Autriche-Hongrie au cours des séances du comité « A », et qui avait été adoptée, dans la séance du 3 septembre, par 8 voix contre 5 et 4 abstentions.

Son Excellence M. de Mérey constate que le projet anglo-américain n'a obtenu, au sein de la commission, qu'une forte majorité, mais n'a pu rallier l'unanimité ou la presque unanimité des suffrages nécessaire pour pouvoir être présentée à la conférence.

Le texte révisé de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux a été définitivement et unanimement adopté par la commission. Cette décision constitue un fait accompli sur lequel il n'est plus possible de revenir dans le but d'introduire de nouveaux articles dans la convention.

Il ne reste donc plus que deux alternatives : Se séparer sans avoir pu aboutir à une entente sur la question de l'arbitrage obligatoire, ou voter la résolution proposée par la délégation d'Autriche-Hongrie.

La première de ces éventualités ne constituerait certes pas une faille de la conférence, qui n'aura pas perdu son temps ; elle l'a consacré à des études sérieuses et les discussions auxquelles elle se livra constitueront un matériel précieux pour l'avenir. Mais le choix ne semble pas cependant devoir être douteux entre un résultat négatif et un accord général.

La proposition austro-hongroise a perdu le caractère subsidiaire qu'on lui attribuait depuis que le projet de convention n'a pu recueillir la quasi-unanimité des suffrages ; elle est moins anodine qu'on se plaît à le dire, car elle crée une obligation en termes exprès. Les puissances qui la signeraient s'engageraient à notifier au gouvernement néerlandais, dans un délai à déterminer, les matières qu'elles seraient prêtes à soumettre à l'arbitrage obligatoire.

La résolution de la délégation d'Autriche-Hongrie peut être acceptée par tous. « Si quelqu'un a encore des scrupules au sujet de cette proposition », dit son Excellence M. de Murey, « qu'il les écarte d'un beau geste, qu'il fasse, s'il est nécessaire, un acte d'abnégation, même un léger *sacrificio dell' intelletto*, et que la question à résoudre par la conférence soit résolue par un vote unanime. »

Dès le début des délibérations sur l'arbitrage obligatoire, la délégation de Suisse avait présenté des propositions intermédiaires, tendant à concilier les différentes opinions en présence et à rallier, si possible, l'unanimité des suffrages. Elle a continué ses efforts dans ce sens jusqu'au dernier moment.

Les propositions suisses allaient plus loin au devant des désirs de la majorité que la projet de résolution austro-hongrois. Aussi la délégation de Suisse s'était-elle, au comité d'examen, abstenue d'émettre un vote sur ce projet. Aujourd'hui, elle ne demandera pas mieux que de le seconder, s'il est accepté par l'unanimité des Etats. S'il ne devait pas en être ainsi, elle s'abstiendrait.

Son Excellence le président de la conférence rappelle que le premier principe de toute conférence est celui de l'unanimité ; ce n'est point une vaine forme, mais la base de toute entente politique. Dans les Parlements, les majorités peuvent imposer leurs volontés aux minorités, parce que les membres de ces assemblées ne représentent chacun qu'une seule et même nation ; mais, dans une conférence internationale, chaque délégation représente un Etat différent et également souverain ; aucun n'a le droit d'accepter une décision de la majorité qui serait contraire à la volonté de son gouvernement. Il ne peut donc être question de résolutions de la conférence que pour les décisions prises à l'unanimité.

Cette opinion est partagée par la délégation de Belgique, qui fait observer aussi que l'accord unanime est la règle des conférences diplomatiques. Les délégués de souverainetés autonomes délibèrent dans la plénitude de leur liberté et dans les conditions d'une parfaite égalité; leur but est de préciser le terrain commun où peuvent se rencontrer leurs vues diverses et leur égal désir d'améliorer la situation des peuples.

« Nous ne sommes pas réunis pour nous compter », dit son Excellence M. van den Heuvel, « mais pour nous entendre. En partant d'un autre point de vue, il serait à redouter de voir se former des groupes irréductibles. La confiance dans une majorité plus ou moins forte serait destructive de tout esprit de concession.

« Nous avons accompli une partie de notre tâche par la revision de la convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux. Tout le monde s'est montré d'accord pour proclamer l'utilité incontestable de l'admission de plus en plus fréquente de la clause compromissoire d'arbitrage. Des divergences ont éclaté lorsqu'il s'est agi d'adopter une formule pratique. Les uns veulent propager l'arbitrage obligatoire, non par un traité mondial, mais par des traités particuliers; d'autres ont déclaré que l'arbitrage obligatoire ne serait généralement accepté que s'il était accompagné de réserves essentielles. Les comités ont adressé une liste assez modeste que la majorité a votée, et cette liste est devenue un nouvel obstacle à l'entente.

« La résolution austro-hongroise, sur laquelle nous avons actuellement à nous prononcer, ne répond pas complètement à notre manière personnelle de voir; nous vous en demandons cependant l'adoption, dans un esprit de conciliation. Elle ne contrarie les sentiments d'aucun groupe, elle atteste notre volonté d'étendre l'arbitrage obligatoire dans la pratique, et engage nos gouvernements à soumettre à une nouvelle étude la question de savoir si l'on ne peut dresser une liste de matières où l'arbitrage pourrait être admis sans réserve. »

Son Excellence M. de Beaufort fait la déclaration suivante :

« Dans la séance du comité d'examen, la délégation des Pays-Bas a motivé son adhésion à la proposition de son Excellence M. de Mérey par le fait que les votes émis dans le comité ne permettaient pas d'espérer une presque unanimité entre les puissances au sujet de la liste à laquelle elle s'était déclarée favorable. Après le vote de la première commission sur la liste, la délégation des Pays-Bas, à son grand regret, a dû constater que ses prévisions s'étaient réalisées et que la liste n'aurait pas l'assentiment d'une minorité forte et considérable.

« Les mêmes raisons qui nous ont amenés à voter pour la proposition d'Autriche-Hongrie dans le comité d'examen subsistent donc encore à ce moment, et dans ces conditions nous sommes disposés à donner aujourd'hui de nouveau notre vote favorable à cette proposition.

« D'un côté, nous avons la certitude que la convention spéciale sur l'arbitrage obligatoire contenant la liste pour laquelle nous avons voté, n'obtiendra pas les votes de beaucoup d'Etats; d'un autre côté,



la proposition austro-hongroise nous fait entrevoir l'éventualité qu'après l'expiration d'un laps de temps déterminé, le plus grand nombre, peut-être la totalité des Etats représentés à la conférence, se rallieront à des stipulations d'arbitrage obligatoire sur certaines matières.

« La délégation des Pays-Bas a la conviction que, pour faire entrer définitivement l'arbitrage obligatoire dans le droit international conventionnel, l'assentiment général ou presque général est, dès le début, de la plus haute importance; regrettant donc que cet assentiment n'ait pas pu s'établir, mais ne perdant pas l'espoir que dans un avenir prochain un accord ultérieur ne se manifeste, elle croit agir en faveur du principe de l'arbitrage obligatoire en donnant son vote à la proposition de M. de Mérey.

Son Excellence le baron Marschall se joint à la manière de voir exprimée par le président de la conférence. Son gouvernement, se conformant aux usages admis de tout temps dans les conférences internationales, ne saurait accepter le principe que la majorité décide et que la minorité doive s'incliner. Une telle conception mettrait en danger l'avenir des conférences internationales.

Leurs Excellences sir Edward Fry, M. Ruy Barbosa et M. Drago déclarent ne pouvoir accepter la résolution austro-hongroise. Ils estiment qu'ayant voté à une grande majorité le projet anglo-américain, ils ne peuvent pas renoncer aux résultats de ce vote et renvoyer toute la question de l'arbitrage obligatoire à une étude nouvelle.

Le texte du projet présenté par le comité prouve qu'il existe un certain nombre de nations qui ont étudié suffisamment cette question pour conclure, dès à présent, un traité général d'arbitrage obligatoire.

Son Excellence Mr. Choate constate qu'après trois mois de discussions la commission a fait connaître sa volonté par une majorité écrasante.

Elle s'est déclarée en faveur de l'arbitrage obligatoire. Elle a voté séparément, et dans leur ensemble, une série d'articles, et la même majorité est restée fidèle à ses décisions.

Nous avons accepté la déclaration du principe de l'arbitrage obligatoire; nous avons admis que l'on excepterait les cas où les intérêts vitaux des nations seraient en jeu, laissant aux puissances elles-mêmes la faculté d'apprécier la légitimité de ces réserves. Nous avons voté une liste de cas dans lesquels l'arbitrage serait obligatoire dans le sens le plus strict du mot; nous avons adopté le protocole proposé par la délégation de la Grande-Bretagne; il ne nous reste plus que quelques détails à régler; nous ne pouvons subordonner tous ces résultats à de nouvelles études des gouvernements.

La majorité ne doit pas imposer sa volonté à la minorité; mais elle doit pouvoir, sous le drapeau de la conférence, mettre à exécution ce qu'elle a décidé.

Le principe de l'unanimité n'a pas été toujours observé, des exceptions peuvent être citées; c'est là d'ailleurs une question qu'il appartient à la conférence de décider.

## DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX

Après une déclaration de la délégation de Serbie, qui votera en faveur du projet, tout en maintenant des convictions déjà souvent exprimées, la résolution austro-hongroise est mise aux voix et rejetée par 24 voix contre 14 et 6 abstentions.

Ont voté pour : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Danemark, Grèce, Italie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Serbie et Turquie.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Perse, Portugal, Salvador, Siam, Uruguay et Vénézuéla.

Se sont abstenus : Brésil, Chine, Japon, Norvège, Suède et Suisse.

Son Excellence le comte Tornielli prend alors la parole et prononce le discours suivant :

« Aux premiers jours de septembre, j'ai eu l'honneur de demander dans le comité « A » qu'une proposition présentée par la délégation italienne au sujet de l'arbitrage obligatoire fût ajournée jusqu'au moment où la commission se serait prononcée sur toutes les autres propositions qui se trouveraient en présence.

« Le résultat des dernières votations me persuade qu'il y aurait indiscretion à poursuivre plus loin la recherche de formules qui ne pourraient avoir aucune chance de réunir l'unanimité des suffrages. Dans ces conditions, j'abandonne la proposition que j'ai eu l'honneur d'annoncer.

« Je me suis convaincu qu'après le travail intense d'analyse juridique et de critique profonde des textes qui nous a permis d'améliorer et de compléter considérablement et très sérieusement l'œuvre du règlement pacifique des conflits internationaux, nos esprits ne sont plus préparés à renoncer aux objections que toute nouvelle formule ne manquerait pas de rencontrer.

« Le moment n'est pas aux grands discours.

« Il y a cependant des constatations nécessaires. Je les résumerai en trois points :

« Le premier — le plus essentiel — c'est que la conférence de 1907 a été unanime à reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire.

« Le deuxième consiste dans l'affirmation, qui n'a pas rencontré de contradicteurs, que dans le vaste champ des relations internationales formant l'objet du droit conventionnel des Etats, il y en a sans doute qui peuvent former matière de l'arbitrage obligatoire.

« La troisième constatation pour laquelle j'invoque votre consentement unanime est celle-ci. Tous les Etats du monde ont travaillé ici ensemble depuis quatre mois sur des questions difficiles, parfois même délicates, en apprenant non pas seulement à se connaître de plus en plus, mais aussi à s'estimer et à s'aimer davantage.

« L'esprit général qui s'est dégagé du contact de toutes ces forces en élaboration est très élevé. C'est un spectacle saisissant et un résultat

tat indéniable. Les dissentiments d'opinions entre nous n'ont jamais dépassé la limite des controverses juridiques et des questions de détail.

« Arrêtons-nous là sagement. Nous avons parcouru un bon chemin. Contentons-nous de l'œuvre accomplie. Laissons-lui le temps de porter ses fruits.

« Si, en regardant derrière nous quelqu'un de nous éprouve quelque regret en voyant certaines œuvres inachevées, en tournant notre regard vers l'avenir, nous sommes tous remplis de confiance, et aucun découragement n'envahit nos âmes. »

Ces nobles paroles soulèvent les applaudissements de l'assemblée tout entière; successivement leurs Excellences les premiers délégués d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie déclarent accepter les trois constatations faites par M. le comte Tornielli; et son Excellence M. Léon Bourgeois, dans une chaude improvisation, engage ses collègues à se rallier à une proposition qui sauvegarde tous les droits et respecte toutes les opinions. « Nous sortirons unis de la conférence avec la conscience d'avoir travaillé au bien de l'humanité et d'avoir fait faire un pas considérable à la cause de l'arbitrage obligatoire. »

Votre rapporteur vous demande la permission, Messieurs, de joindre ici sa voix modeste aux hommages qui ont accueilli les sages paroles de son Excellence M. le premier délégué d'Italie.

Personne ne peut contester les résultats acquis par ceux qui ont proposé, défendu et voté la proposition anglo-américaine. Une majorité homogène et forte a élaboré une convention, après un travail opiniâtre. Les études auxquelles la première commission et les comités qu'elle a formés se sont livrées constitueront une source précieuse pour l'avenir. Son Excellence le comte Tornielli s'en est montré convaincu; mais il a engagé la majorité de la commission à ne pas méconnaître les convictions défendues par une minorité convaincue et loyale, et à remettre au lendemain la réalisation de projets dont l'exécution prématurée pourrait compromettre le principe de l'unanimité, qui forme la base de toute conférence internationale.

L'accueil chaleureux qui a été faite sans retard et sans hésitation aux suggestions de l'éminent homme d'Etat italien a prouvé, une fois de plus, les sentiments d'équité et de conciliation qui ont toujours présidé aux délibérations de la première commission.

Son Excellence M. Bourgeois a tenu la promesse qu'il nous faisait un jour au cours de nos longues délibérations: « Notre but ne doit pas être de nous compter, mais de nous unir. »

Un comité restreint, présidé par son Excellence M. de Nélidow, se mit bientôt d'accord sur la rédaction suivante:

« La commission, se conformant à l'esprit d'entente et de concessions réciproques, qui est l'esprit même de la conférence de la paix, a résolu de présenter à la conférence la déclaration suivante qui, tout en réservant à chacun des États représentés le bénéfice de ses votes, leur permet à tous d'affirmer les principes qu'ils considèrent comme unanimement reconnus:

« La commission est unanime



« 1. A reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire ;

« 2. A déclarer que certains différends, et notamment ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales, sont susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire sans aucune restriction.

« Elle est unanime enfin à proclamer que, s'il n'a pas été donné de conclure dès maintenant une convention en ce sens, les divergences d'opinion qui se sont manifestées n'ont pas dépassé les limites d'une controverse juridique, et qu'en travaillant ici ensemble pendant quatre mois tous les Etats du monde, non seulement ont appris à se comprendre et à se rapprocher davantage, mais ont su dégager au cours de cette longue collaboration un sentiment très élevé du bien commun de l'humanité. »

La rédaction de cette déclaration répondait si complètement aux vœux et aux sentiments de la commission qu'elle fut bientôt votée après quelques courtes allocutions.

La délégation de Belgique déclara que, fidèle aux sentiments de conciliation qui n'ont cessé de la guider, elle voterait la déclaration présentée à la commission ; elle le ferait dans le même sens et avec le même esprit où elle a voté la résolution de la délégation d'Autriche-Hongrie.

Elle aime à croire que la commission sera unanime à témoigner ainsi sa sympathie et sa fidélité au principe de l'arbitrage obligatoire.

La délégation de Roumanie votera la déclaration dans les mêmes conditions que la délégation de Belgique.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique constate qu'après trois mois de discussions, la commission, par une majorité des deux tiers des suffrages exprimés, a adopté un projet destiné à mettre à exécution dans une forme concrète et pratique le principe de l'arbitrage obligatoire. On nourrissait l'espoir de pouvoir conclure un accord entre les puissances qui avaient appuyé le projet, tout en laissant la porte ouverte pour les autres.

La suite légitime de ces faits devrait être de soumettre le projet à la conférence et de le placer dans son acte final.

La déclaration qu'on lui propose d'accepter, paraît à son Excellence Mr. Choate, constituer une véritable et sérieuse retraite de la position acquise ; il s'abstiendra donc de la voter, dans la conviction que son adoption mettrait en péril le progrès de la cause de l'arbitrage.

La délégation britannique ne partagea pas cette manière de voir ; elle regarda la déclaration comme la simple constatation des faits accomplis, et non pas comme l'abandon des résultats obtenus. Elle lui accorda donc tout son appui.

La déclaration fut votée à l'unanimité des voix, moins quatre abstentions (Etats-Unis d'Amérique, Haiti, Japon et Turquie), au milieu d'un enthousiasme général ; toutes les positions acquises étaient maintenues, tous les droits étaient sauvegardés, un esprit de concorde et de sage conciliation permettait à la commission de se présenter devant la conférence unie et consciente de l'utilité de ses efforts.

---

*Proposition de la délégation des Etats-Unis concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes publiques ordinaires ayant leur origine dans des contrats.*

J'ai déjà eu l'occasion de constater que, si la motion des Etats-Unis d'Amérique relative à la limitation de l'emploi de la force armée pour le recouvrement des dettes contractuelles n'a pas été discutée avec les autres propositions relatives à l'arbitrage obligatoire, c'est à raison des divergences de vues qui se manifestèrent à cet égard au sein du comité.

Son Excellence le général Porter ayant d'ailleurs exprimé l'opinion que le texte de cette stipulation devait faire l'objet d'un arrangement spécial, j'ai cru répondre à cette situation en ne vous rendant compte qu'au terme de ce rapport des discussions auxquelles a donné lieu la proposition américaine.

Dès le 2 juillet, la délégation des Etats-Unis d'Amérique déposait une proposition concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes publiques ordinaires ayant leur origine dans des contrats.

Cette proposition disait\* :

« Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire, provenant de dettes contractuelles, réclamées au gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses sujets ou citoyens, et afin de garantir que toutes les dettes contractuelles de cette nature qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par voie diplomatique seront soumises à l'arbitrage, il est convenu qu'aucun recours à une mesure coercitive impliquant l'emploi de forces militaires ou navales pour le recouvrement de telles dettes contractuelles ne pourra avoir lieu jusqu'à ce qu'une offre d'arbitrage n'ait été faite par le réclamant et refusée ou laissée sans réponse par l'Etat débiteur, ou jusqu'à ce que l'arbitrage n'ait eu lieu et que l'Etat débiteur ait manqué de se conformer à la sentence rendue.

« Il est de plus convenu que cet arbitrage sera conforme pour la procédure au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, adoptée à La Haye, et qu'il déterminera la justice et le montant de la dette, le temps et mode de son règlement et la garantie, s'il y a lieu, à donner pendant tout délai dans le paiement. »

La présentation de cette proposition a été accompagnée de quelques commentaires de son Excellence le général Porter :

Les expéditions entreprises en vue de recouvrer des dettes ont rarement été heureuses. Le principe de la non intervention par la force constituerait un bienfait inestimable pour toutes les parties intéressées.

La reconnaissance de ce principe serait un réel soulagement pour les neutres, car les blocus, les hostilités, en arrêtant tout trafic, sont

---

(\*) Voir annexe 48

une sérieuse menace pour leur commerce; il serait aussi un avertissement pour une classe de personnes trop disposées à spéculer sur les besoins d'un gouvernement faible et embarrassé, et comptant sur leurs autorités pour répondre du succès de leurs opérations.

Les Etats débiteurs y trouveraient cet avantage que désormais les prêteurs d'argent ne pourraient plus mettre en ligne de compte, pour baser leurs opérations, que la bonne foi du gouvernement, le crédit national, la justice des tribunaux locaux et l'économie apportée dans l'administration des affaires publiques.

L'arbitrage donnera d'ailleurs des garanties aux créanciers sérieux, qui le préféreront à l'emploi des armes.

Au sein de la commission ce projet a été appuyé par la délégation de Russie, qui le considère comme conforme aux idées de justice et de paix dont s'est inspirée la première conférence de la paix, et auxquelles celle-ci reste sincèrement attachée. Elle estime qu'il y a matière, en l'espèce, non seulement à arbitrage, mais encore à enquête internationale; elle pourrait souvent conduire à un accord direct rendant inutile tout recours à un tribunal d'arbitres. Mais, dans le but de respecter les positions acquises, il importe que l'accord à intervenir n'ait point d'effet rétroactif.

La délégation de la Grande-Bretagne trouve la proposition des Etats-Unis d'Amérique également juste et équitable aux créanciers et aux débiteurs.

La délégation de Portugal votera avec d'autant plus de plaisir la proposition des Etats-Unis d'Amérique qu'elle consacre indubitablement le principe de l'arbitrage obligatoire sur un des points énumérés dans la proposition portugaise.

La délégation de France considère la proposition présentée par son Excellence le général Porter comme très intéressante; elle l'examinera avec d'autant plus de sympathie qu'elle est en quelque sorte complémentaire d'autres propositions relatives à l'arbitrage obligatoire.

La délégation du Mexique est favorable à l'amendement déposé par les représentants des Etats-Unis d'Amérique; mais elle est convaincue qu'un Etat ne peut intervenir dans les affaires d'un autre Etat, que dans des circonstances exceptionnelles déterminées par le droit international; c'est là une conséquence naturelle du principe de la souveraineté et de l'indépendance des nations.

Elle propose donc une modification de texte répondant à cette préoccupation.

La délégation de Panama appuie la proposition américaine. Elle n'admet le recours aux moyens coercitifs que pour le cas de violence ou de déni de justice après sentence arbitrale.

La délégation de la République Argentine rend hommage à la proposition américaine qui établit l'arbitrage pour les conventions et pour les dettes contractuelles, mais elle lui reproche de faire, le cas échéant, une part au droit de recourir à des moyens coercitifs, une fois le jugement arbitral rendu.



Elle n'admet pas que la guerre puisse jamais être reconnue comme un moyen de droit. On ruinerait souvent l'Etat débiteur sans profit pour les créanciers.

Elle ne votera le projet américain que sous les deux réserves suivantes :

1. En ce qui concerne les dettes provenant de contrats ordinaires entre le ressortissant d'une nation et un gouvernement étranger on n'aura recours à l'arbitrage que dans le cas spécifique de déni de justice par les juridictions du pays du contrat, qui doivent être préalablement épuisées.
2. Les emprunts publics, avec émission de bons constituant la dette nationale, ne pourront donner lieu, en aucun cas, à l'agression militaire ni à l'occupation matérielle du sol des nations américaines.

La délégation d'Espagne adhère aux principes de modération dont s'est inspirée la proposition des Etats-Unis d'Amérique concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes publiques.

Elle est favorable à toute proposition ayant pour but de favoriser, dans les limites du droit, le légitime développement des républiques hispano-américaines, en les mettant à l'abri des abus possibles de la force.

Elle votera la proposition américaine sous la réserve d'une rédaction ne donnant lieu à aucune équivoque.

La délégation de la République Dominicaine approuve également le principe qui a dicté la proposition américaine; mais elle ne peut admettre le recours à la force que pour le cas où le refus de l'Etat débiteur de se soumettre au jugement arbitral « ne soit pas formulé en présence de circonstances graves qui créent une impossibilité matérielle à l'accomplir ».

Elle n'entend pas que la garantie dont il est question dans le projet des Etats-Unis puisse être autre que de nature pécuniaire, n'impliquant, dans aucun cas, une occupation territoriale, et ne pouvant être attentatoire à la souveraineté de l'Etat.

La délégation de Siam, appuyant toujours toute mesure tendant à confirmer l'arbitrage, donne son adhésion à la proposition américaine.

Les délégations d'Allemagne et de la Grande-Bretagne déclarent accepter sans réserve l'amendement présenté par la délégation américaine.

La délégation du Chili a déposé elle-même une proposition ayant pour but de soumettre à l'arbitrage toutes réclamations en dommages et intérêts d'ordre pécuniaire qui n'auraient pu être réglées à l'amiable, ainsi que les réclamations qui résultent de prétendues infractions à des contrats.

L'Etat qui refuserait de reconnaître une sentence arbitrale régulière, perdrait la considération des autres Etats, et mettrait la partie adverse en meilleure situation pour l'exercice intégral de tous ses droits.

La délégation de Haïti se rallie au projet des Etats-Unis d'Amérique concernant le recouvrement des dettes politiques ayant leur origine dans des contrats, tout en demandant de restreindre quelque peu les pouvoirs accordés aux arbitres et de laisser aux parties en cause le soin de préciser les garanties à accorder. Elle ajoute, d'ailleurs, qu'en donnant cette adhésion, elle n'entend pas admettre qu'en pareille matière l'emploi de la force puisse être légitime.

La délégation du Japon se rallie en principe à la proposition des Etats-Unis d'Amérique, tout en se réservant le droit de se prononcer ultérieurement, d'une manière définitive, lorsqu'elle aura sous les yeux un projet complet sur l'arbitrage obligatoire en général.

La délégation du Pérou, tout en approuvant le principe général qui a inspiré la proposition américaine, estime qu'il est nécessaire de préciser et de délimiter son champ d'action; elle propose un amendement dans ce sens.

La délégation d'Aufriche-Hongrie n'élève aucune objection contre une stipulation éventuelle d'après laquelle « les puissances renonceraient à l'emploi de la force armée pour le recouvrement de dettes contractuelles, avant qu'une offre d'arbitrage n'eût été faite par la puissance réclamante et refusée ou laissée sans réponse par la puissance débitrice, ou jusqu'à ce que l'arbitrage n'eût lieu et que la puissance débitrice eût manqué à se conformer à la sentence rendue ».

Elle est donc prête à accepter sans réserve l'amendement des Etats-Unis d'Amérique.

La délégation du Guatemala accepte également la proposition américaine, mais avec cette réserve que le gouvernement pourra n'admettre le recours à l'arbitrage que si les ressortissants étrangers, en conflit avec lui pour le recouvrement de créances ordinaires, procédant de contrats, ont épuisé les recours légaux que leur accordent les lois constitutives du pays.

La délégation de la République du Salvador adhère à l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis, avec les réserves suivantes :

1. Que pour les dettes provenant de contrats ordinaires entre Etats et particuliers, on n'aura recours à l'arbitrage que dans les cas de déni de justice, après que les juridictions du pays contractant auront été préalablement épuisées;
2. Que les emprunts publics constituant des dettes nationales ne jamais donner lieu à des agressions militaires ni à une occupation matérielle du territoire des nations américaines.

La délégation du Brésil ne demanderait pas mieux que de voir abolir la guerre; mais, en admettant comme légitimes d'autres cas de conflits armés, l'on veut créer une catégorie juridique d'immunité absolue pour les dettes publiques, elle estime que cette exception ne se justifie pas.

Tout en rendant hommage aux tendances pacifistes tant de son Excellence M. Drago que des délégués américains, son Excellence M. Ruy Barbosa n'admet pas que l'on conteste à un gouvernement

le droit d'intervenir en faveur de ses ressortissants. Un Etat qui emprunte ne pose pas d'ailleurs un acte politique; mais il se livre à un acte relevant du droit civil.

Vouloir compléter ainsi la doctrine de Monroë, c'est risquer de la compromettre au point de vue pratique. Le Brésil ne veut ébranler ni son crédit ni celui de l'Amérique latine.

La formule présentée par la délégation des Etats-Unis d'Amérique mentionne franchement l'appel éventuel à la force, et il faut l'en louer.

La délégation du Brésil voudrait voir adopter par la conférence une disposition visant à la renonciation du droit de conquête; elle a libellé sa pensée de la manière suivante, tout en admettant les modifications qui sembleraient convenables au succès de l'idée :

« Aucune des puissances signataires n'entreprendra pas d'altérer, par le moyen de la guerre, les bornes actuelles de son territoire aux dépens de celui d'aucune autre de ces puissances, qu'après le refus de l'arbitrage proposé par celle qui prétendrait l'altération, ou lorsque celle-ci désobéira au jugement arbitral. Si quelqu'une de ces puissances viole cet engagement, l'aliénation de territoire imposée par les armes n'aura aucune validité juridique. »

Il n'entre pas dans les intentions de la délégation roumaine (1) de s'opposer à la proposition des Etats-Unis d'Amérique; elle ne pourrait cependant lui donner son adhésion, parce qu'elle ne constitue pas un principe d'ordre général à insérer dans la convention de 1899, c'est une disposition spéciale, issue de circonstances et d'événements particuliers, qui se sont produits dans l'Amérique du Sud. Cette disposition ne pourrait, à aucun titre, trouver son application en Europe.

Il semble étrange d'insérer dans la convention de La Haye, où il est stipulé que les questions touchant à l'honneur national et aux intérêts vitaux des Etats ne peuvent être soumises à l'arbitrage, un article nouveau prévoyant l'arbitrage obligatoire pour des cas où l'honneur national et les intérêts vitaux peuvent être engagés au plus haut degré.

La délégation d'Italie serait heureuse de donner une approbation entière à la proposition de la délégation des Etats-Unis; mais elle se voit forcée de se réserver en attendant certains éclaircissements.

Elle se demande pourquoi il appartient au créancier seulement d'avoir le droit ou le devoir de faire une offre d'arbitrage; elle voudrait savoir si, avant de soumettre le différend au jugement des arbitres, tous les degrés de la juridiction ordinaire doivent avoir été parcourus.

Pourquoi parler de moyens coercitifs plutôt que de mentionner l'obligation réciproque d'avoir recours à l'arbitrage?

Est-ce par omission que la proposition américaine ne mentionne pas le cas de déni de justice?

C'est sous les mêmes réserves que les délégations de Serbie et de Bulgarie adhèrent au projet américain.

(1) Voir annexe 55.



Tout en se montrant sympathique au principe de l'arbitrage, la délégation de Grèce se demande s'il y a opportunité de comprendre une adjonction ayant trait à l'emploi éventuel de mesures coercitives, dans un accord international paraissant destiné à régler les moyens pacifiques propres à résoudre des conflits internationaux.

La délégation de Bolivie se place au même point de vue.

La délégation du Vénézuéla demande que les différends provenant de réclamations pécuniaires soient en tous cas réglés par les moyens pacifiques, sans recours possible à des mesures coercitives impliquant l'emploi de forces militaires ou navales.

Les délégations du Nicaragua, de la Colombie, de l'Uruguay et de l'Equateur, tout en adhérant aux propositions américaines, se déclarent opposées à un emploi quelconque de la force pour le règlement des dettes.

La délégation de l'Equateur précise son attitude en faisant les réserves suivantes :

1. L'arbitrage ne pourra être demandé qu'en cas de présomption de déni de justice et après avoir épuisé toutes les juridictions du pays;
2. L'intervention armée ne pourrait avoir lieu une fois la sentence arbitrale rendue, que si la mauvaise foi du débiteur est manifestement démontrée.

La délégation de Suède ne peut donner son approbation à la proposition américaine à raison de la manière dont elle est formulée; elle semble donner une sanction indirecte à l'emploi de la force dans tous les cas qui n'y sont pas expressément visés.

La délégation de Suisse, se plaçant à un autre point de vue, constate que la proposition américaine aurait pour conséquence de soumettre à l'arbitrage international des arrêts rendus par la justice nationale dans des contestations de droit privé relevant exclusivement de la juridiction suisse.

Elle ne peut souscrire à semblables engagements.

Les tribunaux suisses sont compétents pour juger les contestations soulevées à l'occasion d'engagements pécuniaires souscrits par l'Etat.

Au surplus, les étrangers jouissent dans la Confédération, de par les lois et les traités internationaux, de la même protection et des mêmes garanties de droit que les nationaux.

La délégation du grand-duché de Luxembourg s'abstiendra de prendre part au vote sur la proposition américaine, à raison de la situation particulière que le traité de Londres a faite à son pays, en le plaçant dans un état de neutralité permanente, sous la garantie des grandes puissances signataires de ce traité.

Au sein du comité la discussion de la proposition américaine fut très brève.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique avait introduit certaines modifications dans le texte primitif de son projet; c'est donc sur la rédaction nouvelle de la proposition (1) que s'ouvrirent les débats par

---

(1) Voir annexe 59.

une courte déclaration de son Excellence le général Porter; j'en rapporterai les lignes suivantes :

« Le but de la proposition n'est point, directement ou implicitement, d'essayer de justifier, dans les cas de dettes ou de réclamations d'une nature quelconque, aucune procédure qui n'est basée sur le principe du règlement des différends internationaux par l'arbitrage dont, dans son application la plus large, les Etats-Unis d'Amérique sont aujourd'hui plus que jamais l'avocat sincère. »

La délégation d'Italie apprécie la valeur de cette déclaration; ayant obtenu les éclaircissements qu'elle sollicitait et le but principal de ses réserves ayant été atteint, elle donne son adhésion à la proposition américaine.

Il en est de même des délégations d'Allemagne, de France et de Russie.

Leurs Excellences MM. Drago et Milovanovitch trouvent la dénomination de « dettes contractuelles » trop vague; elle peut donner lieu à des malentendus, car elle peut comprendre aussi bien les dettes provenant de conventions conclues entre un Etat et les nationaux d'un autre Etat que celles qui naissent de contrats d'Etat à Etat. Les auteurs entendent-ils viser par les mots « dettes contractuelles » ces deux catégories de dettes?

Son Excellence le général Porter répond que cette distinction entre les dettes existant entre Etats et celles qui naissent entre un Etat et les ressortissants d'un autre Etat, a peu d'importance ici.

S'il est question de dettes publiques, ainsi que d'émission d'obligations de rentes, les créanciers seront suffisamment protégés par les principes généraux du droit des gens.

Si, au contraire, il s'agit de dettes contractuelles, la protection des droits des créanciers sera assurée par la proposition américaine.

M. le délégué plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique déclare, en outre, qu'il ne peut consentir à la suppression de la mention de la force armée demandée par les délégués de la République Argentine et de la Serbie; mais il désire qu'il soit entendu que ce moyen extrême est uniquement réservé au cas de refus d'exécution d'une sentence arbitrale.

Cette explication ne donne pas satisfaction à son Excellence M. Drago, qui s'exprime en ces termes :

« Quant à la mention de la force que la délégation américaine a cru devoir maintenir dans la nouvelle rédaction de son projet, je crois toujours qu'il serait particulièrement dangereux d'y insister. Les termes qui autorisent l'usage « de la force armée » vont beaucoup plus loin que la simple retorsion ou ce que l'on appelle une « démonstration navale ».

« Or, ce serait le cas de se demander jusqu'où iraient ces sortes de mesures coercitives. D'après Basset Moore, l'éminent jurisconsulte américain, le secrétaire d'Etat Blaine, s'occupant, en 1881, du recouvrement de certaines dettes du Vénézuéla, proposa au gouvernement français que les Etats-Unis prissent possession des douanes de la république sud-américaine à la Guayra et à Puerto Cabello et y pla-

çassent un de leurs agents chargé de percevoir les droits, qui seraient ensuite distribués au *pro rata* entre les divers créanciers, tout en chargeant d'un dix pour cent additionnel le pays débiteur. Ces mêmes méthodes de recouvrement furent préconisées plus tard par le secrétaire d'Etat Frelinghuysen.

« Voilà une manière d'entendre l'application des mesures coercitives qui pourrait bien donner lieu à des controverses et même à des conflits. Est-ce que les nations européennes ou américaines seraient autorisées indirectement à administrer de la sorte les douanes d'un pays débiteur, ou bien, au contraire, s'en tiendrait-on au système de Blaine et de Frelinghuysen, d'après lequel cette fonction serait uniquement dévolue aux Etats-Unis? Je pose la question simplement pour montrer combien il est difficile de définir et de régler d'avance l'emploi de la force, et combien il serait préférable de laisser chaque cas se résoudre d'après les circonstances et les nécessités du moment. Mais je dois me borner à donner ici de simples indications, mon pays ayant exclu, dans toutes les hypothèses, le recouvrement forcé quand il s'agit de dettes publiques, les seules pouvant donner lieu à de dangereuses divergences de vues.

« La délégation argentine se trouve donc obligée de maintenir intégralement les deux réserves qu'elle a déjà faites, tout en confirmant son vote favorable à la proposition américaine. »

Tout en rendant hommage à l'esprit humanitaire qui a inspiré la proposition des Etats-Unis d'Amérique, la délégation de Suisse ne peut cependant s'y rallier, parce que les cas de conflits que vise ce projet ne prennent pas directement naissance entre des Etats, mais proviennent de réclamations privées présentées par des particuliers. Ces réclamations sont, de par leur nature même, soumises à la juridiction de l'Etat requis et à cette juridiction seulement. Or, les tribunaux suisses offrent aux étrangers les mêmes garanties d'impartialité qu'aux nationaux.

Son Excellence M. de Martens demande s'il entre bien dans la pensée des auteurs de la proposition d'en limiter l'application au cas où des ressortissants d'un Etat, créanciers d'un autre Etat, s'adressent à leur gouvernement dans le but de recouvrer le montant de ce qui leur est dû? Est-il bien entendu qu'il dépend absolument du gouvernement intéressé d'intervenir dans ce conflit entre ses nationaux et un Etat étranger, et même, en cas de besoin, de les remplacer devant lui?

Son Excellence le général Porter répond affirmativement et la délégation de Russie en prend acte.

La délégation de Belgique se félicite de voir la proposition américaine mettre la force au service du droit; elle ne peut refuser ses sympathies à semblable conception; mais elle se verra cependant forcée de s'abstenir au vote, parce que les conflits que vise le projet américain pourraient, en certaines circonstances, être de nature à toucher aux intérêts vitaux des Etats, ce qui rendrait le recours à l'arbitrage peu désirable pour certains gouvernements; elle se demande, d'ailleurs, si la détermination du temps, du mode de paiement et des garanties rentre dans le domaine de l'arbitrage.



La proposition des Etats-Unis est votée par 12 voix contre 1.

Ont voté pour : les délégations d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Argentine, d'Autriche-Hongrie, du Brésil, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Mexique, de Portugal, de Russie et de Serbie.

A voté contre : la délégation de Suisse.

La délégation de Suède n'était pas représentée.

Voici le texte de cette proposition tel qu'il a été adopté par le comité :

« Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaires, provenant de dettes contractuelles, réclamées au gouvernement d'un pays comme dues à ses nationaux, les puissances signataires sont convenues de ne pas avoir recours à la force armée pour le recouvrement de telles dettes contractuelles.

« Toutefois, cette stipulation ne pourra être appliquée quand d'Etat débiteur refuse ou laisse sans réponse une offre d'arbitrage, ou, en cas d'acceptation, rend impossible l'établissement du compromis, ou après l'arbitrage manque de se conformer à la sentence rendue.

« Il est de plus convenu que l'arbitrage dont il s'agit sera conforme pour la procédure au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux adoptée à La Haye, et qu'il déterminera, en tant que les parties n'en seraient pas convenues, la justice et le montant de la dette, le temps et le mode de son règlement. »

Au sein de la première commission, la délégation de Vénézuéla a demandé une nouvelle rédaction du second alinéa de la proposition de son Excellence le général Porter.

On dirait : « Cette stipulation ne pourra être appliquée quand l'Etat débiteur, ayant accepté une offre d'arbitrage, rend impossible l'établissement du compromis, ou après l'arbitrage, manque de se conformer à la sentence rendue. »

« De cette façon », a dit M. Gil Fortoul, « la compétence des tribunaux nationaux serait mise hors de discussion là où elle est reconnue par les parties contractantes ; on replacerait le recours à l'arbitrage international là où seulement il est admissible, c'est-à-dire au moment où la dette contractuelle serait devenue un cas de conflit entre deux Etats, et il n'y aurait pas lieu, ce me semble, à des réserves d'un nombre considérable d'Etats dont la législation nationale est, au fond, la même que dans la République Vénézuélienne, législation qui est imitée, je crois, de celle des Etats-Unis d'Amérique. »

La délégation de Bolivie ne pourra donner un assentiment complet à la proposition américaine, qui implique, selon elle, la légitimation par la conférence de la paix d'une certaine catégorie de guerres, ou tout au moins d'interventions, motivées par des contestations ne se rapportant ni à l'honneur ni aux intérêts vitaux des Etats créanciers.

La délégation de Guatémala adhère à la proposition de son Excel-

lence le général Porter, qu'elle considère comme ne faisant référence, en aucune sorte, aux emprunts d'Etats ou aux dettes publiques proprement dites.

Le Guatemala se réserve d'ailleurs le droit de n'accepter l'arbitrage que lorsque les ressortissants étrangers en conflit avec le gouvernement pour le recouvrement des dettes provenant des contrats passés avec lui, auront épuisé les recours légaux que leur accordent les lois du pays.

La délégation de Suisse ne saurait souscrire à une proposition dont la tendance a certainement toutes ses sympathies, mais qui veut soumettre à l'arbitrage international des différends qui, par leur nature même, sont du ressort exclusif de la juridiction nationale.

Les délégations de la République Argentine, du Pérou et du Paraguay maintiennent les réserves qu'elles ont faites antérieurement.

La délégation de la République Dominicaine votera en faveur du projet, mais fait des réserves quant à la stipulation relative à l'impossibilité d'amener une entente entre les parties sur l'établissement d'un compromis.

Les délégations de Russie, d'Autriche Hongrie, du Japon et d'Italie déclarent accepter sans réserve la proposition des Etats-Unis d'Amérique.

Cette proposition est finalement acceptée par 37 suffrages et 6 abstentions.

La délégation du Vénézuéla a voté favorablement pour le premier alinéa du projet et négativement pour les deux autres.

Se sont abstenus : la Belgique, la Grèce, le Luxembourg, la Roumanie, la Suède et la Suisse.

Au moment où la première commission vient soumettre à votre approbation le fruit de ses délibérations, je vous demande la permission, Messieurs, de faire valoir à vos yeux l'importance de ses travaux.

Remplissant une des tâches assignées à la conférence par la circulaire russe du 3 avril 1906, nous avons procédé à une revision minutieuse et approfondie de la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Nous avons la confiance que vous voudrez bien reconnaître, avec nous, que de nombreuses améliorations ont été introduites dans cet acte international ; des lacunes ont été comblées ; les formes ont été rendues plus aisées et plus souples ; un ensemble judicieux de règles de procédure ont complété les dispositions relatives à l'institution des commissions internationales d'enquête, qui a déjà donné au monde des preuves irréfutables de son efficacité. Toutes ces modifications ont été adoptées à l'unanimité.

La première commission a voté également, à l'unanimité moins six abstentions, une proposition présentée par la délégation des Etats-Unis d'Amérique concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes publiques ordinaires ayant leur origine dans des contrats.

Mais la commission ne s'est pas arrêtée là ; donnant un sens large aux termes du programme de la conférence, elle a abordé franchement la grande cause de l'arbitrage obligatoire.

Dès le début de nos délibérations, presque toutes les délégations se sont déclarées absolument sympathiques au principe de l'arbitrage obligatoire ; aucune divergence de vue ne s'est manifestée sur ce point ; la première commission est unanime à venir vous le déclarer.

Toutes les délégations ont également reconnu que certains différends, et notamment ceux qui sont relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales, sont particulièrement susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire.

Ces points sont définitivement acquis ; nous espérons, Messieurs, que vous voudriez bien les consacrer par vos suffrages, et que vous reconnaîtrez l'importance de ces constatations, qui formeront — nous en avons la confiance — la base d'accords ultérieurs et bienfaisants.

Si certains problèmes juridiques, que soulève l'application de l'arbitrage, n'ont pu recevoir, dès à présent, une solution de nature à satisfaire toutes les préoccupations ; si la commission s'est montrée divisée sur une question d'opportunité, qui faisait désirer aux uns de prendre immédiatement des décisions pour lesquelles d'autres réclamaient la possibilité d'études ultérieures, la commission n'en a pas moins marché résolument vers le progrès de la cause de l'arbitrage obligatoire et de l'extension de son application.

Les longues études auxquelles se sont livrés la première commission et les comités qui ont été formés dans son sein, constituent — nous pouvons l'affirmer — un véritable monument élevé au droit, à la justice, à l'esprit de paix et de concorde internationale. Les fruits de ces débats ne seront pas perdus ; ils serviront de base à la cristallisation d'une pensée humanitaire et juste. Les progrès en seront rapides et incessants, parce qu'elle marche vers un idéal : le droit.

En conséquence, la première commission propose à la conférence d'adopter les trois projets suivants :

« 1. Un projet de révision de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ;

« 2. Une proposition concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes publiques ordinaires, ayant leur origine dans des contrats ;

« 3. Un projet de déclaration relative à l'arbitrage obligatoire. »

---

*Projet de révision de la convention pour le règlement pacifique  
des conflits internationaux*

---

**TITRE I. — Du maintien de la paix générale.**

**ARTICLE I.**

En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les États, les puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.



TITRE II. — *Des bons offices et de la médiation.*

## ARTICLE 2.

En cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies.

## ARTICLE 3.

Indépendamment de ce recours, les puissances signataires jugent utile et désirable qu'une ou plusieurs puissances étrangères ou conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical.

## ARTICLE 4.

Le rôle de médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produit entre les Etats en conflit.

## ARTICLE 5.

Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

## ARTICLE 6.

Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des parties en conflit, soit sur l'initiative des puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil des puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

## ARTICLE 7.

L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

## ARTICLE 8.

Les puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante :

En cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat, dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous les efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

### TITRE III. — *Des commissions internationales d'enquête.*

#### ARTICLE 9.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les puissances signataires jugent utile et désirable que les parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies publiques, instituent, en tant que les circonstances le permettront, une commission internationale d'enquête, chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

#### ARTICLE 10.

Les commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner; elle détermine le mode et le délai de formation de la commission et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle détermine également, s'il y a lieu, le siège de la commission et la faculté de se déplacer, la langue dont la commission fera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant elle, ainsi que la date à laquelle chaque partie devra déposer son exposé des faits, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

Si les parties jugent nécessaires de nommer des assesseurs, la convention d'enquête détermine le mode de leur désignation et l'étendue de leurs pouvoirs.

#### ARTICLE 11.

Si la convention d'enquête n'a pas désigné le siège de la commission, celle-ci siégera à La Haye.

Le siège une fois fixé ne peut être changé par la commission qu'avec l'assentiment des parties.

Si la convention d'enquête n'a pas déterminé les langues à employer, il en est décidé par la commission.

## ARTICLE 12.

Sauf stipulation contraire, les commissions d'enquête sont formées de la manière déterminée par les articles 45 et 57 de la présente convention.

## ARTICLE 13.

En cas de décès, de démissoin ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des commissaires, ou éventuellement de l'un des assesseurs, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

## ARTICLE 14.

Les parties ont le droit de nommer auprès de la commission d'enquête des agents spéciaux avec la mission de les représenter et de servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Elles sont, en outre, autorisées à charger des conseils ou avocats nommés par elles, d'exposer et de soutenir leurs intérêts devant la commission.

## ARTICLE 15.

Le bureau international de la Cour permanente d'arbitrage sert de greffe aux commissions qui siègent à La Haye, et mettra ses locaux et son organisation à la disposition des puissances signataires pour le fonctionnement de la commission d'enquête.

## ARTICLE 16.

Si la commission siège ailleurs qu'à La Haye, elle nomme un secrétaire général, dont le bureau lui sert de greffe.

Le greffe est chargé, sous l'autorité du président, de l'organisation matérielle des séances de la commission, de la rédaction des procès-verbaux et, pendant le temps de l'enquête, de la garde des archives, qui seront ensuite versées au bureau international de La Haye.

## ARTICLE 17.

En vue de faciliter l'institution et le fonctionnement des commissions internationales d'enquête, les puissances signataires recommandent les règles suivantes qui seront applicables à la procédure d'enquête en tant que les parties n'adopteront pas d'autres règles.

## ARTICLE 18.

La commission réglera les détails de la procédure non prévus dans la convention spéciale d'enquête ou dans la présente convention, et procédera à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.



#### ARTICLE 19.

L'enquête a lieu contradictoirement.

Aux dates prévues, chaque partie communique à la commission et à l'autre partie les exposés des faits, s'il y a lieu, et, dans tous les cas, les actes, pièces et documents qu'elle juge utiles à la découverte de la vérité, ainsi que la liste des témoins et experts qu'elle désire faire entendre.

#### ARTICLE 20.

La commission a la faculté, avec l'assentiment des parties en litige et avec autorisation de l'Etat où sont situés les lieux litigieux, de se transporter momentanément sur ces lieux, si elle ne s'y trouve, ou d'y déléguer un ou plusieurs de ses membres.

#### ARTICLE 21.

Toutes constatations matérielles, toutes visites des lieux doivent être faites en présence des agents et conseils des parties ou eux dûment appelés.

#### ARTICLE 22.

La commission a le droit de solliciter de l'une ou l'autre partie telles explications ou informations qu'elle juge utiles.

#### ARTICLE 23.

Les puissances en litige s'engagent à fournir à la commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Elles s'engagent à user des moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour assurer la comparution des témoins ou experts se trouvant sur leur territoire et cités devant la commission.

Si ceux-ci ne peuvent comparaître devant la commission, elles feront procéder à leur audition devant leurs autorités compétentes.

#### ARTICLE 24.

Pour toutes les notifications que la commission aurait à faire sur le territoire d'une tierce puissance signataire de la présente convention, la commission s'adressera directement au gouvernement de cette puissance. Il en sera de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Ces requêtes ne pourront être refusées que si la puissance requise les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

La commission aura aussi toujours la faculté de recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle elle a son siège.

## ARTICLE 25.

Les témoins et experts sont appelés à la requête des parties ou d'office par la commission, et dans tous les cas par l'intermédiaire du gouvernement sur le territoire duquel ils se trouvent.

Les témoins sont entendus, successivement et séparément, en présence des agents et de leurs conseils et dans un ordre à fixer par la commission.

## ARTICLE 26.

L'interrogatoire des témoins est conduit par le président.

Les membres de la commission peuvent néanmoins faire au témoin les interpellations qu'ils croient convenables pour éclaircir ou compléter sa déposition, ou pour se renseigner sur tout ce qui concerne le témoin dans les limites nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les agents et les conseils des parties ne peuvent interrompre le témoin dans sa déposition, ni lui faire aucune interpellation directe, mais peuvent demander au président de poser au témoin telles questions complémentaires qu'ils jugent utiles.

## ARTICLE 27.

Le témoin doit déposer sans qu'il lui soit permis de lire aucun projet écrit. Toutefois, il peut être autorisé par le président à s'aider de notes ou documents si la nature des faits rapportés en nécessite l'emploi.

## ARTICLE 28.

Procès-verbal de la déposition du témoin est dressé séance tenante et lecture en est donnée au témoin. Le témoin peut y faire tels changements et additions que bon lui semble et qui seront consignés à la suite de sa déposition.

Lecture faite au témoin de l'ensemble de sa déposition, le témoin est requis de signer.

## ARTICLE 29.

Les agents sont autorisés, au cours ou à la fin de l'enquête, à présenter par écrit à la commission et à l'autre partie tels dires, réquisitions ou résumés de fait qu'ils jugent utiles à la découverte de la vérité.

## ARTICLE 30.

Les délibérations de la commission ont lieu à huis clos, et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des membres de la commission.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

## ARTICLE 31.

Les séances de la commission ne sont publiques et les procès-ver-

baux et documents de l'enquête ne sont rendus publics qu'en vertu d'une décision de la commission, prise avec l'assentiment des parties.

#### ARTICLE 32.

Les parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves, tous les témoins ayant été entendus, le président prononce la clôture de l'enquête et la commission s'ajourne pour délibérer et rédiger son rapport.

#### ARTICLE 33.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est adopté à la majorité des voix et signé par tous les membres de la commission.

Si un des membres refuse de signer, mention en est faite; le rapport, adopté à la majorité, restant valable.

#### ARTICLE 34.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est lu en séance publique, les agents et conseils des parties présents ou dûment appelés.

Un exemplaire du rapport est remis à chaque partie.

#### ARTICLE 35.

Le rapport de la commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

#### ARTICLE 36.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

### TITRE IV. — *De l'arbitrage international.*

#### CHAPITRE I. — *De la justice arbitrale.*

#### ARTICLE 37.

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du droit.

Le recours à l'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence.

#### ARTICLE 38.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances signataires comme



le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

En conséquence, il serait désirable que, dans les litiges sur les questions susmentionnées, les puissances signataires eussent, le cas échéant, recours à l'arbitrage, en tant que les circonstances le permettront.

#### ARTICLE 39.

La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

#### ARTICLE 40.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les puissances signataires, ces puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

### CHAPITRE II. — *De la Cour permanente d'arbitrage.*

#### ARTICLE 41.

Das le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties, conformément aux règles de procédure insérées dans la présente convention.

#### ARTICLE 42.

La Cour permanente est compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

#### ARTICLE 43.

La Cour permanente a son siège à La Haye.

Un bureau international sert de greffe à la Cour.

Ce bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les puissances signataires s'engagent à communiquer au bureau, aussitôt que possible, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au bureau les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

#### ARTICLE 44.

Chaque puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées sont inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les puissances signataires par les soins du bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du bureau, à la connaissance des puissances signataires.

Deux ou plusieurs puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination, et pour une nouvelle période de six ans.

#### ARTICLE 45.

Lorsque les puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du tribunal arbitral par l'accord des parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque partie nomme deux arbitres, dont un seulement peut être son ressortissant ou choisi parmi ceux qui ont été désignés par elle comme membres de la Cour permanente. Ces arbitres choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une puissance tierce, désignée de commun accord par les parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.

Si, dans un délai de deux mois, ces deux puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour permanente, en dehors des membres désignés par les parties en litige et n'étant les ressortissants d'aucune d'elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre.

## ARTICLE 46.

Le tribunal étant composé comme il est dit à l'article précédent, les parties notifient au bureau, aussitôt que possible, leur décision de s'adresser à la Cour, le texte du compromis, et les noms des arbitres.

Le bureau communique aussi sans délai à chaque arbitre le compromis et les noms des autres membres du tribunal.

Le tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les parties. Le bureau pourvoit à son installation.

Les membres du tribunal, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

## ARTICLE 47.

Le bureau international est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les règlements, aux litiges existant entre des puissances non signataires ou entre des puissances signataires et des puissances non signataires, si les parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

## ARTICLE 48.

Les puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, elles déclarent que le fait de rappeler aux parties en conflit les dispositions de la présente convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de bons offices.

En cas de conflit entre deux puissances, l'une d'elles pourra toujours adresser au bureau international de La Haye une note contenant sa déclaration qu'elle serait disposée à soumettre le différend à un arbitrage.

Le bureau international devra porter aussitôt la déclaration à la connaissance de l'autre puissance.

## ARTICLE 49.

Un conseil administratif permanent, composé des représentants diplomatiques des puissances signataires accrédités à La Haye et du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui remplira les fonctions de président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte par neuf puissances au moins.

Ce conseil sera chargé d'établir et d'organiser le bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.



Il notifiera aux puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre, ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il a tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du bureau.

Il fixera les traitements et salaires, et contrôlera la dépense générale.

La présence de neuf membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil communique sans délai aux puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur présente chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses. Le rapport contiendra également un résumé du contenu essentiel des documents communiqués au bureau par les puissances en vertu de l'article 43, alinéas 5 et 6.

#### ARTICLE 50.

Les frais du bureau seront supportés par les puissances contractantes dans la proportion établie pour le bureau international de l'union postale universelle.

Les frais à la charge des puissances adhérentes seront comptés à partir du jour où leur adhésion produit ses effets.

### CHAPITRE III. — *De la procédure arbitrale.*

#### ARTICLE 51.

En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les puissances signataires ont arrêté les règles suivantes, qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les parties ne sont pas convenues d'autres règles.

#### ARTICLE 52.

Les puissances qui recourent à l'arbitrage signent une acte spécial (compromis) dans lequel sont déterminés l'objet du litige, le délai de nomination des arbitres, la forme, l'ordre et les délais dans lesquels la communication visée par l'article 63 de la présente convention devra être faite, et le montant de la somme que chaque partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais.

Le compromis détermine également, s'il y a lieu, le mode de nomination des arbitres, tous pouvoirs spéciaux éventuels du tribunal, son siège, la langue dont il fera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

## ARTICLE 53.

La Cour permanente est compétente pour l'établissement du compromis si les parties sont d'accord pour s'en remettre à elle.

Elle est également compétente, même si la demande est faite seulement par l'une des parties, après qu'un accord par la voie diplomatique a été vainement essayé, quand il s'agit :

1. D'un différend rentrant dans un traité d'arbitrage général conclu ou renouvelé après la mise en vigueur de cette convention, et qui prévoit pour chaque différend un compromis, et n'exclut pour l'établissement de ce dernier ni explicitement ni implicitement la compétence de la Cour. Toutefois, le recours à la Cour n'a pas lieu si l'autre partie déclare qu'à son avis le différend n'appartient pas à la catégorie des différends à soumettre à un arbitrage obligatoire, à moins que le traité d'arbitrage ne confère au tribunal arbitral le pouvoir de décider de cette question préalable;

2. D'un différend provenant de dettes contractuelles réclamées à une puissance par une autre puissance comme dues à ses ressortissants, et pour la solution duquel l'offre d'arbitrage a été acceptée. Cette disposition n'est pas applicable si l'acceptation a été subordonnée à la condition que le compromis soit établi selon un autre mode.

## ARTICLE 54.

Dans les cas prévus par l'article précédent, le compromis sera établi par une commission composée de cinq membres désignés de la manière prévue à l'article 45, alinéas 3 à 6.

Le cinquième membre est de droit président de la commission.

## ARTICLE 55.

Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les parties à leur gré, ou choisis par elle parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent acte.

A défaut de constitution du tribunal par l'accord des parties, il est procédé de la manière indiquée à l'article 45, alinéas 3 à 6.

## ARTICLE 56.

Lorsqu'un souverain ou un chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par lui.

## ARTICLE 57.

Le surarbitre est de droit président du tribunal.

Lorsque le tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

## ARTICLE 58.

En cas d'établissement du compromis par une commission, telle qu'elle est visée à l'article 54, et sauf stipulation contraire, la commission elle-même formera le tribunal d'arbitrage.

## ARTICLE 59.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

## ARTICLE 60.

A défaut de désignation par les parties, le tribunal siège à La Haye.

Le tribunal ne peut siéger sur le territoire d'une tierce puissance qu'avec l'assentiment de celle-ci.

Le siège une fois fixé ne peut être changé par le tribunal qu'avec l'assentiment des parties.

## ARTICLE 61.

Si le compromis n'a pas déterminé les langues à employer, il en est décidé par le tribunal.

## ARTICLE 62.

Les parties ont le droit de nommer auprès du tribunal des agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le tribunal.

Elles sont en outre, autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les membres de la Cour permanente ne peuvent exercer les fonctions d'agents, conseils ou avocats qu'en faveur de la puissance qui les a nommés membres de la Cour.

## ARTICLE 63.

La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes : l'instruction écrite et les débats.

L'instruction écrite consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du tribunal et à la partie adverse des mémoires, des contre-mémoires et, au besoin, des répliques ; les parties y joignent toutes pièces et documents invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu, directement ou par l'intermédiaire du bureau international, dans l'ordre et dans les délais déterminés par le compromis.

Les délais fixés par le compromis pourront être prolongés de commun accord par les parties, ou par le tribunal quand il le juge nécessaire pour arriver à une décision juste.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des parties devant le tribunal.

#### ARTICLE 64.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée, en copie certifiée conforme, à l'autre partie.

#### ARTICLE 65.

A moins de circonstances spéciales, le tribunal ne se réunit qu'après la clôture de l'instruction.

#### ARTICLE 66.

Les débats sont dirigés par le président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du tribunal, prise avec l'assentiment des parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux sont signés par le président et par un des secrétaires; ils ont seuls caractère authentique.

#### ARTICLE 67.

L'instruction étant close, le tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

#### ARTICLE 68.

Le tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des parties appelleraient son attention.

En ce cas, le tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

#### ARTICLE 69.

Le tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le tribunal en prend acte.

#### ARTICLE 70.

Les agents et les conseils des parties sont autorisés à présenter oralement au tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

#### ARTICLE 71.

Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.



## ARTICLE 72.

Les membres du tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et conseils des parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du tribunal en général ou de ses membres en particulier.

## ARTICLE 73.

Le tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit.

## ARTICLE 74.

Le tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes, l'ordre et les délais dans lesquels chaque partie devra prendre ses conclusions finales, et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

## ARTICLE 75.

Les puissances en litige s'engagent à fournir au tribunal, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens nécessaires pour la décision du litige.

## ARTICLE 76.

Pour toutes les notifications que le tribunal aurait à faire sur le territoire d'une tierce puissance signataire, le tribunal s'adressera directement au gouvernement de cette puissance. Il en sera de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Ces requêtes ne pourront être refusées que si la puissance les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Le tribunal aura aussi toujours la faculté de recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle il a son siège.

## ARTICLE 77.

Les agents et les conseils des parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le président prononce la clôture des débats.

## ARTICLE 78.

Les délibérations du tribunal ont lieu à huis clos, et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des membres du tribunal.

## ARTICLE 79.

La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle mentionne les noms des arbitres; elle est signée par le président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonctions de greffier.

## ARTICLE 80.

La sentence arbitrale est lue en séance publique du tribunal, les agents et les conseils des parties présents ou dûment appelés.

## ARTICLE 81.

La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

## ARTICLE 82.

Tout différend qui pourrait surgir entre les parties, concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence arbitrale, sera, en tant que le compromis ne l'exclut pas, soumis au jugement du tribunal qui l'a rendue.

## ARTICLE 83.

Les parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas, et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de revision doit être formée.

## ARTICLE 85.

La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties en litige.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres puissances que les parties en litige, celles-ci avertissent en temps utile toutes les puissances signataires. Chacune de ces puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

## ARTICLE 85.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du tribunal.

CHAPITRE IV. — *De la procédure sommaire d'arbitrage.*

## ARTICLE 86.

En vue de faciliter le fonctionnement de la justice arbitrale, lorsqu'il s'agit de litiges de nature à comporter une procédure sommaire, les puissances signataires arrêtent les règles ci-après qui seront suivies en l'absence de stipulations différentes, et sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions du chapitre III qui ne seraient pas contraires.

## ARTICLE 87.

Chacune des parties en litige nomme un arbitre. Les deux arbitres ainsi désignés choisissent un surarbitre. S'ils ne tombent pas d'accord à ce sujet, chacun présente deux candidats pris sur la liste générale des membres de la Cour (article 44), en dehors des membres indiqués par chacune des parties elles-mêmes et n'étant point les ressortissants d'aucune d'elles; le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre.

Le surarbitre préside le tribunal, qui rend ses décisions à la majorité des voix.

## ARTICLE 88.

A défaut d'accord préalable le tribunal fixe, dès qu'il est constitué, le délai dans lequel les deux parties devront lui soumettre leurs mémoires respectifs.

## ARTICLE 89.

Chaque partie est représentée devant le tribunal par un agent qui sert d'intermédiaire entre le tribunal et le gouvernement qui l'a désigné.

## ARTICLE 90.

La procédure a lieu exclusivement par écrit. Toutefois, chaque partie a le droit de demander la comparution de témoins et d'experts. Le tribunal a, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents des deux parties, ainsi qu'aux experts et témoins dont il juge la comparution utile.

*Dispositions générales.*

## ARTICLE 91.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix de La Haye.

## ARTICLE 92.

Les puissances non signataires qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix pourront adhérer à la présente convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes.

## ARTICLE 93.

Les conditions auxquelles les puissances qui n'ont pas été représentées à la conférence internationale de la paix pourront adhérer à la présente convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les puissances contractantes.

## ARTICLE 94.

S'il arrivait qu'une des hautes parties contractantes dénonçât la présente convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas, et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux puissances contractantes.

---

*Proposition concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes publiques ordinaires, ayant leur origine dans des contrats.*

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire, provenant de dettes contractuelles réclamées au gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses nationaux, les puissances signataires sont convenues de ne pas avoir recours à la force armée pour le recouvrement de telles dettes contractuelles.

Toutefois, cette stipulation ne pourra être appliquée quand l'Etat débiteur refuse ou laisse sans réponse une offre d'arbitrage, ou, en cas d'acceptation, rend impossible l'établissement du compromis, ou après l'arbitrage manque de se conformer à la sentence rendue.

Il est de plus convenu que l'arbitrage dont il s'agit sera conforme pour la procédure au chapitre III de la convention pour le règlement



pacifique des conflits internationaux adoptée à La Haye, et qu'il déterminera, en tant que les parties n'en seraient pas convenues, la justice et le montant de la dette, le temps et le mode de son règlement.

---

*Projet de déclaration concernant l'arbitrage obligatoire*

La conférence, se conformant à l'esprit d'entente et de concessions réciproques qui est l'esprit même de ses délibérations, arrête la déclaration suivante qui, tout en réservant à chacun des États représentés le bénéfice de ses votes, leur permet à tous d'affirmer les principes qu'ils considèrent comme unanimement reconnus :

« Elle est unanime

« 1. A reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire;

« 2. A déclarer que certains différends, et notamment ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales sont susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire sans aucune restriction. »

Elle est unanime enfin à proclamer que, s'il n'a pas été donné de conclure dès maintenant une convention en ce sens, les divergences d'opinion qui se sont manifestées n'ont pas dépassé les limites d'une controverse juridique, et qu'en travaillant ici ensemble pendant quatre mois tous les États du monde, non seulement ont appris à se comprendre et à se rapprocher davantage, mais ont su dégager, au cours de cette longue collaboration, un sentiment très élevé du bien commun de l'humanité.

---

ANNEXES

---

**Propositions relatives aux titres I, II et III de la convention du 29 Juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.**

Annexe I.

PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

*Projet destiné à remplacer le titre III de la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux (Articles 9-14).*

(Commissions d'enquête.)

ARTICLE I.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni les intérêts essentiels, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les puissances signataires jugent utile que les parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomati-

ques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant par un examen impartial et consciencieux les questions de fait.

#### ARTICLE 2.

Les commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner; elle détermine le mode et le délai de formation de la commission, ainsi que le mode et le délai de désignation des assesseurs, s'il y a lieu; l'étendue des pouvoirs des commissaires et des assesseurs; le lieu où la commission se réunira et la faculté de se déplacer, s'il y a lieu; les délais, les formes et la procédure à observer, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

#### ARTICLE 3.

Sauf stipulation contraire, les commissions internationales d'enquête sont formées de la manière déterminée par les articles 32 et 34 de la présente convention.

#### ARTICLE 4.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des commissaires ou assesseurs, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

#### ARTICLE 5.

Le siège de la commission est désigné par les parties et ne peut être changé qu'avec l'assentiment de celles-ci.

Toutefois, la commission a la faculté de se transporter momentanément sur les lieux litigieux si elle ne s'y trouve, ou d'y déléguer un ou plusieurs de ses membres.

#### ARTICLE 6.

La commission décide du choix des langues dont elle fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant elle.

#### ARTICLE 7.

La commission a le droit d'édicter des règlements de procédure pour la conduite de l'enquête et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves, en se conformant aux stipulations de la convention spéciale d'enquête.

#### ARTICLE 8.

Les parties ont le droit de nommer auprès de la commission d'enquête des délégués ou agents spéciaux avec la mission de les représenter et de servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Elles sont, en outre, autoisées à charger de la défense de leurs droits ou intérêts devant la commission, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les noms des agents et conseils désignés par chaque partie doivent être notifiés à la commission ainsi qu'à l'autre partie.

#### ARTICLE 9.

Un secrétariat général sert de greffe à la commission internationale d'enquête. Il est nommé par elle.

Il est chargé, sous l'autorité du président, de l'organisation matérielle des séances de la commission, de la rédaction des procès-verbaux et de la garde des archives pendant le temps de l'enquête.

Il s'assure des sténographes et traducteurs nécessaires.

#### ARTICLE 10.

Les séances de la commission ne sont publiques et les procès-verbaux et documents de l'enquête ne sont rendus publics qu'en vertu d'une décision de la commission prise avec l'assentiment des parties.

#### ARTICLE 11.

L'enquête a lieu contradictoirement.

Dans la forme et dans les délais à fixer par la commission, les parties communiquent à la commission et à l'autre partie tous actes, pièces et documents qu'elles jugent utiles à la découvertes de la vérité, ainsi que la liste des témoins qu'elles désirent faire entendre.

#### ARTICLE 12

Toutes constatations matérielles, toutes visites des lieux doivent être faites en présence des Agents et Conseils des parties ou eux dûment appelés.

#### ARTICLE 13.

La commission a le droit de solliciter de l'une ou l'autre partie telles explications ou informations qu'elle juge utiles. En cas de refus, la commission en prend acte.

#### ARTICLE 14.

Les puissances en litige s'engagent à fournir à la commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

#### ARTICLE 15.

Les agents sont autorisés, au cours de l'enquête, à présenter par écrit à la commission et à l'autre partie tels dires et réquisitions qu'ils jugeront utiles à la découverte de la vérité.

## ARTICLE 16.

Les témoins sont cités à la requête des parties ou d'office par la commission.

Ils sont entendus successivement et séparément en présence des agents et de leurs conseils et dans un ordre à fixer par la commission.

Aucun témoin ne peut être entendu plus d'une fois sur les mêmes faits, si ce n'est pour être confronté avec un autre témoin dont la déposition contredirait la sienne.

## ARTICLE 17.

L'interrogation des témoins est conduite par le président.

Les membres de la commission peuvent néanmoins faire au témoin les interpellations qu'ils croient convenables pour éclaircir ou compléter son déposition ou pour se renseigner sur tout ce qui concerne le témoin dans les limites nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les agents et conseils des parties ne peuvent interrompre le témoin dans sa déposition, ni lui faire aucune interpellation directe, mais peuvent demander au président de poser au témoin telles questions complémentaires qu'ils jugent utiles.

## ARTICLE 18.

Le témoin doit déposer sans qu'il lui soit permis de lire aucun projet écrit. Toutefois, il peut être autorisé par le président à s'aider de notes ou documents si la nature des faits rapportés en nécessite l'emploi.

## ARTICLE 19.

Procès-verbal de la déposition du témoin est dressé séance tenante et lecture en est donnée au témoin. Le témoin peut y faire tels changements et additions que bon lui semble et qui seront consignés à la suite de sa déposition.

Lecture faite au témoin de l'ensemble de sa déposition, le témoin est requis de signer.

## ARTICLE 20.

Les parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves, le président prononce la clôture de l'enquête, et la commission s'ajourne pour délibérer et rédiger son rapport.

## ARTICLE 21.

Les délibérations de la commission ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres de la commission.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.



## ARTICLE 22.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est adopté à la majorité des voix et signé par tous les membres de la commission.

## ARTICLE 23.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est lu en séance publique, les agents et conseils des parties présents ou dûment appelés.

Un exemplaire du rapport est remis à chaque partie.

## ARTICLE 24.

Le rapport de la commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

## ARTICLE 25.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

---

Annexe 2.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION RUSSE

*Projet destiné à remplacer le titre III de la convention du 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

TITRE III. — *Des commissions internationales d'enquête.*

## ARTICLE 9.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur, ni l'indépendance, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les puissances signataires conviennent d'instituer, si les circonstances le permettent, une commission d'enquête chargée de faciliter la solution pacifique de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait, et en établissant, s'il y a lieu, les responsabilités.

## ARTICLE 10.

La commission internationale d'enquête est constituée par un accord spécial entre les parties en litige constatant leur consentement d'y

recourir et de se conformer, quant à la procédure à suivre, aux règles qui suivent.

## ARTICLE 11.

Dans le cas susmentionné la commission est constituée de la manière suivante :

Chaque partie en litige nommera un membre. Pour le choix du troisième, qui sera le président de la commission, les puissances en litige s'adresseront à une puissance neutre ou au conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage.

La puissance neutre et le conseil administratif devront choisir, comme règle générale, le troisième commissaire de la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

## ARTICLE 12.

Chaque partie sera représentée devant la commission par un agent qui servira d'intermédiaire entre celle-ci et le gouvernement qui l'aura nommé.

La nomination des conseils pour la défense de leurs intérêts est laissée à l'appréciation des parties.

## ARTICLE 13.

La commission devra être constituée dans le délai de deux semaines à partir de la date de l'incident qui aura provoqué sa réunion. Elle siégera, autant que possible, sur les lieux mêmes de l'incident.

## ARTICLE 14.

La commission établira elle-même les détails de la procédure dans le plus bref délai possible.

Toutefois les règles suivantes lui serviront comme principes à suivre :

1. Toutes les décisions seront prises à la majorité des voix.
2. Le président dirige l'enquête, qui a lieu contradictoirement. Cependant, les commissaires et les agents ont le droit de prendre part à l'instruction de l'affaire.
3. L'instruction commence par la communication faite par les agents respectifs aux membres de la commission de tous les actes ayant trait à leur cause.
4. Chaque partie pourra librement citer des témoins jusqu'à la clôture de l'instruction. A partir de ce moment, l'audition d'un témoin n'est admissible qu'avec le consentement de la partie adverse ou l'autorisation de la commission.
5. Les témoins qui n'ont pas paru devant la commission pourront déposer devant les autorités compétentes de leur pays. Les dépositions écrites ne seront acceptées qu'à titre de document.
6. Aucune plaidoirie ni présentation de conclusions n'a lieu devant la commission.

7. Le rapport est établi par les commissaires en séances secrètes sans la participation des agents.

8. Le rapport doit avoir le caractère d'une ordonnance d'un juge d'instruction et nullement celui d'une sentence arbitrale. Il doit se borner à la constatation des faits et des responsabilités.

9. Le rapport est signé par tous les membres de la commission d'enquête. Il ne contient pas les avis de la minorité.

Par la lecture du rapport sont clos les travaux de la commission internationale d'enquête.

#### ARTICLE 15 (ancien article 12).

Les puissances en litige s'engagent à fournir à la commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

#### ARTICLE 16 (ancien article 13).

La commission internationale d'enquête présente aux puissances en litige son rapport.

#### ARTICLE 17.

Les puissances en litige, ayant pris connaissance de la constatation des faits et des responsabilités énoncée par la commission internationale d'enquête, sont libres soit de conclure un arrangement à l'amiable, soit de recourir à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

### Annexe 3.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

##### I

Ajouter à l'article 10 de la proposition russe (annexe 2) et à l'article 2 de la proposition française (annexe 1) :

« Toutes les règles à suivre par les commissions internationales d'enquête, en tant qu'elles ne sont pas fixées entre les parties par la convention spéciale, sont déterminées par la commission elle-même. Néanmoins, l'adoption des dispositions contenues dans le présent règlement est recommandée aux commissions pour faciliter leur tâche. »

##### II

Amendement à l'article 13 de la convention :

Ajouter à l'article 13 :

« Si un des membres se refuse de signer, mention en sera faite, et

le rapport sera également valable, pourvu qu'il soit signé par la majorité absolue. »

---

#### Annexe 4.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES PAYS-BAS

La délégation des Pays-Bas a l'honneur de proposer les modifications suivantes :

Dans l'article 9 de la convention de La Haye du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux :

Remplacer les mots « jugent utile » par le mot « conviennent ».

Dans la proposition française (annexe 1) :

Insérer dans l'article 2 après les mots : « à observer », les mots :  
« les langues dont elle fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant elle ».

Supprimer l'article 6.

Ajouter à l'article 7 les mots : « et de la présente convention ».

Supprimer le dernier alinéa de l'article 16.

Ajouter après l'article 24 un nouvel article libellé comme suit :

« Il est bien entendu que les articles 8-13 et 15-21 ne seront applicables à la procédure devant la commission d'enquête qu'en tant que les parties ne sont pas convenues d'autres règles dans la convention spéciale d'enquête. »

---

#### Annexe 5.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION BRITANNIQUE

*Projet destiné à remplacer le titre III de la convention  
du 29 juillet 1899.*

TITRE III. — *Des commissions internationales d'enquête.*

##### ARTICLE 1.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les puissances signataires jugent utile que les parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une



commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

#### ARTICLE 2.

Les commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les parties en litige.

#### ARTICLE 3.

La convention constate le consentement des parties de recourir à l'enquête, elle précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires, elle fixe, le cas échéant, la date pour la présentation de l'exposé des faits de chaque partie, et des actes ayant trait au litige, et détermine les modifications que les parties jugeront utiles d'apporter à la procédure établie aux articles 11-23.

#### ARTICLE 4.

1. Les commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par les articles 32 et 34 de la présente convention.

2. En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des commissaires, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

#### ARTICLE 5.

Les puissances en litige s'engagent à fournir à la commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

#### ARTICLE 6.

Chaque partie présentera aux commissaires et à l'autre partie en litige dans un délai fixé par la convention d'enquête un exposé des faits et de tous les actes ayant trait à leur cause.

#### ARTICLE 7.

L'enquête aura lieu contradictoirement.

#### ARTICLE 8

La commission internationale d'enquête présente aux puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la commission.

#### ARTICLE 9.

Le rapport de la commission internationale d'enquête, limité à la

constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale.

Il laisse aux puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

#### ARTICLE 10.

A défaut d'un accord spécial dans la convention d'enquête, les règles suivantes seront applicables à la procédure de la commission.

#### ARTICLE 11.

Le siège de la commission est désigné par les parties. A défaut de cette désignation, la commission siège à La Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par la commission que de l'assentiment des parties.

#### ARTICLE 12.

Le bureau international de la Cour permanente d'arbitrage sert de greffe aux commissions qui siègent à La Haye, et est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des signataires pour le fonctionnement de la commission d'enquête.

#### ARTICLE 13.

Les parties ont le droit de nommer auprès de la commission d'enquête des délégués ou agents spéciaux avec la mission de les représenter et de servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Elles sont, en outre, autorisées à charger de la défense de leurs droits ou intérêts, devant la commission, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les noms des agents et conseils désignés par chaque partie doivent être notifiés à la commission ainsi qu'à l'autre partie.

#### ARTICLE 14.

La commission décide du choix des langues dont elle fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant elle.

#### ARTICLE 15.

Toutes les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix.

#### ARTICLE 16.

Le président dirige l'enquête. Cependant les commissaires, les agents et les conseils ont le droit de prendre part à l'instruction de l'affaire.

## ARTICLE 17.

Les témoins sont cités à la requête des parties ou d'office par la commission jusqu'à la clôture de l'instruction. A partir de ce moment, l'audition d'un témoin n'est admissible qu'avec le consentement de la partie adverse ou l'autorisation de la commission.

Les témoins sont entendus successivement et séparément en présence des agents et de leurs conseils et dans un ordre à fixer par la commission.

## ARTICLE 18.

Les témoins qui n'ont pas paru devant la commission pourraient déposer devant les autorités compétentes de leur pays. Les dépositions écrites ne seront acceptées qu'à titre de document.

## ARTICLE 19.

Quand les commissaires ont épuisé tous les moyens d'information, chacun des agents a la faculté de déposer par écrit les conclusions et les observations qu'il désire soumettre à la commission. Ces conclusions et observations sont lues par les agents.

## ARTICLE 20.

Seront publiques les séances de la commission dans lesquelles auront lieu l'exposé des faits par les agents et les interrogatoires des témoins, dans laquelle les agents feront connaître leurs conclusions, et la dernière séance dans laquelle la commission fera connaître le résultat de ses délibérations. Les autres séances de la commission ne seront pas publiques.

## ARTICLE 21.

Le rapport est établi par les commissaires en séance secrète sans la participation des agents; il est signé par tous les commissaires et ne contient pas les avis de la minorité.

## ARTICLE 22.

La commission établira elle-même les détails de la procédure qui ne sont pas réglés par la convention d'enquête ou par les règles ci-dessus.

## ARTICLE 23.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

---

## Annexe 6.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'HAÏTI

La délégation d'Haïti demande la permission d'appeler la bienveillante attention de la deuxième conférence de la paix sur les points suivants de la convention d'arbitrage de 1899 :

*Médiation spéciale.*

Il lui a semblé — et elle soumet son point de vue sans la prétention d'émettre rien de nouveau — que la médiation spéciale, prévue à l'article 8 de la convention de 1899, aurait plus de chances d'aboutir, si, au lieu d'être confiée à deux puissances, elle était déférée à un seul Etat, choisi dans des conditions qui assurent sa complète impartialité. Dans le système de l'article 8, chacune des nations engagées dans le conflit désigne une puissance, et les deux puissances ainsi nommées par les parties intéressées doivent s'efforcer de prévenir la rupture des relations pacifiques. La délégation d'Haïti s'est demandé si, à leur insu même peut-être, les puissances chargées de la médiation n'auraient pas une certaine tendance à se considérer comme tenues avant tout de présenter sous le meilleur aspect possible la cause des Etats qui les auraient choisies. Il est à craindre que, comme cela n'est que trop souvent arrivé dans les cas d'arbitrage par suite de compromis, les puissances médiatrices n'épuisent leurs efforts à rechercher avant tout la solution la moins désavantageuse pour leurs clients respectifs. N'ayant pas de tierce puissance pour les départager, elles ont moins de chance d'arriver à une entente, et leur désaccord risquerait d'avoir de graves conséquences en laissant aux parties en conflit l'impression qu'elles n'ont pas tout à fait tort.

Au début d'un différend de nature à compromettre la paix, n'aurait-on pas intérêt à déférer le rôle de médiateur spécial à un Etat dégagé de toute préoccupation? La délégation d'Haïti prend la liberté de proposer de ne confier aux deux puissances désignées par les parties en conflit que le droit de choisir une tierce puissance chargée du rôle effectif de médiatrice. Cette tierce puissance ne tenant pas son mandat directement des parties intéressées, arrivera plus facilement à leur faire entendre raison; du moins sa parole paraîtra moins suspecte.

La délégation d'Haïti a donc l'honneur de proposer de rédiger l'article 8 comme suit :

Les puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante :

En cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport avec la puissance choisie d'autre part, à l'effet de nommer le médiateur chargé de prévenir la rupture des relations pacifiques.



Pendant la durée de ce mandat, dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement à la puissance médiatrice. Celle-ci doit appliquer tous ses efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, les trois puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

*Faculté de suggérer la constitution des commissions internationales d'enquête.*

L'extension donnée à l'arbitrage ne peut que fortifier la cause de la paix. Aussi bien, la délégation d'Haïti se permet d'appeler la haute attention de la conférence sur l'opportunité d'accorder aux puissances tierces la faculté de suggérer au besoin la constitution des commissions internationales d'enquête prévues à l'article 9 de la convention de 1899.

Les deux Etats en présence peuvent, pour des raisons de haute convenance personnelle, hésiter à prendre l'initiative de la mesure; et la suggestion faite à ce sujet par une puissance n'ayant aucun intérêt immédiat à la controverse faciliterait sans doute le recours à l'enquête. D'ailleurs, l'article 27 de la convention de 1899 autorise les États signataires à rappeler aux puissances en litige que la Cour permanente leur est ouverte.

Il ne peut donc y avoir d'inconvénient sérieux à accorder aux nations disposées à offrir leurs bons offices ou leur médiation, la même faculté en ce qui concerne l'organisation des commissions internationales d'enquête.

Sous le bénéfice de ces observations, la délégation d'Haïti prend la liberté de proposer d'ajouter à l'article 9 l'alinéa suivant :

« Les puissances signataires pourront également suggérer aux parties en litige le recours aux commissions internationales d'enquête. »

## Annexe 7.

### PROPOSITION DES DÉLÉGATIONS ANGLAISE ET FRANÇAISE

*Projet destiné à remplacer le titre III de la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux (Articles 9-14).*

(Commissions d'enquête.)

#### ARTICLE 1.

Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur, ni les intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation

sur des points de fait, les puissances signataires jugent utile que les parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant par un examen impartial et consciencieux les questions de fait.

#### ARTICLE 2.

Les commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner, elle détermine le mode et le délai de formation de la commission, ainsi que la désignation des assesseurs, s'il y a lieu; l'étendue des pouvoirs des commissaires et des assesseurs; le lieu où la commission se réunira et, le cas échéant, la faculté de se déplacer; s'il y a lieu la date à laquelle chaque partie devra présenter un exposé des faits, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

#### ARTICLE 3.

En vue de faciliter l'institution et le fonctionnement des commissions internationales d'enquête, les puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure d'enquête, en tant que les parties ne seront pas convenues d'autres règles.

#### ARTICLE 4.

Sauf stipulation contraire, les commissions internationales d'enquête sont formées de la manière déterminée par les articles 32 et 34 de la présente convention.

#### ARTICLE 5.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des commissaires ou assesseurs, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

#### ARTICLE 6.

Le siège de la commission est désigné par les parties. A défaut de cette désignation, la commission siège à La Haye. Le siège ainsi fixé ne peut être changé par la commission qu'avec l'assentiment des parties.

#### ARTICLE 7.

La commission décide du choix des langues dont elle fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant elle.

#### ARTICLE 8.

La commission réglera les détails de la procédure non prévus dans la convention spéciale d'enquête ou dans la présente convention, et

pocédera à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

#### ARTICLE 9.

Les parties ont le droit de nommer auprès de la commission d'enquête des délégués ou agents spéciaux avec la mission de les représenter et de servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Elles sont, en outre, autorisées à charger de la défense de leurs droits ou intérêts devant la commission, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les noms des agents et conseils désignés par chaque partie doivent être notifiés à la commission, ainsi qu'à l'autre partie.

#### ARTICLE 10.

Le bureau international de la Cour permanente d'arbitrage sert de greffe aux commissions qui siègent à La Haye, et est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Etats signataires pour le fonctionnement de la commission d'enquête.

#### ARTICLE 11.

Si la commission siège ailleurs qu'à La Haye, un secrétariat général, servant de greffe à la commission, est nommé par elle.

Le greffe est chargé, sous l'autorité du président, de l'organisation matérielle des séances de la commission, de la rédaction des procès-verbaux et de la garde des archives pendant le temps de l'enquête.

Il s'assure des sténographes et traducteurs nécessaires.

#### ARTICLE 12.

Les séances de la commission ne sont publiques et les procès-verbaux et documents de l'enquête ne sont rendus publics qu'en vertu d'une décision de la commission prise avec l'assentiment des parties.

#### ARTICLE 13.

L'enquête a lieu contradictoirement.

Aux dates prévues les parties communiquent à la commission et à l'autre partie les exposés de faits, s'il y a lieu, et dans tous les cas les acts, pièces et documents qu'elles jugent utiles à la découverte de la vérité, ainsi que la liste des témoins et experts qu'elles désirent faire entendre.

#### ARTICLE 14.

Toutes constatations matérielles, toutes visites des lieux doivent être faites en présence des agents et conseils des parties ou eux dûment appelés.

#### ARTICLE 15.

La commission a le droit de solliciter de l'une ou l'autre partie

telles explications ou informations qu'elle juge utiles. En cas de refus, la commission en prend acte.

#### ARTICLE 16.

Les puissances en litige s'engagent à fournir à la commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Pour assurer la citation des témoins ou experts, ou leur audition s'ils ne peuvent comparaître devant la commission, chacune des parties contractantes, sur la demande de la commission, prêter son assistance et fera procéder à leur audition devant leurs autorités compétentes.

#### ARTICLE 17.

Les agents sont autorisés, au cours ou à la fin de l'enquête, à présenter par écrit à la commission et à l'autre partie tels dires, réquisitions ou conclusions qu'ils jugent utiles à la découverte de la vérité.

#### ARTICLE 18.

Les témoins sont cités à la requête des parties ou d'office par la commission.

Ils sont entendus successivement et séparément en présence des agents et de leurs conseils et dans un ordre à fixer par la commission.

Aucun témoin ne peut être entendu plus d'une fois sur les mêmes faits, si ce n'est pour être confronté avec un autre témoin dont la déposition contredirait la sienne.

#### ARTICLE 19.

L'interrogatoire des témoins est conduit par le président.

Les membres de la commission peuvent néanmoins faire au témoin les interpellations qu'ils croient convenables pour éclaircir ou compléter sa déposition ou pour se renseigner sur tout ce qui concerne le témoin dans les limites nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les agents et conseils des parties ne peuvent interrompre le témoin dans sa déposition, ni lui faire aucune interpellation directe, mais peuvent demander au président de poser au témoin telles questions complémentaires qu'ils jugent utiles.

#### ARTICLE 20.

Le témoin doit déposer sans qu'il lui soit permis de lire aucun projet écrit. Toutefois, il peut être autorisé par le président à s'aider de notes ou documents si la nature des faits rapportés en nécessite l'emploi.

#### ARTICLE 21.

Procès-verbal de la déposition du témoin est dressé séance tenante et lecture en est donnée au témoin. Le témoin peut y faire tels chan-



gements et additions que bon lui semble et qui seront consignés à la suite de sa déposition.

Lecture faite au témoin de l'ensemble de sa déposition, le témoin est requis de signer.

#### ARTICLE 22.

Les parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves, le président prononce la clôture de l'enquête et la commission s'ajourne pour délibérer et rédiger son rapport.

#### ARTICLE 23.

Les délibérations de la commission ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres de la commission.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

#### ARTICLE 24.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est adopté à la majorité des voix et signé par tous les membres de la commission.

Si un des membres refuse de signer, mention en est faite, le rapport, adopté à la majorité, restant valable.

#### ARTICLE 25.

Le rapport de la commission internationale d'enquête est lu en séance publique, les agents et conseils des parties présents ou dûment appelés.

Un exemplaire du rapport est remis à chaque partie.

#### ARTICLE 26.

Le rapport de la commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

#### ARTICLE 27.

Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

---

**Propositions relatives au Titre IV de la Convention du 29 juillet 1899 pour le Règlement Pacifique des Conflits Internationaux.**

**Annexe 8.**

**PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE**

*Projet de trois nouveaux articles à insérer dans la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899.*

**ARTICLE 31A.**

Si des puissances signataires sont convenues entre elles d'un arbitrage obligatoire qui prévoit, pour chaque différend, un compromis, chacune d'entre elles pourra, à défaut de stipulations contraires, avoir recours à l'entremise de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en vue de l'établissement d'un pareil compromis, dans le cas où elle n'aurait pas réussi à amener une entente à ce sujet.

Un pareil recours n'aura pas lieu, si l'autre puissance déclare qu'à son avis le différend ne rentre pas dans la catégorie des questions à soumettre à un arbitrage obligatoire.

**ARTICLE 31B.**

En cas de recours à la Cour permanente de La Haye (voir article 31A), le compromis sera établi par une commission composée de cinq membres désignés de la manière suivante :

Dans les quatre semaines qui suivent le recours, chacune des deux parties aura à désigner un des membres de la Cour permanente et à s'adresser, en outre, à une puissance non intéressée pour que, de son côté, celle-ci choisisse un autre membre dans les quatre semaines suivantes, parmi les membres de la Cour permanente qui ont été nommés par elle. Dans un nouveau délai de quatre semaines, les deux puissances non intéressées s'adresseront de concert à une troisième puissance non intéressée, qui sera désignée, au besoin, par le sort pour qu'elle choisisse, dans les quatre semaines qui suivent, le cinquième membre parmi les membres de la Cour permanente qui ont été nommés par elle.

La commission élira son président à la majorité absolue des suffrages parmi ses membres choisis par les puissances non intéressées. Au besoin, il y aura ballottage.

**ARTICLE 34A.**

En cas d'établissement du compromis par une commission, telle qu'elle est visée aux articles 31 A et B, les membres de la commission choisis par les trois puissances non intéressées formeront le tribunal d'arbitrage.

---

## Annexe 9.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

*Projet d'arrangement complémentaire de la convention de La Haye du 29 juillet 1899, sur le règlement pacifique des conflits internationaux.*

(Procédure sommaire d'arbitrage.)

ARTICLE 1. — *Disposition générale.*

Le présent arrangement ayant seulement pour objet de faciliter le fonctionnement de la convention de La Haye en ce qui concerne le règlement de certains litiges, on s'en référera, pour les points non prévus, aux dispositions de la convention de 1899, en tant qu'elles ne seraient pas contraires aux principes du présent règlement.

ARTICLE 2. — *Organisation du tribunal.*

Chacune des parties en litige appellera aux fonctions d'arbitre une personne qualifiée, choisie parmi ses propres ressortissants. Les deux arbitres ainsi désignés choisiront un surarbitre. S'ils ne tombent pas d'accord à ce sujet, chacun présentera un candidat pris sur la liste dressée en vertu de la convention de La Haye de 1899, et n'étant le ressortissant d'aucune des parties; le sort déterminera lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre.

Le surarbitre préside le tribunal, qui rend sa décision à la majorité des voix.

Sur la demande d'une des parties, chacune d'elles désigne deux arbitres au lieu d'un, et les quatre arbitres procéderont à la désignation du surarbitre de la manière qui vient d'être indiquée.

ARTICLE 3. — *Siège du tribunal.*

A défaut d'accord sur le lieu où devra siéger le tribunal arbitral, ce lieu sera déterminé par la voie du sort, chaque partie proposant une ville déterminée.

Le gouvernement du pays où le tribunal devra se réunir mettra à sa disposition le personnel et le local nécessaires à son fonctionnement.

ARTICLE 4. — *Procédure.*

Le tribunal, une fois constitué conformément à l'article 1<sup>er</sup>, se réunira et fixera le délai dans lequel des deux parties devront lui soumettre leurs mémoires respectifs.

## ARTICLE 5.

Chaque partie sera représentée devant le tribunal par un agent, qui servira d'intermédiaire entre le tribunal et le gouvernement qui l'aura désigné.

## ARTICLE 6.

La procédure aura lieu exclusivement par écrit. Toutefois, chaque partie aura le droit de demander l'audition de témoins. Le tribunal aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents des deux parties, ainsi qu'aux experts et témoins dont il aura jugé la comparution utile.

Pour assurer la citation ou l'audition de ces experts ou témoins, chacune des parties contractantes, sur la demande du tribunal, prêtera son assistance dans les mêmes conditions que pour l'exécution des commissions rogatoires.

## ARTICLE 7.

Si le litige est relatif à l'interprétation ou à l'application d'une convention liant plus de deux États, les parties entre lesquelles il est né avertissent les autres parties contractantes de leur intention de recourir à l'arbitrage et leur font connaître les arbitres choisis par elles.

Les parties ainsi averties ont le droit de nommer des arbitres pour constituer le tribunal avec les arbitres désignés par celles qui ont fait les notifications. Si, dans le mois qui suivra cette notification, une partie n'a pas indiqué l'arbitre choisi par elle, elle est réputée accepter la décision qui interviendra.

Il sera procédé à la désignation du surarbitre de la façon indiquée par l'article 1<sup>er</sup>, sauf que, s'il y a plus de cinq parties en cause, on n'appliquera pas la restriction relative à la nationalité du surarbitre. Celui-ci aura voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 8. — *Frais.*

Les frais de l'arbitrage seront supportés également par les parties en cause.

---

Annexe 10.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION RUSSE

---

TITRE IV. — *De l'arbitrage international.*CHAPITRE II. — *De la Cour permanente d'arbitrage.*

## ARTICLE 22.

(*Vœu de 1902.*)

Les puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis), dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, ainsi que le montant de la



somme que les deux parties en litige sont tombées d'accord de mettre immédiatement à la disposition du bureau international pour couvrir les dépenses nécessitées par la marche de l'arbitrage.

Le compromis implique toujours l'engagement des parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

#### ARTICLE 23.

Les puissances en litige qui sont tombées d'accord pour soumettre leur conflit à la Cour permanente d'arbitrage s'engagent à communiquer immédiatement, après la signature du compromis, au bureau international cet acte, en le priant de prendre les mesures nécessaires pour l'installation du tribunal d'arbitrage.

Ces mêmes puissances communiqueront sans délai, après le choix des arbitres, les noms de ceux-ci au bureau international, qui, de son côté, est obligé de communiquer sans délai aux arbitres nommés le compromis signé et les noms des membres du tribunal d'arbitrage qui vient d'être constitué.

A ajouter à l'ancien article 23, après les mots : « Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé », ce qui suit : « Les membres de la Cour permanente d'arbitrage n'ont le droit ni de plaider devant la Cour en qualité de conseils ou avocats des Etats en litige, ni de fonctionner en qualité d'agents ».

### Annexe II.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION RUSSE

#### TITRE IV. — *De l'arbitrage international.*

#### CHAPITRE III. — *De la procédure arbitrale.*

#### ARTICLE 33.

Le tribunal nomme lui-même son président.

De commun accord le surarbitre fonctionne comme président.

#### ARTICLE 38.

(*Vœu de 1902.*)

Les parties en litige s'engagent à fixer d'avance dans le compromis la langue de la procédure arbitrale devant le tribunal.

Les arbitres, agents et conseils sont obligés de se soumettre à cette décision et de n'employer que la langue officielle choisie par les puissances pour le cas spécial.

## ARTICLE 41.

*(Vœu de 1902.)*

Pendant la durée de l'instruction de l'affaire, les parties sont obligées de communiquer aux membres du tribunal d'arbitrage, directement ou par l'intermédiaire du bureau international, tous leurs actes et documents.

Après la réunion du tribunal, celui-ci procédera immédiatement aux débats, durant lesquels la présentation de nouveaux documents ou écrits de la part des parties en litige ne saurait être admise qu'en cas de réelle force majeure et de circonstances absolument imprévues.

Après la clôture des débats aucune communication de nouveaux actes ou écrits ne peut avoir lieu.

ARTICLE 55 de la convention de 1899 est à supprimer.

---

Annexe 12.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE

*Amendements aux dispositions de la convention d'arbitrage  
de La Haye, du 29 juillet 1899.*

ARTICLE 22, *alinéa 4.*

Seront insérés après les mots « de La Haye » les mots « aussitôt que possible ».

ARTICLE 21, *alinéa 6.*

Seront insérés après les mots « au bureau » les mots « aussitôt que possible ».

ARTICLE 37, *nouvel alinéa.*

Les membres de la Cour permanente ne peuvent exercer les fonctions de délégués, agents ou avocats qu'en faveur de la puissance qui les a nommés membres de la Cour.

ARTICLE 38, *nouvelle rédaction.*

Le compromis devra désigner les langues dont le tribunal fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

ARTICLE 39, *alinéa 2, nouvelle rédaction de la seconde phrase.*

Le compromis déterminera la forme et les délais dans lesquels cette communication devra être faite.

## NOUVEL ARTICLE 40A.

Le tribunal ne se réunira qu'après la clôture de l'instruction.

NOUVEL ARTICLE, *remplaçant les articles 42 et 43.*

L'instruction étant close, le tribunal écartera du débat tous actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des parties pourraient appeler son attention.

Le tribunal aura toutefois à prendre en considération tous actes ou documents nouveaux que les deux parties seront d'accord à produire, ou dont la production n'a pu être faite plus tôt pour raison de force majeure ou de circonstances imprévues. Le tribunal décidera, en cas de doute, sur la question de savoir si ces conditions sont remplies.

## ARTICLE 49.

Sera rayé le second membre de phrase : « de déterminer.....conclusions ».

## NOUVEL ARTICLE 51A.

Si la décision prise exige une exécution, la sentence arbitrale fixe un délai avant l'expiration duquel l'exécution devra être terminée.

ARTICLE 57, *nouvel alinéa.*

Le compromis fixera un montant que chaque partie aura à déposer avant l'ouverture de la procédure, à titre d'avance pour les frais du tribunal.

---

Annexe 13.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE

*Projet de déclaration concernant l'arbitrage international.*

---

Déclaration.

La deuxième conférence de la paix émet le vœu que les souverains ou chefs d'Etat, ainsi que les fonctionnaires et corporations scientifiques des pays qui ont adhéré à la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, n'acceptent les fonctions d'arbitre pour résoudre les différends entre les puissances signataires, qu'après la déclaration préalable, faite par les parties intéressées, qu'elles n'ont pu se mettre d'accord sur l'organisation d'un tribunal formé par des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

---

## Annexe 14.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

## I.

\* \* \* \* \*

## II.

Amendement à l'article 52 de la convention :

Ajouter :

« Si un des membres se refuse de signer, mention en sera faite et la sentence sera également valable, pourvu qu'il soit signée par la majorité absolue. »

## III.

Nouvel article 54A :

« Tout différend qui pourrait surgir entre les parties, concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence arbitrale, sera soumis au jugement du même tribunal qui l'a rendue. »

## Annexe 15.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU PÉROU

*Amendement à l'article 27 de la convention du 29 juillet 1899.*—

Qu'il soit ajouté à l'article 27 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899, un article *27bis* ainsi conçu :

« En cas de conflit entre deux puissances, l'une d'elles pourra toujours adresser au bureau international de La Haye une note contenant sa déclaration qu'elle serait disposée à soumettre le différend à un arbitrage.

Cette note fera connaître sommairement la façon dont la puissance déclarante envisage ce différend et ce qu'elle prétend être son droit.

Le bureau international devra porter à la connaissance de l'autre puissance la déclaration qu'il a reçue, et il devra se mettre à la disposition de l'une et de l'autre puissance pour faciliter entre elles tout échange de vues pouvant aboutir à la conclusion d'un compromis. »

## Annexe 16.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU CHILI

*Amendement à la proposition péruvienne. (Annexe 15.)*

ARTICLE *27bis*.

Dans le cas où un conflit, ne se rattachant pas à des faits antérieurs à la présente convention, éclaterait entre deux puissances, l'une



d'elles pourra toujours adresser au bureau international de La Haye (et au besoin par télégraphe) une déclaration faisant connaître qu'elle serait disposée à soumettre le différend à un arbitrage.

Le bureau international devra notifier aussitôt cette déclaration au gouvernement intéressé. Il la fera également connaître, ainsi que la réponse qui y serait faite, aux gouvernements signataires de la présente convention.

### Annexe 17.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'AUTRICHE-HONGRIE

*Amendement à l'article 32 de la convention du 29 juillet 1899.*

#### ARTICLE 32.

Ajouter à cet article un nouvel alinéa ainsi conçu :

- « Dans le cas où le tribunal n'est composé que de trois arbitres, les membres de la Cour permanente nommés par les parties en litige, de même que les ressortissants de ces dernières ne pourront pas faire partie de ce tribunal.
- « Si par contre, le tribunal est formé de cinq membres, chaque partie sera libre de choisir comme arbitre soit une des personnes désignées par elles comme membre de la Cour permanente, soit un de ses ressortissants. »

L'insertion d'une pareille clause se recommande en vue d'assurer l'impartialité du tribunal. Car, si le tribunal n'était formé que de trois membres dont deux seraient ressortissants des parties en litige ou nommés par ces dernières, membres de la Cour permanente, la décision arbitrale serait mise de fait entre les mains du surarbitre qui agirait en quelque sorte comme juge unique, les arbitres nationaux des parties ou nommés par elles étant, le plus souvent, portés à statuer en faveur de l'Etat auquel ils ressortissent ou qui les a désignés.

Aussi l'expérience a-t-elle démontré que, tandis que les sentences des tribunaux arbitraux, en tant que ceux-ci n'avaient pas été composés des nationaux des parties, ont, le plus souvent, été prises à l'unanimité, cette unanimité a fait défaut dans les cas contraires.

(Question d'Alabama ; Baux perpétuels.)

### Propositions relatives à l'Arbitrage Obligatoire.

### Annexe 18.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SERBIE

*Projet d'un nouvel article 19 de la convention de La Haye du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

## ARTICLE 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement ou stipuleront à l'avenir l'arbitrage obligatoire entre les Etats contractants, les puissances signataires de la présente convention s'obligent à recourir à l'arbitrage et à soumettre leurs contestations à la Cour arbitrale de La Haye :

a) Pour tout ce qui concerne l'interprétation et l'application des traités de commerce et des conventions et arrangements qui, sous une forme quelconque, leur sont annexés, ainsi que de tous les autres traités, conventions, arrangements se rapportant au règlement des intérêts économiques, administratifs et judiciaires;

b) Pour tout ce qui concerne l'exécution des engagements pécuniaires, le paiement des indemnités ou la réparation des dommages matériels entre les Etats ou entre un Etat et les sujets des autres Etats, en tant que les tribunaux ordinaires ne soient pas compétents.

---

Annexe 19.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION PORTUGAISE

*Amendement et additions à la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899.*

## NOUVEL ARTICLE, remplaçant l'article 16.

Les hautes puissances contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les puissances signataires, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique directe, à condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts essentiels ni l'indépendance des parties en litige, ni les intérêts de tierces puissances.

## ARTICLE 16A.

Il est bien entendu qu'il appartient exclusivement à chacune des puissances contractantes d'apprécier si un différend qui se sera produit met en cause ses intérêts essentiels ou son indépendance et par conséquent est de nature à être excepté de l'arbitrage.

## ARTICLE 16B.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas se prévaloir de l'article précédent dans les cas suivants :

I. Contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions conclues ou à conclure et énumérées ci-dessous :

- a) Traités de commerce et de navigation.
- b) Conventions relatives à la protection internationale des travailleurs.
- c) Conventions postales, télégraphiques (avec ou sans fil) et téléphoniques.
- d) Conventions concernant la protection des câbles sous-marins.
- e) Conventions concernant les chemins de fer.
- f) Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer.
- g) Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.
- h) Conventions concernant la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce non commercial).
- i) Conventions concernant le régime des sociétés commerciales et industrielles.
- k) Conventions monétaires et métriques (poids et mesures).
- l) Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.
- m) Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.
- n) Conventions relatives aux matières du droit international privé.
- o) Conventions concernant la procédure civile ou pénale.
- p) Conventions d'extradition.
- q) Privilèges diplomatiques et consulaires.

II. Règlement sur le terrain des fixations des limites.

III. Contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

IV. Questions se rapportant aux dettes.

## Annexe 20.

### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

#### *Projet d'arbitrage obligatoire.*

#### ARTICLE I.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats contractants qui viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu

être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la convention du 29 juillet 1899, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

#### ARTICLE 2.

Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

#### ARTICLE 3.

Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes (les puissances signataires) établiront un compromis spécial (protocole spécial) conformément aux constitutions ou aux lois des hautes parties contractantes (puissances signataires), déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, la procédure et les détails à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral.

#### ARTICLE 4.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix à La Haye.

#### ARTICLE 5.

S'il arrivait qu'une des hautes parties contractantes dénonçât la présente convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas, et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la puissance qui l'aura notifiée.

---

#### Annexe 21.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

##### *Projet d'arbitrage obligatoire.*

(Nouvelle rédaction.)

#### ARTICLE 1.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats contractants qui



viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la convention du 29 juillet 1899, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

#### ARTICLE 2.

Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

#### ARTICLE 3.

Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes (les puissances signataires) établiront un compromis spécial (protocole spécial) conformément aux constitutions ou aux lois des hautes parties contractantes (puissances signataires), déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, la procédure et les détails à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral.

#### ARTICLE 4.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix à La Haye.

#### ARTICLE 5.

Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté de dénoncer la convention. Cette dénonciation pourra être faite, soit de façon à impliquer le retrait total de la puissance dénonciatrice de la convention, soit de façon à ne produire ses effets qu'à l'égard d'une puissance désignée par la puissance dénonciatrice. Dans les deux cas, la convention continuera à subsister pour autant qu'elle n'aura pas été dénoncée.

La dénonciation, soit totale soit particulière, ne produira ses effets que six mois après que notification en aura été faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas, et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes.

---

## Annexe 22.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SUÈDE

*Projet destiné à remplacer les articles 15 à 19 de la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

Remplacer les articles 15 à 19 par les suivants :

## ARTICLE 15.

L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Le recours à l'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

## ARTICLE 16.

Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Les puissances signataires s'engagent à recourir à l'arbitrage dans les différends qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par les voies diplomatiques, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance des parties en litige.

## ARTICLE 17.

Chacune des parties en litige juge de la question de savoir si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux ou son indépendance, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

## ARTICLE 18.

Les puissances signataires s'engagent à ne pas faire valoir des exceptions d'après l'article 17 dans les cas suivants, pour lesquels l'arbitrage sera en tout cas obligatoire :

1. En cas de contestations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties en litige;

2. En cas de contestations pécuniaires lorsqu'il s'agit de l'interprétation ou de l'application des conventions de toute espèce entre les parties en litige;

3. En cas de contestations pécuniaires à cause d'actes de guerre, de guerre civile ou de blocus dit pacifique, de l'arrestation des étrangers ou de la saisie de leurs biens.

## ARTICLE 19.

Les articles qui précèdent ne dérogent pas aux traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement une obligation plus étendue de recours à l'arbitrage pour les puissances signataires.

Ces puissances se réservent de conclure, soit avant l'entrée en vigueur des articles qui précèdent, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

---

Annexe 23.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU BRÉSIL

*Amendement à l'article 16 de la convention du 29 juillet 1899.*

1. Dans les questions où elles n'arrivent pas à un accord, par voie diplomatique ou par les bons offices et médiation, si ces questions n'affectent pas l'indépendance, l'intégrité territoriale ou les intérêts essentiels des parties, leurs institutions ou lois internes, ni les intérêts de tierces puissances, les puissances signataires s'obligent à recourir à l'arbitrage devant la Cour permanente de La Haye, ou, si elles le préfèrent, moyennant la nomination d'autres arbitres à leur choix.

2. Il est entendu que les puissances signataires se réservent toujours le droit de n'arriver à l'arbitrage qu'après les bons offices ou la médiation, si elles veulent bien avoir recours d'abord à ces deux moyens de conciliation.

3. Dans les différends relatifs à des territoires peuplés, on n'aura recours à l'arbitrage qu'avec l'assentiment préalable des populations intéressées à la décision.

4. Il appartient à chaque partie intéressée de décider, d'une manière conclusive, si le différend concerne son indépendance, son intégrité territoriale, ses intérêts essentiels ou ses institutions.

---

Annexe 24.

## DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Considérant que dans la troisième conférence internationale américaine, tenue dans la ville de Rio-de-Janeiro, il fut décidé par les délégations présentes de dix-neuf puissances signataires, parmi lesquelles se trouvait représentée la République Dominicaine, de ratifier leur adhésion au principe de l'arbitrage; et dans l'intérêt de concourir au développement et à la réalisation d'une si haute pensée, et de la rendre pratique entre tous les Etats, de recommander aux dites puissances signataires de munir leurs représentations à la deuxième

conférence de La Haye des instructions pour qu'elles s'efforcent de collaborer à la célébration d'une convention générale d'arbitrage qui deviendrait par la suite un lien de fraternité et de concorde et la règle de conduite pour toutes les nations civilisées;

Considérant que pour la réalisation d'une si haute et humanitaire pensée, qui est l'idéal de la justice internationale et l'aspiration de tous les hommes de bonne volonté, il est indispensable de donner à l'arbitrage la plus grande latitude, de façon qu'il comprenne tous les différends qui pourraient se susciter entre les Etats, et dont la solution ne serait guère trouvée par des moyens diplomatiques, ce qui implique nécessairement que l'arbitrage doit être obligatoire dans tous les cas d'opposition ou de contestations entre deux ou plusieurs Etats;

En présence des faits et des difficultés actuelles, qui font songer à ce qu'une si large pensée ne paraît pas pratique pour le moment, et en attendant que le jour arrive où toutes nations, harmonisant leurs divers intérêts avec les intérêts les plus hauts de l'humanité et de la vraie civilisation du monde, se mettent d'accord sur le mode de réaliser une telle aspiration, la délégation de la République Dominicaine exprime son vœu en faveur de l'arbitrage international obligatoire et sans restriction.

---

#### Annexe 25.

#### DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE DANEMARK RELATIVE A L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Depuis la première conférence de la paix, le gouvernement de Danemark, s'inspirant de l'article 19 de la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, a conclu des conventions d'arbitrage obligatoire avec les puissances suivantes, à savoir : les Pays-Bas, la Russie, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, le Portugal.

Dans les conventions du 12 février 1904 avec les Pays-Bas, du 16 décembre 1905 avec l'Italie, et du 20 mars 1907 avec le Portugal, absolument aucune réserve n'a été faite en ce qui concerne les sujets de désaccord qui devront être soumis à l'arbitrage.

Le texte de la convention avec les Pays-Bas porte en effet que « les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage tous les différends et tous les litiges entre elles qui n'auront pas été résolus par les voies diplomatiques », et le texte des conventions avec l'Italie et le Portugal dit :

« Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage tous les différends de n'importe quelle nature qui viendraient à s'élever entre elles et qui n'auraient pu être résolus par les voies diplomatiques. »

Ces deux dernières conventions contiennent en outre, en ce qui regarde le compromis spécial à signer avant l'arbitrage, la disposition suivante : « A défaut d'un compromis spécial, les arbitres jugeront sur la base des prétentions formulées par les deux parties. »



Le gouvernement de Danemark, par la conclusion de ces conventions, a suffisamment démontré sa manière de voir et ses désirs dans cette matière, et la délégation danoise a l'honneur d'appeler l'attention de la sous-commission sur les textes précités.

---

### Annexe 26.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU MEXIQUE

*Amendement à l'article 1 de la proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique concernant l'arbitrage obligatoire (Annexe 21).*

Après les mots « seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la convention du 29 juillet 1899 », ajouter les mots suivants : « à moins que les parties ne préfèrent organiser d'un commun accord une juridiction spéciale ».

---

### Annexe 27.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SUISSE

*Modifications à apporter à la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

#### ARTICLE 16.

Adopter l'adjonction d'un alinéa 2, proposée par la délégation d'Autriche-Hongrie. (Procès-verbal du comité d'examen « A », séance du 6 août.)

#### ARTICLE 16A.

Les puissances signataires déclarent que les stipulations conventionnelles concernant les matières énumérées ci-dessous paraissent tout particulièrement de nature à pouvoir être soumises à l'arbitrage obligatoire, les traités d'arbitrage et les clauses d'arbitrage figurant dans des traités déjà conclus ou à conclure restant réservés :

1. Commerce et navigation.
2. Protection internationale des travailleurs.
3. Postes, télégraphes et téléphones.
4. Protection des câbles sous-marins.
5. Chemins de fer.
6. Moyens de prévenir les collisions de navires en mer.
7. Protection des œuvres littéraires et artistiques.
8. Propriété industrielle.
9. Régime des sociétés industrielles et commerciales.
10. Monnaies, poids et mesures.

11. Assistance gratuite réciproque des malades indigents.
12. Epidémies, épizooties, etc.
13. Droit international privé.
14. Procédures civile et pénale.
15. Extraditions.
16. Privilèges diplomatiques et consulaires, etc., etc., etc.

## ARTICLE 16B.

Les puissances signataires qui, sous condition de réciprocité, seraient disposées à accepter l'arbitrage obligatoire pour l'ensemble ou pour une partie des matières susmentionnées, pourront notifier ces matières, par l'intermédiaire du bureau international établi à La Haye, aux autres puissances signataires de la présente convention.

L'arbitrage obligatoire sera établi pour une puissance signataire vis-à-vis d'une autre, aussitôt et pour autant que ces puissances auront notifié l'adoption de l'arbitrage pour des matières identiques figurant dans la liste établie par l'article 16A.

## ARTICLE 19.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les puissances signataires, et indépendamment de l'obligation des articles 16A et 16B, les dites puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification de cet acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre encore.

---

Annexe 28.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SUISSE

*Modifications à apporter à la convention du 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

(Nouvelle rédaction.)

## ARTICLE 16.

Adopter l'adjonction d'un alinéa 2 proposée par la délégation d'Autriche-Hongrie (procès-verbal du comité d'examen « A », séance du 6 août).

## ARTICLE 16A.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement ou stipuleront à l'avenir l'arbitrage obligatoire entre les Etats contractants, les puissances signataires de la présente con-

vention qui, sous condition de réciprocité, seraient disposées à accepter l'arbitrage obligatoire pour l'ensemble ou pour l'une ou l'autre des matières énumérées ci-dessous, pourront faire connaître leur décision, par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas, aux autres puissances signataires de la présente convention :

1. Commerce et navigation.
2. Protection internationale des travailleurs.
3. Postes, télégraphe et téléphone.
4. Protection des câbles sous-marins.
5. Chemins de fer.
6. Moyens de prévenir des collisions de navires en mer.
7. Protection des œuvres littéraires et artistiques.
8. Propriété industrielle.
9. Régime des sociétés industrielles et commerciales.
10. Monnaies, poids et mesures.
11. Assistance gratuite réciproque des malades indigents.
12. Epidémies, épizooties, etc.
13. Droit international privé.
14. Procédures civile et pénale.
15. Extradition.
16. Privilèges diplomatiques et consulaires, etc. etc., etc.

L'arbitrage obligatoire sera établi pour une puissance signataire vis-à-vis d'une autre, aussitôt et pour autant que ces puissances auront notifié l'adoption de l'arbitrage pour des matières identiques figurant dans la liste établie ci-dessus.

#### ARTICLE 16B.

Les traités d'arbitrage et les clauses d'arbitrage figurant dans des traités déjà conclus ou à conclure demeureront réservés.

#### Annexe 29.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SERBIE

##### *Projet de traité d'arbitrage obligatoire.*

#### ARTICLE 1.

Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement ou stipuleront à l'avenir l'arbitrage obligatoire entre les Etats contractants, les puissances signataires de la présente convention s'obligent à soumettre à l'arbitrage les contestations suivantes, en cas où elles n'auraient pas pu être réglées par la voie diplomatique :

1. Contestations concernant l'interprétation et l'application des conventions suivantes :

- a) Conventions postales, télégraphiques (avec ou sans fil) et téléphoniques.

- b) Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.
- c) Conventions concernant la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce, nom commercial).
- d) Conventions relatives à la protection internationale des travailleurs.
- e) Conventions concernant la protection des câbles sous-marins.
- f) Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer.
- g) Conventions relatives aux monnaies, poids et mesures.
- h) Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.
- i) Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.
- k) Conventions relatives aux matières du droit international privé.
- l) Conventions relatives au régime des sociétés commerciales, industrielles et d'assurance.
- m) Stipulations des traités de commerce et de navigation relatives aux tarifs conventionnels et aux droits qui, sous un dénomination quelconque (droits accessoires, taxe des monopoles, droits de consommation au profit de l'Etat ou des communes, etc.), frappent les marchandises à l'entrée, à la sortie ou à l'occasion de transit, ainsi que celles relatives à la nationalité et au traitement des navires et de leur cargaison.

2. Contestations se rapportant à la fixation des limites, en tant qu'elles ne portent ni sur les parties habitées du territoire ni sur celles présentant une importance particulière au point de vue économique ou stratégique.

3. Contestations concernant l'exécution des engagements pécuniaires, provenant des contrats entre les Etats ou entre un Etat et les ressortissants des autres Etats, en tant que les tribunaux ordinaires ne soient pas compétents.

4. Contestations sur les obligations et l'exécution des obligations des Etats en matière de dettes publiques, en tant qu'il s'agit des débiteurs étrangers des titres de ces dettes.

5. Contestations sur la fixation du montant et sur le paiement des indemnités ou sur la réparation des dommages matériels, lorsque le principe en est reconnu par les parties intéressées.

## ARTICLE 2.

Dans chaque cas particulier soumis à l'arbitrage d'après cette convention, un compromis particulier sera établi entre les parties en litige conformément à leurs constitutions et lois, dans lequel on déterminera nettement l'objet du litige, la composition du tribunal, l'étendue ses pouvoirs et la procédure qui devra y être suivie.



### ARTICLE 3.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation ou de l'application d'une convention générale, on procédera, en tant que la procédure n'est pas réglée par les dites conventions mêmes, ou par des arrangements particuliers qui pourraient leur être annexés, de la manière suivante :

Les parties en litige notifient le compromis qu'elles ont signé à tous les Etats contractants, qui ont un délai de....., à compter du jour de la notification pour déclarer si et dans quelle forme ils prennent part au litige.

La sentence arbitrale est obligatoire pour tous les Etats ayant pris part au litige, aussi bien dans leurs rapports mutuels que par rapport aux autres contractants.

Les Etats n'ayant pas pris part au litige peuvent demander un nouvel arbitrage sur la même question, soit qu'il s'agisse de contestations survenues entre eux, soit qu'il ne leur convienne pas d'accepter la sentence rendue par rapport aux Etats ayant pris part au premier litige.

Si la seconde sentence arbitrale est identique à la première, la question est définitivement réglée, et cette sentence, devenue partie intégrante de la convention, est obligatoire pour tous les contractants. Si, par contre, la seconde sentence diffère de la première, un troisième arbitrage pourra être demandé par tout Etat contractant et la troisième sentence aura alors force obligatoire générale.

### ARTICLE 4.

La présente convention n'a aucune force rétroactive et ne s'appliquera, en tant qu'il s'agit de l'interprétation et de l'application des traités, qu'aux traités conclus ou renouvelés après sa mise en vigueur et, en tant qu'il s'agit des contestations prévues sous les n<sup>os</sup> 2, 3, 4 et 5 de l'article 1, qu'aux cas survenus depuis qu'elle aura été mise en vigueur.

### Annexe 30.

#### PROPOSITIONS DU PREMIER SOUS-COMITÉ DE LA PREMIÈRE COMMISSION

##### *Amendements à l'article 16B de la proposition portugaise.*

#### I

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas se prévaloir de l'article précédent dans les cas suivants :

Contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions conclues ou à conclure et énumérées ci-dessous, en tant

qu'elles se réfèrent à des engagements qui doivent être directement exécutés par les gouvernements ou par ses organes administratifs.

- a) .....
- b) .....

## II

Si tous les Etats signataires d'une des conventions énumérées ci-dessus sont parties dans un litige concernant l'interprétation de la convention, le jugement arbitral aura la même valeur que la convention elle-même et devra être également observé.

Si, au contraire, le litige surgit entre quelques-uns seulement des Etats signataires, les parties en litige doivent avertir en temps utile les puissances signataires, qui ont le droit d'intervenir au procès.

Le jugement arbitral, aussitôt prononcé, sera communiqué par les parties en litige aux Etats signataires qui n'ont pas pris part au procès. Si ceux-ci déclarent à l'unanimité accepter l'interprétation du point en litige, adoptée par la sentence arbitrale, cette interprétation sera obligatoire pour tous et aura la même valeur que la convention elle-même. Dans le cas contraire, le jugement n'aura de valeur que pour le cas qui a été l'objet du procès entre les parties en litige.

Il est bien entendu que la présente convention ne porte aucune atteinte aux clauses d'arbitrage déjà contenues dans les traités existants.

### Annexe 31.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

*Nouveaux articles à ajouter à la convention du 29 juillet 1899*

#### ARTICLE 16A.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas se prévaloir de l'article précédent dans les cas suivants :

1. Contestations concernant l'interprétation des stipulations conventionnelles relatives :

- a) Aux tarifs de douane.
- b) Au jaugeage des navires.
- c) A l'assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts.
- d) Au droit des étrangers d'acquérir et de posséder des biens.

2. Contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions énumérées ci-dessous :

- a) Conventions relatives à la protection internationale des travailleurs.

- b) Conventions concernant les chemins de fer.
  - c) Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions des navires en mer.
  - d) Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.
  - e) Conventions concernant le régime des sociétés commerciales et industrielles.
  - f) Conventions monétaires et métriques (poids et mesures).
  - g) Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.
  - h) Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.
  - i) Conventions relatives aux matières du droit international privé.
  - j) Conventions concernant la procédure civile ou pénale.
3. Contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

#### ARTICLE 16B.

Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage obligatoire sous des conditions spéciales, qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure, resteront en vigueur.

#### ARTICLE 16C.

Les stipulations de l'article 16A ne sauraient en aucun cas être invoquées s'il s'agit de l'interprétation ou de l'application de droits extraterritoriaux.

#### Annexe 32.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

*Nouveaux articles à ajouter à la convention de 1899.*

(Nouvelle rédaction.)

#### ARTICLE 16A.

Les hautes parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les contestations concernant :

A) L'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles touchant les matières suivantes :

1. Tarifs de douane.
2. Jaugeage des navires.
3. Salaires et successions des marins décédés.

4. Assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts.
  5. Droit des étrangers d'acquérir et de posséder des biens.
  6. Protection ouvrière internationale des travailleurs.
  7. Moyens de prévenir les collisions en mer.
  8. Protection des œuvres littéraires et artistiques.
  9. Régime des sociétés commerciales et industrielles.
  10. Systèmes monétaires; poids et mesures.
  11. Assistance gratuite réciproque des malades indigents.
  12. Règlements sanitaires.
  13. Règlements concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.
  14. Droit international privé.
  15. Procédure civile ou commerciale.
- B) Les réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

## ARTICLE 16B.

Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage obligatoire sous des conditions spéciales qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure resteront en vigueur.

## ARTICLE 16C.

L'article 16A ne s'applique pas aux contestations conventionnelles relatives à la jouissance et à l'exercice de droits extraterritoriaux.

## Annexe 33.

PROPOSITION DU SECOND SOUS-COMITÉ DE LA PREMIÈRE  
COMMISSION*Communication de son Excellence M. de Hammarskjöld.*

L'arbitrage obligatoire, écarté pour les conventions de commerce et de navigation, dont le domaine est trop vaste et trop complexe, pourrait être proposé pour l'interprétation :

Des tarifs de douane conventionnels;

Des clauses stipulant le droit des étrangers d'exercer la navigation commerciale d'une manière générale ou sous certaines restrictions;

Des clauses relatives aux taxes exigées des navires (droits de quai, de phare, de pilotage), aux charges et taxes de sauvetage imposées en cas d'avarie ou de naufrage;

Des clauses concernant le jaugeage des navires;



Des clauses stipulant l'assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts;

Des clauses relatives au droit des étrangers de se livrer au commerce ou à l'industrie, d'exercer des professions libérales, qu'il s'agisse d'une concession directe ou d'une assimilation aux nationaux;

Des clause stipulant le droit pour les étrangers d'acquérir et de posséder des biens.

---

#### Annexe 34.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION PORTUGAISE

#### *Amendement et additions à la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

(Nouvelle rédaction.)

#### NOUVEL ARTICLE, remplaçant l'article 16.

Les hautes puissances contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage les différends d'ordre juridique et, en premier lieu, ceux relatifs à l'interprétation des traités existant entre les puissances signataires, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique directe, à condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts essentiels ni l'indépendance des parties en litige.

#### ARTICLE 16A.

Il est bien entendu qu'il appartient exclusivement à chacune des puissances contractantes d'apprécier si un différend qui se sera produit met en cause ses intérêts essentiels ou son indépendance et, par conséquent, est de nature à être excepté de l'arbitrage.

#### ARTICLE 16B.

Les hautes parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les contestations concernant

A) L'interprétation et application des « stipulations conventionnelles » touchant les matières suivantes :

1. Tarifs de douane.
2. Taxes exigées des navires (droits de quai, de phare, de pilotage), charges et taxes de sauvetage imposées en cas d'avarie ou de naufrage.
3. Jaugeage des navires.
4. Assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts.

5. Droit des étrangers de se livrer au commerce ou à l'industrie, d'exercer des professions libérales, qu'il s'agisse d'une concession directe ou d'une assimilation aux nationaux.
6. Droit pour les étrangers d'acquérir et de posséder des biens.
7. Protection ouvrière internationale.
8. Moyens de prévenir les collisions en mer.
9. Protection des œuvres littéraires et artistiques.
10. Brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce et nom commercial.
11. Régime des sociétés commerciales ou industrielles.
12. Système monétaire; poids et mesures; questions géodésiques.
13. Assistance gratuite réciproque des malades indigents; conventions de rapatriement.
14. Emigration.
15. Règlements sanitaires.
16. Règlements concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires.
17. Droit international privé.
18. Procédure civile ou commerciale.

B) L'application au terrain des limites fixées par un traité en tant qu'il ne s'agit pas de territoires habités.

C) Les réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

D) Les dettes contractuelles.

---

#### Annexe 35.

#### *Note de son Excellence M. Asser, sur l'arbitrage international obligatoire.*

Il me semble résulter des discussions au sein du comité d'examen qu'il existe une divergence d'opinion entre les délégués par rapport à la nature même de l'arbitrage international qu'on propose de rendre obligatoire en certains cas.

Selon les uns, l'arbitrage international est destiné à être pour les différends entre les Etats ce que les tribunaux ordinaires sont pour les procès entre les particuliers. D'après cette conception, l'arbitrage international a pour mission d'appliquer le droit à un cas spécial qui a donné lieu à un litige entre deux ou plusieurs Etats. La sentence arbitrale peut avoir pour objet la condamnation du défendeur à accomplir ou à tolérer un certain acte, à payer une somme d'argent, etc., ou bien la détermination des frontières entre les Etats, ou tout autre règlement spécial à l'égard duquel un dissentiment a surgi.

S'il s'agit de l'interprétation d'une convention, cette interprétation est donnée par rapport à un cas spécial; si le même différend surgit plus tard dans un autre cas, les arbitres nouveaux seront libres de le décider selon leur conviction juridique. L'antécédent ne les lie pas, à moins qu'il n'y ait lieu d'invoquer l'exception *rei judicatæ* (voir le jugement arbitral dans l'affaire des « Fonds pieux de Californie »).

En d'autres mots, le tribunal arbitral, pas plus que les tribunaux nationaux, ne rend un jugement qui a force de loi pour l'avenir (arrêt de règlement).

Selon cette conception de l'arbitrage, il ne saurait être appliqué que dans les différends où les Etats mêmes sont parties litigeantes, et où il s'agit d'obtenir un jugement par rapport à leurs obligations réciproques ou à leurs droits comme Etats, découlant soit des traités, soit de quelque autre source de droit international.

Il importe donc de distinguer entre les stipulations conventionnelles par lesquelles un Etat s'engage à des prestations directes envers l'autre Etat ou ses ressortissants et celles par lesquelles il ne s'engage qu'à donner force de loi à certaines dispositions contenues dans la convention. A l'égard de ces dernières, l'Etat (ou son gouvernement) a rempli le devoir qui lui incombe en vertu du traité, aussitôt que la disposition dont il s'agit a obtenu force de loi de la manière prescrite par la constitution de l'Etat (soit par la ratification du traité même, après l'approbation parlementaire, où elle est requise, soit par l'insertion des dispositions conventionnelles dans une loi nationale).

L'interprétation de ces dispositions, devenues une partie intégrante de la législation nationale, est de la compétence des tribunaux nationaux.

Prenons, par exemple, un procès concernant une matière réglée par un traité de droit international privé.

A propos d'une action en divorce, le tribunal compétent, d'après la convention même, a interprété dans un certain sens une clause de la convention.

Dans un autre procès de divorce, le tribunal d'un autre Etat contractant a donné à la même clause une interprétation différente.

Il est clair que, dans l'ordre d'idées que je viens d'exposer, il n'y a pas de place ici pour l'arbitrage international. Une décision arbitrale ne saurait ôter sa force à une sentence du juge national par rapport à un cas spécial; et, comme il est dit, l'arbitrage ne saurait, dans le même ordre d'idées, être invoqué pour donner à la disposition dont il s'agit une interprétation officielle avec force de loi pour l'avenir.

D'après l'autre conception développée au sein du comité, l'arbitrage international a précisément pour but de légiférer pour l'avenir en ce sens — que les jugements sont considérés comme le complément des conventions mêmes. Rien alors ne s'oppose à invoquer l'arbitrage à propos d'un différend qui a donné lieu à un jugement, même en dernier ressort, de la juridiction nationale. Tout en respectant ce jugement à l'égard du cas spécial dont il s'agit, les arbitres, se mettant,

en quelque sorte, à la place des parties contractantes mêmes, complètent la convention par leur jugement, qui, en vérité, a la force d'un protocole additionnel.

Je ne méconnaiss nullement l'utilité d'une telle application de l'arbitrage international; je crois, notamment, que, pour les unions qui n'ont pas encore introduit l'arbitrage obligatoire, il constituerait un grand progrès.

Mais il me semble clair que là où il s'agit d'introduire pour la première fois dans le droit international l'arbitrage obligatoire mondial, sans la réserve relative aux intérêts vitaux et à l'honneur national, on devra se contenter d'un arbitrage selon la conception plus restreinte exposée ci-haut en premier lieu.

Ceci n'empêchera pas les Etats de conclure des conventions spéciales pour organiser l'arbitrage international d'une manière plus efficace et plus radicale. Quand il s'agira d'écarter les difficultés qui peuvent résulter de l'interprétation différente d'une même convention par les tribunaux des différents Etats contractants, ce sera notamment le nouveau tribunal permanent d'arbitrage qui pourra rendre des grands services comme Cour de cassation ou Cour régulatrice.

Il existe déjà un tribunal international destiné à assurer l'interprétation uniforme d'une convention; c'est la commission centrale pour la navigation du Rhin, établie par les actes de navigation de 1831 et 1868. Elle juge en dernier ressort les différends auxquels l'application des règlements communs concernant la navigation du Rhin peut donner lieu\*.

Pour revenir à la question relative à la nature de l'arbitrage obligatoire, à introduire par la convention, je crois que l'explication proposée par le sous-comité pour être insérée au procès-verbal écarterait tout doute à cet égard, surtout si l'on apportait une légère modification à la dernière partie de la phrase.

Au lieu de dire, « avec l'intention d'exclure de l'arbitrage obligatoire les conventions en question en tant qu'elles se réfèrent à des dispositions dont l'interprétation et l'application, en cas de litige, est de la compétence des tribunaux nationaux » (ce qui pourrait encore donner lieu à un malentendu), il serait peut-être préférable de dire, « avec l'intention d'exclure de l'arbitrage obligatoire les dispositions conventionnelles destinées à faire partie de la législation nationale, et dont, par conséquent, l'interprétation et l'application, en cas de litige, sont de la compétence des tribunaux nationaux ».

On a proposé d'indiquer ici que cette restriction ne concerne que les litiges entre des particuliers, mais un tel amendement ne me semble pas recommandable, puisque les dispositions conventionnelles dont il s'agit peuvent aussi avoir un caractère pénal. Dans ce cas, il n'est pas question d'un litige entre des particuliers.

Je me permets de faire observer, en terminant, que, dans cette note, je n'ai fait que développer mon opinion personnelle.

---

(\*) Seulement, ce qui diminue la valeur de l'institution, c'est la disposition assez étrange, d'après laquelle la partie qui a succombé en première instance a le droit de choisir comme juge d'appel soit la Cour nationale compétente, soit la commission centrale.



## Annexe 36.

## AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION HELLÉNIQUE

*Arbitrage obligatoire.*

Toute restriction ou réserve, qu'une des puissances signataires ajouterait au sujet des matières pour lesquelles elle déclare vouloir accepter l'arbitrage, pourra être invoquée vis-à-vis d'elle pour toute autre puissance même n'ayant pas fait dans sa notification de réserve ou de restriction au sujet des dites matières.

---

## Annexe 37.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Projet d'arbitrage obligatoire.*

(Nouvelle rédaction du 29 août 1907.)

## ARTICLE 1.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats contractants, qui viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à l'arbitrage, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

## ARTICLE 2.

Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

## ARTICLE 3.

Chacune des puissances signataires s'engage pour elle-même à ne pas se prévaloir des provisions de l'article précédent dans ceux des cas suivants qui seront énumérés dans sa ratification de cette convention, et qui seront également énumérés dans les ratifications de toute autre puissance avec laquelle des différends pourraient s'élever; et chacune des puissances signataires pourra étendre cet engagement à n'importe lequel ou à tous les cas énumérés dans sa ratification, à

toutes les autres puissances signataires, ou pourra le limiter à ceux qu'elle pourrait spécifier dans sa ratification.

1. Contestations concernant l'interprétation des stipulations conventionnelles relatives

- a) Aux tarifs de douane;
- b) Au jaugeage des navires;
- c) A l'assimilation des étrangers aux nationaux quant aux taxes et impôts;
- d) Aux droits des étrangers d'acquérir et de posséder des biens.

2. Contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions énumérées ci-dessous :

- a) Conventions relatives à la protection internationale des travailleurs;
- b) Conventions concernant les chemins de fer;
- c) Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer;
- d) Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques;
- e) Conventions concernant le régime des sociétés commerciales et industrielles;
- f) Conventions monétaires et métriques (poids et mesures); malades indigents;
- h) Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires;
- i) Conventions relatives aux matières du droit international privé;
- j) Conventions concernant la procédure civile ou pénale.

3. Contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

#### ARTICLE 4.

Dans chaque cas particulier, les puissances signataires établiront un acte spécial (compromis) conformément aux constitutions ou aux lois respectives des puissances signataires, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, la procédure et les détails à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral.

#### ARTICLE 5.

Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage obligatoire sous des conditions spéciales, qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure, resteront en vigueur.

#### ARTICLE 6.

Les stipulations de l'article 3 ne sauraient en aucun cas être invoquées s'il s'agit de l'interprétation ou de l'application de droits extra-territoriaux.

## ARTICLE 7.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

La ratification de chaque puissance signataire spécifiera les cas énumérés dans l'article 3 dans lesquels la puissance ratifiante ne se prévaudra pas des provisions de l'article 2; et elle spécifiera aussi avec laquelle des autres puissances l'engagement prévu par l'article 3 est fait relativement à chacun des cas spécifiés.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les puissances, qui ont été représentées à la conférence internationale de la paix à La Haye.

Une puissance signataire pourra, à n'importe quel moment, déposer des ratifications nouvelles comprenant des cas additionnels inclus dans l'article 3.

## ARTICLE 8.

Chacune des puissances signataires aura la faculté de dénoncer la convention. Cette dénonciation pourra être faite, soit de façon à impliquer le retrait total de la puissance dénonciatrice de la convention, soit de façon à ne produire ses effets qu'à l'égard d'une puissance désignée par la puissance dénonciatrice.

Cette dénonciation pourra également être faite relativement à l'un ou plusieurs des cas énumérés dans l'article 3.

La convention continuera à subsister pour autant qu'elle n'aura pas été dénoncée.

La dénonciation, soit totale, soit particulière, ne produira ses effets que six mois après que notification en aura été faite par écrit au gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes.

---

Annexe 38.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'AUTRICHE-HONGRIE

*Résolution relative à l'arbitrage obligatoire.*

Nous voilà réunis aujourd'hui pour la sixième fois en comité d'examen en vue de discuter la question de l'arbitrage obligatoire, question qui plus que toute autre agite nos esprits et qui, entre toutes, me semble en vérité être la seule qui, pourvu qu'elle trouve une solution tant soit peu satisfaisante, pût imprimer à l'assemblée dont nous faisons partie le vrai caractère d'une conférence de la paix. Aussi en consacrant, comme nous l'avons fait, de longues heures à l'étude de ce problème, nous n'avons certes pas gaspillé notre temps et nos efforts n'ont pas été peine perdue.

L'énergie que nous avons mise à bien pénétrer la matière, le soin

que nous avons pris à en envisager tous les côtés, le haut niveau auquel a été porté l'échange de vues auquel nous nous sommes livrés à cet égard, tout cela nous a permis de nous rendre un compte bien exact de la nature et de la portée du problème qui nous occupe.

Si notre éminent président a fait l'éloge de ces débats en disant qu'il y avait à les entendre un vrai plaisir intellectuel, j'abonde, pour ma part, dans ce sens. Notre président a très justement constaté en outre que cette discussion a, en quelque sorte et dans une certaine mesure, fourni, dès maintenant, des résultats positifs. Car je crois pouvoir appeler de ce nom la constatation de l'intention bien arrêtée de la plupart de nos collègues d'accepter le principe de l'arbitrage obligatoire. J'appellerai de même « résultat positif » la conviction que nous avons pu puiser dans ces mêmes débats que, seules certaines catégories de traités internationaux ou certaines parties de ces traités sont, au cas d'une divergence d'opinions, susceptibles d'être soumises, à titre obligatoire, à une procédure arbitrale. Enfin nous pouvons considérer comme un fruit de notre travail le fait même que nous avons pu reconnaître les difficultés, tant d'ordre juridique que notamment technique, qui s'opposent à ce que la conférence statue elle-même sur le choix des matières pouvant faire, sans plus de restriction, l'objet d'une stipulation d'arbitrage obligatoire.

C'est précisément sur ce dernier point que je voudrais mieux encore m'expliquer.

A cet effet, je tiens, avant tout, à m'arrêter un moment à une question qui, de prime abord, peut paraître simplement une question de forme, de rédaction, mais qui, considérée de plus près, touche bien à l'essence des choses, et me semble, sous plus d'un point, tirer à conséquence.

En envisageant les matières susceptibles ou non de faire l'objet d'une convention d'arbitrage, nous sommes unanimes à les diviser en deux grands groupes : les différends d'ordre politique qui échappent nécessairement à une clause compromissoire générale, et les litiges d'ordre juridique dont la nature, au contraire, ne s'oppose nullement à un recours à l'arbitrage.

Or, parmi ces derniers, nous avons l'habitude de distinguer en quelque sorte les litiges en dehors du droit conventionnel (questions juridiques), et ceux qui concernent l'interprétation ou l'application des traités internationaux. Cette distinction usuelle, j'en conviens, et qui a passé aussi dans le projet présenté par la délégation du Portugal, ne me semble, cependant, guère exacte, ou tout au moins incomplète, et c'est précisément en parcourant la liste des traités et conventions qui, d'après la proposition portugaise, devraient être soumis sans réserve à l'arbitrage obligatoire, que l'on conçoit aisément que les contestations pouvant surgir de ces accords internationaux, revêtiront dans la plupart des cas un caractère non pas juridique, mais presque exclusivement technique.

Trois conséquences me semble découler de cette constatation :

1. La nécessité d'une rédaction plus précise.
2. L'incompétence, non pas au point de vue juridique, mais, si



j'ose m'exprimer ainsi, au point de vue technique de la Cour permanente d'arbitrage, tant de celle qui porte actuellement ce nom que de cette autre qu'on a l'intention de créer, pour statuer sur des contestations de nature essentiellement technique et exigeant, par conséquent, des connaissances et aptitudes tout à fait spéciales.

3. L'incompétence pour ces mêmes raisons de la conférence elle-même d'établir lesquelles des conventions énumérées dans le projet portugais, se prêteraient, en cas de contestation, soit dans leur ensemble, soit en partie, à un arbitrage obligatoire, sans parler du fait que la conférence n'aurait guère le temps nécessaire pour se livrer à une étude consciencieuse de cette matière si délicate.

N'allez pas croire, Messieurs, qu'en continuant mon argumentation, j'arriverai à dire : Eh bien, puisque la conférence manque de la compétence et de la faculté indispensables pour résoudre ce problème, qu'elle s'en retire !

Cette conclusion serait peut-être logique, mais il y en a une autre, qui, sans l'être moins, répond, je pense, beaucoup mieux à nos sentiments à tous.

Ce qui, à mon regard, dans les circonstances que je viens de signaler, se recommanderait le plus : c'est que la conférence prît une résolution qui pourrait s'inspirer des idées suivantes :

A la suite des délibérations auxquelles elle a procédé avec toute l'attention que le sujet mérite, la conférence croit pouvoir constater qu'il existe, dans des limites qu'il s'agit de fixer d'une manière claire et nette, certaines matières qui, au cas de contestation, peuvent, à titre obligatoire et sans réserve, être soumises à l'arbitrage. Ce moyen de solution semble précisément se recommander pour les différends nés d'une divergence d'opinions quant à l'interprétation ou à l'application de certaines conventions — ou parties de conventions — internationales qu'il y aurait lieu de prendre sur la liste figurant dans la proposition de la délégation de Portugal.

Or, les matières en question, revêtant pour leur majeure partie un caractère plus ou moins technique, on ne saurait guère se passer d'une étude préalable avant de déterminer celles des matières qui, le cas échéant, pourront à l'avenir être du domaine de l'arbitrage obligatoire. Il est évident que, pour procéder de cette manière en pleine connaissance de tous les détails dont il faudra ici tenir compte, la conférence manquerait de compétence ; une pareille tâche devrait, au contraire, être dévolue à des experts versés dans les affaires dont il s'agit.

Dans ces circonstances, la conférence remet aux gouvernements mêmes le soin de prendre en main ce travail préparatoire en vue d'arriver à une entente internationale consacrant dans les limites qu'ils auront jugées utiles, le principe préconisé par la conférence.

Pour mettre d'ailleurs en évidence combien il importe à la conférence de ne pas voir sa résolution rester lettre morte, mais de la voir, au contraire, mise en pratique le plus tôt possible, il y aurait peut-être lieu de fixer dans la résolution même pour l'étude par les gouvernements respectifs de la matière dont il s'agit, un certain délai

après lequel les puissances devraient, par l'intermédiaire du gouvernement royal des Pays-Bas, se mettre en contact les unes avec les autres afin d'acheminer la solution de ce problème.

J'ai tâché de formuler la résolution que je vous propose, et c'est avec toutes les réserves, quant au détail de la rédaction, que je me permets de soumettre à votre appréciation le texte que voici :

### *Résolution.*

Après avoir consciencieusement pesé la question de l'arbitrage, la conférence a fini par se convaincre que certaines matières rigoureusement déterminées étaient susceptibles d'être soumises à l'arbitrage obligatoire sans restriction aucune, et que c'est précisément les contestations ayant trait à l'interprétation ou à l'application de certaines conventions — ou parties de conventions — internationales, figurant parmi celles qui se prêtent tout particulièrement à ce moyen de solution.

La plupart des matières en question étant d'un caractère plus ou moins technique, toute décision sur l'étendue et les conditions dans lesquelles l'institution d'un recours obligatoire à l'arbitrage pourrait y être introduite, doit cependant être précédée d'une étude qui, en tant qu'elle exige des connaissances et expériences toutes spéciales, échappe à la compétence de la conférence, et ne saurait être confiée qu'à des experts. La conférence invite donc les gouvernements à soumettre, après la clôture de la réunion de La Haye, la question de l'arbitrage obligatoire à un examen sérieux et à une étude approfondie. Cette étude devra être terminée....., à quelle époque les puissances représentées à la deuxième conférence de La Haye se notifieront réciproquement, par l'intermédiaire du gouvernement royal néerlandais, les matières dont elles sont prêtes à faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage obligatoire.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que le projet tel qu'il se présente à mes yeux ne pourrait être accepté que s'il réunissait les suffrages de la totalité ou presque totalité des délégués.

La résolution que je me permets de vous proposer garantirait l'application, dans une certaine mesure, de l'arbitrage obligatoire aux matières en question ; elle tiendrait en même temps compte des préoccupations très légitimes que la discussion de ce thème a éveillées dans l'esprit de beaucoup de nos collègues, et, en ordonnant une étude préalable du côté technique de la question, elle assurerait à la stipulation définitive le caractère d'une œuvre réfléchie et pratique.

---

### Annexe 39.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

*Nouveaux articles à ajouter à la convention du 29 juillet 1899.*

(Nouvelle rédaction de la proposition.)

#### ARTICLE 16.

Les différends d'ordre juridique et, en premier lieu, les questions d'interprétation des traités existant entre deux ou plusieurs des Etats

contractants, qui viendraient désormais à se produire entre eux, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à l'arbitrage, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur de l'un ou de l'autre des dits Etats, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts d'autres Etats ne participant pas au litige.

#### ARTICLE 16A.

Il appartiendra à chacune des puissances signataires d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou son honneur, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de d'arbitrage obligatoire.

#### ARTICLE 16B.

Les hautes puissances contractantes reconnaissent que, pour certaines des contestations visées à l'article 16, il y a lieu de renoncer à se prévaloir des réserves qui y sont formulées.

#### ARTICLE 16C.

Dans cet ordre d'idées elles conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives aux matières suivantes :

1. ....
2. ....
3. ....
4. ....

Etc., etc., etc.

#### ARTICLE 16D.

Les hautes parties contractantes décident en outre d'annexer à la présente convention un protocole énumérant :

1. Les autres matières qui leur paraissent actuellement susceptibles de faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage sans réserve.
2. Les puissances qui, dès à présent, contractent entre elle et sous condition de réciprocité cet engagement pour toutes ou partie de ces matières.

#### ARTICLE 16E.

Il est entendu que les sentences arbitrales n'auront jamais qu'une valeur interprétative, sans aucun effet rétroactif sur les décisions judiciaires antérieures.

#### ARTICLE 16F.

Il est entendu que les stipulations visant un arbitrage obligatoire sous des conditions spéciales qui figurent dans des traités déjà conclus ou à conclure resteront en vigueur.

## ARTICLE 16G.

L'article 16A ne s'applique pas aux contestations conventionnelles relatives à la jouissance et à l'exercice de droits extraterritoriaux.

---

## Annexe 40.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

*Protocole visé à l'article 16D de la proposition britannique relative à l'arbitrage obligatoire. (Annexe 39.)*

## ARTICLE 1.

Chaque puissance signataire du présent protocole accepte l'arbitrage sans réserve pour celles des matières énumérées au tableau ci-annexé, qui sont indiquées par la lettre « A » dans la colonne portant son nom. Elle déclare contracter cet engagement vis-à-vis de chacune des autres puissances signataires dont la réciprocité à cet égard est de la même manière signalée au tableau.

## ARTICLE 2.

Chaque puissance aura toujours la faculté de notifier son acceptation de telles matières énumérées au tableau pour lesquelles elle n'aura pas préalablement accepté l'arbitrage sans réserve. A cette fin, elle s'adressera au gouvernement des Pays-Bas, qui fera inscrire cette acceptation dans le tableau et communiquera aussitôt le tableau ainsi complété, en copie conforme, à toutes les puissances signataires.

## ARTICLE 3.

Deux ou plusieurs des puissances signataires, agissant d'un commun accord, pourront en outre s'adresser au gouvernement des Pays-Bas pour lui demander d'ajouter au tableau des matières additionnelles pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve. Ces matières additionnelles seront inscrites au tableau dont le texte corrigé sera aussitôt communiqué, en copie conforme, à toutes les puissances signataires.

## ARTICLE 4.

Les puissances non signataires sont admises à adhérer au présent protocole en notifiant au gouvernement des Pays-Bas les matières inscrites au tableau pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve.

---



## Annexe 41.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

*Protocole visé à l'article 16D de la proposition britannique relative  
l'arbitrage obligatoire. (Annexe 39.)*

(Nouvelle rédaction.)

## ARTICLE 1.

Chaque puissance signataire du présent protocole accepte l'arbitrage sans réserve pour les contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives à celles des matières énumérées au tableau ci-annexé, qui sont indiquées par la lettre « A » dans la colonne portant son nom. Elle déclare contracter cet engagement vis-à-vis de chacune des autres puissances signataires dont la réciprocité à cet égard est de la même manière signalée au tableau.

## ARTICLE 2.

Chaque puissance aura toujours la faculté de notifier son acceptation des matières qui sont énumérées au tableau et pour lesquelles elle n'aura pas préalablement accepté l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article précédent. A cette fin elle s'adressera au gouvernement des Pays-Bas, qui signalera cette acceptation au bureau international de La Haye. Après l'avoir inscrite au tableau visé à l'article précédent, le bureau international communiquera aussitôt la notification et le tableau ainsi complété, en copies conformes, aux gouvernements de toutes les puissances signataires.

## ARTICLE 3.

Deux ou plusieurs des puissances signataires, agissant d'un commun accord, pourront en outre s'adresser au gouvernement des Pays-Bas pour lui demander d'ajouter au tableau des matières additionnelles pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1.

L'inscription de ces matières additionnelles et la communication aux gouvernements des puissances signataires de la notification ainsi que du texte corrigé du tableau se feront de la manière prévue à l'article précédent.

## ARTICLE 4.

Les puissances non signataires sont admises à adhérer au présent protocole en notifiant au gouvernement des Pays-Bas les matières inscrites au tableau pour lesquelles elles sont prêtes à accepter l'arbitrage sans réserve dans les termes de l'article 1.

---

## Annexe 42.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'AUTRICHE-HONGRIE

*Résolution relative à l'arbitrage obligatoire.*

(Nouvelle rédaction.)

Après avoir consciencieusement pesé la question de l'arbitrage, la conférence a fini par se convaincre que certaines matières rigoureusement déterminées étaient susceptibles d'être soumises à l'arbitrage obligatoire sans restriction aucune, et que c'est précisément les contestations ayant trait à l'interprétation ou à l'application de certaines conventions — ou parties de conventions — internationales, figurant parmi celles qui se trouvent inscrites dans la proposition de la délégation de Portugal, qui se prêtent tout particulièrement à ce moyen de solution.

La plupart des matières en question étant d'un caractère plus ou moins technique, toute décision sur l'étendue et les conditions dans lesquelles l'institution d'un recours obligatoire à l'arbitrage pourrait y être introduite doit cependant être précédée d'une étude qui, en tant qu'elle exige des connaissances et expériences toutes spéciales, échappe à la compétence de la conférence, et ne saurait être confiée qu'à des experts. La conférence invite donc les gouvernements à soumettre, après la clôture de la réunion de La Haye, la question de l'application de l'arbitrage obligatoire à certaines conventions — ou partie de conventions — internationales à un examen sérieux et à une étude approfondie. Cette étude devra être terminée....., à quelle époque les puissances représentées à la deuxième conférence de La Haye se notifieront réciproquement, par l'intermédiaire du gouvernement royal néerlandais, les matières dont elles sont prêtes à faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage obligatoire.

## Annexe 43.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'ITALIE

*Amendement à l'article 16 de la convention du 29 juillet 1899.*

Les puissances signataires constatent que le principe de l'arbitrage obligatoire trouve son application dans les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques et qui concernent les questions d'ordre juridique, et, en premier lieu, dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales.

Elles s'engagent conséquemment à soumettre, aussitôt que possible, l'application de l'arbitrage obligatoire à une étude approfondie. Cette étude devra être terminée au 31 décembre 1908, à laquelle époque et même avant les puissances représentées à la deuxième conférence de La Haye se notifieront réciproquement, par l'intermédiaire du gouvernement royal néerlandais, les matières dont elles sont prêtes à faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage obligatoire.

## Annexe 44.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE SERBIE

*Amendement à la proposition britannique relative à l'arbitrage obligatoire.*

Lire l'article 16E comme suit : « Il est entendu que les sentences arbitrales, en tant qu'elles se rapportent aux questions rentrant dans la compétence de la justice nationale, n'auront qu'une valeur interprétative sans aucun effet rétroactif sur les décisions judiciaires antérieures.

## Annexe 45.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'AUTRICHE-HONGRIE

*Résolution relative à l'arbitrage obligatoire.*

(Nouvelle rédaction du 8 septembre 1907.)

Après avoir consciencieusement pesé la question de l'arbitrage, la conférence a fini par se convaincre que certaines matières rigoureusement déterminées étaient susceptibles d'être soumises à l'arbitrage obligatoire sans restriction aucune, et que c'est précisément les contestations ayant trait à ces matières, et notamment à l'interprétation ou à l'application de certaines conventions ou parties de conventions internationales, qui se prêtent tout particulièrement à ce moyen de solution.

La plupart des matières en question étant d'un caractère plus ou moins technique, toute décision sur l'étendue et les conditions dans lesquelles l'institution d'un recours obligatoire à l'arbitrage pourrait y être introduite doit cependant être précédée d'une étude qui, en tant qu'elle exige des connaissances et expériences toutes spéciales, échappe à la compétence de la Conférence, et ne saurait être confiée qu'à des experts. La conférence invite donc les gouvernements à soumettre, après la clôture de la réunion de La Haye, la question de l'application de l'arbitrage obligatoire à certaines conventions ou parties de conventions internationales à un examen sérieux et à une étude approfondie. Cette étude devra être terminée....., à quelle époque les puissances représentées à la deuxième conférence de La Haye se notifieront réciproquement, par l'intermédiaire du gouvernement royal néerlandais, les matières dont elles sont prêtes à faire l'objet d'une stipulation d'arbitrage obligatoire.

## Annexe 46.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE RUSSIE

A. — *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

## ARTICLE 16. (Ancien texte.)

Dans les questions juridiques, et, en premier lieu, dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, etc.

ARTICLE 17. (*Nouveau texte.*)

A raison de la grande difficulté de déterminer l'étendue et les conditions dans lesquelles le recours à l'arbitrage obligatoire pourrait être reconnu par le suffrage unanime des puissances et dans un traité universel, les puissances contractantes se bornent à consigner dans l'acte additionnel, annexé à la présente convention, les cas dignes d'être pris en considération selon la libre appréciation des gouvernements respectifs. Cet acte additionnel n'aura de force obligatoire que pour les puissances qui le signeront ou y adhéreront.

(Ensuite suivent les articles de l'ancienne convention de 1899, avec les modifications adoptées par la première commission.)

B. — *Acte additionnel à la convention.**Préambule.*

Considérant que l'article 16 (38) de la convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux constate l'accord des puissances signataires de cet acte, que dans les questions juridiques, et en premier lieu dans les questions d'interprétation et d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques ;

Considérant que dans les différends d'ordre juridique qui, d'après la libre appréciation des puissances contractantes, ne mettent nullement en cause ni leurs intérêts vitaux, ni leur indépendance ou l'honneur, l'arbitrage devrait être obligatoirement admis ;

Considérant l'utilité d'indiquer dorénavant les cas de conflits dans lesquels les réserves susmentionnées ne sont pas admissibles ;

Les puissances signataires de cet acte additionnel sont tombées d'accord sur les dispositions suivantes :

ARTICLE 1. (*Article 16D.*)

Dans cet ordre d'idées elles conviennent de soumettre à l'arbitrage sans réserve les différends suivants :

1. Contestations concernant l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles relatives aux matières suivantes :

a), b), c), d), etc.

ARTICLE 2. (*Nouveau.*)

Les puissances signataires s'engagent à ratifier cet acte additionnel jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1909 et, dans l'acte de ratification, d'indiquer précisément les cas de différends pour lesquels elles acceptent l'arbitrage obligatoire.

## ARTICLE 3 et suivants.

(Texte voté des articles 16E, etc.)

---



## Annexe 47.

## PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE L'URUGUAY

*Projet de déclaration concernant un tribunal d'arbitrage obligatoire.*

Attendu que la paix et la justice n'ont pu être établies et se maintenir parmi les associations d'individus, dont se composent les nations, que par le droit que s'est attribué une partie de ces individus d'imposer ses bienfaits à l'ensemble;

Attendu que, de même, la justice et la paix ne triompheront et ne s'établiront d'une façon régulière et permanente dans l'association des nations, que lorsqu'une partie de celle-ci, suffisamment nombreuse et puissante, prenne la résolution, au profit de toutes, de se porter garante de la justice internationale, qui est la base de la paix;

Attendu qu'on peut espérer des progrès de la raison publique que, dans un temps pas trop lointain, sera possible cet accord de grandes et petites puissances, en nombre assez considérable pour ajouter le prestige indispensable du droit à celui nécessaire de la force, et qu'il convient en tout cas de signaler la bonne route;

Dans le désir de s'ajuster à la tradition des efforts que la diplomatie de son pays a réalisé de tout temps en faveur de l'adoption de l'arbitrage comme la seule et obligatoire solution des conflits entre les peuples, la délégation de la République Orientale de l'Uruguay présente à la considération de la deuxième conférence de la paix les quatre déclarations qui suivent :

1. Dès le moment où dix nations (dont la moitié ait au moins 25 millions d'habitants chacune) seront d'accord pour soumettre à l'arbitrage les différends qui puissent se présenter entre elles, elles auront le droit d'ajuster une alliance dans le but d'examiner les dissentiments et les conflits qui surgiront entre les autres pays, et d'intervenir quand elles le jugeront avantageux en faveur de la solution la plus juste.
  2. Les nations alliées pourront établir un tribunal d'arbitrage obligatoire à La Haye (si le royaume de Hollande faisait partie de l'alliance), ou dans une autre ville qui fût désignée au même but.
  3. L'alliance en faveur de l'arbitrage obligatoire n'interviendra que dans les cas de conflit international, et ne pourra s'immiscer dans les affaires internes d'aucun pays.
  4. Toutes les nations qui seront conformes avec le principe de l'arbitrage obligatoire auront le droit de s'incorporer à l'alliance destinée à supprimer les maux de la guerre.
-

**Propositions relatives à la limitation de l'emploi de la force  
pour le recouvrement des dettes contractuelles.**

---

**Annexe 48.**

**PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE CON-  
CERNANT LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE LA FORCE POUR LE  
RECOUVREMENT DES DETTES ORDINAIRES AVANT LEUR ORIGINE  
DANS DES CONTRATS**

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire, provenant de dettes contractuelles, réclamées comme dues aux sujets ou citoyens d'un pays par le gouvernement d'un autre pays, et afin de garantir que toutes les dettes contractuelles de cette nature qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par voie diplomatique seront soumises à l'arbitrage, il est convenu qu'un recours à aucune mesure coercitive impliquant l'emploi de forces militaires ou navales pour le recouvrement de telles dettes contractuelles ne pourra avoir lieu jusqu'à ce qu'une offre d'arbitrage n'ait été faite par le créancier et refusée ou laissée sans réponse par le débiteur, ou jusqu'à ce que l'arbitrage n'ait eu lieu et que l'Etat débiteur ait manqué à se conformer à la sentence rendue.

Il est de plus convenu que cet arbitrage sera conforme pour la procédure au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, adoptée à La Haye, et qu'il déterminera l'équité et le montant de la dette, le temps et mode de son règlement et la garantie, s'il y a lieu, à donner pendant tout délai dans le paiement.

---

**Annexe 49.**

**PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'HAÏTI**

La délégation d'Haïti demande la permission d'appeler la bienveillante attention de la deuxième conférence de la paix sur le point suivant de la convention d'arbitrage de 1899 :

*Réclamations pécuniaires.*

Emu des conflits dangereux pour la paix, provoqués, le plus souvent, par des réclamations qu'un examen impartial n'aurait pas manqué de réduire à leurs justes proportions, le congrès des républiques américaines de Mexico avait décidé de déférer à l'arbitrage toutes demandes pour dommages et pertes pécuniaires qui n'auraient pu être réglées par la voie diplomatique.

La délégation d'Haïti ne croit pas exagérer en affirmant ici que plus d'un regrettable malentendu entre l'ancien et le nouveau monde a eu sa source dans les réclamations présentées pour dommages et pertes pécuniaires. Et les solutions adoptées, pour justes qu'elles aient pu paraître à ceux qui y recouraient, ont, à cause des procédés employés très souvent, laissé des ressentiments peu faits pour établir l'harmonie sur des bases durables, ressentiments que l'on aurait pu éviter en demandant à l'arbitrage un règlement équitable. Dans ces sortes de différends, il y a, en effet, presque toujours des comptes à établir ou des chiffres à examiner. Et des juges impartiaux, en fixant le quantum des dommages éprouvés ou des pertes subies, ne provoqueraient aucune aigreur dans les cœurs de ceux qu'ils auraient condamnés. L'arbitrage semble donc tout indiqué pour le règlement de ce genre de difficultés.

En conséquence, la délégation d'Haïti propose de donner à l'article 16 la forme suivante :

#### ARTICLE 16.

Dans les questions d'interprétation ou d'application de conventions internationales, dans les questions d'ordre juridique, comme aussi dans les réclamations pour dommages et pertes pécuniaires, l'arbitrage est reconnu par les puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

---

#### Annexe 50.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE LA FORCE POUR LE RECOUVREMENT DES DETTES PUBLIQUES ORDINAIRES AYANT LEUR ORIGINE DANS DES CONTRATS

(Nouvelle rédaction.)

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire, provenant de dettes contractuelles réclamées au gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses sujets ou citoyens, et afin de garantir que toutes les dettes contractuelles de cette nature, qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par voie diplomatique, seront soumises à l'arbitrage, il est convenu qu'aucun recours à une mesure coercitive impliquant l'emploi de forces militaires ou navales pour le recouvrement de telles dettes contractuelles ne pourra avoir lieu jusqu'à ce qu'une offre d'arbitrage n'ait été faite par le réclamant et refusée ou laissée sans réponse par l'Etat débiteur, ou jusqu'à ce que l'arbitrage n'ait eu lieu et que l'Etat débiteur ait manqué à se conformer à la sentence rendue.

Il est de plus convenu que cet arbitrage sera conforme pour la procédure au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, adoptée à La Haye, et qu'il déterminera la justice et le montant de la dette, le temps et mode de son règlement et la garantie, s'il y a lieu, à donner pendant tout délai dans le paiement.

---

#### Annexe 51.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

*Amendement à la proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique sur l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes publiques.*

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés, toutes les réclamations d'une origine purement pécuniaire, soit qu'elles proviennent d'emprunts publics ou d'autres dettes contractuelles, ou bien de dommages et pertes, présentées par un gouvernement au nom de ses nationaux, seront soumis à l'arbitrage international chaque fois qu'elles n'auraient pu être réglées à l'amiable par voie diplomatique. Aucune mesure coercitive, impliquant l'emploi des forces militaires ou navales, ne sera prise contre l'Etat débiteur que dans le cas que celui-ci se refuse à accepter l'arbitrage proposé par l'Etat réclamarant ou à se soumettre à la sentence rendue par le tribunal arbitral.

Il est convenu que cet arbitrage déterminera l'équité et le montant des réclamations, le temps et le mode de leur règlement, se conformant, quant à la procédure, aux règles établies au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, adoptée à La Haye.

---

#### Annexe 52.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU CHILI

La délégation du Chili, inspirée par le désir de chercher des moyens de conciliation pour le règlement pacifique des désaccords qui surviennent le plus souvent dans le cours ordinaire des rapports internationaux, a l'honneur de soumettre à la considération de la conférence la proposition suivante :

Les parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage toute réclamation de sujets ou citoyens d'un Etat contre un autre Etat, dans le cas où les négociations par la voie diplomatique n'auraient pu aboutir à un accord satisfaisant, et quand ces réclamations seraient de caractère pécuniaire, procédant, soit de dommages et pertes pécu-



niaires, soit de l'infraction de contrats, dans lesquels les contractants eux-mêmes n'auraient pas arrêté l'autorité et la procédure auxquelles ils devraient faire appel pour résoudre les désaccords survenus.

Les parties contractantes s'engagent également à soumettre au tribunal de La Haye la résolution finale des questions ou difficultés mentionnées, dans le cas où elles ne croiraient pas préférable de se mettre d'accord pour la constitution d'un tribunal spécial pour la résolution de la question.

---

### Annexe 53.

#### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU PÉROU

##### *Amendement à la proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique pour le recouvrement des dettes publiques.*

Les principes établis dans cette proposition ne pourront pas s'appliquer à des réclamations ou différends provenant de contrats passés par le gouvernement d'un pays avec des sujets étrangers quand, dans ces contrats, il aura été expressément stipulé que ces réclamations ou différends devront être soumis aux juges et tribunaux du pays.

---

### Annexe 54.

#### DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS DE VÉNÉZUELA

La délégation des Etats-Unis de Vénézuéla a l'honneur de communiquer à la première sous-commission de la première commission les principes qu'elle se propose d'exposer au cours de la discussion sur les diverses propositions concernant des réclamations pécuniaires.

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire :

#### I.

Il est convenu que les différends provenant de réclamations des sujets ou citoyens d'un Etat contre un autre Etat pour infraction de contrats seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye quand les parties elles-mêmes n'auraient pas stipulé dans leur contrat que tout différend ou contestation sera réglée par devant les tribunaux et d'après les lois de l'Etat responsable.

#### II.

Il est convenu qu'on aura recours à la Cour permanente d'arbitrage dans les différends entre Etats au sujet de réclamations pour dom-

mages et pertes non provenant de contrats quand l'équité et le montant des réclamations n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique ni par devant les tribunaux de l'Etat responsable.

### III.

Il est convenu que les dites réclamations seront en tout cas réglées par des moyens pacifiques, sans aucun recours à des mesures coercitives impliquant l'emploi de forces militaires ou navales.

---

#### Annexe 55.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE ROUMANIE

La délégation de Roumanie a l'honneur de proposer, au nom du gouvernement royal, que la proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes publiques ne soit pas inséré comme un nouvel article dans la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux de 1899, mais fasse l'objet d'un accord spécial entre les puissances intéressées, sans connexité avec cette convention.

---

#### Annexe 56.

##### DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE DE SALVADOR

*Limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes publiques ordinaires, ayant leur origine dans des contrats.*

La délégation de la République de Salvador adhère à la proposition présentée par la délégation des Etats-Unis, avec les réserves suivantes :

1. Que pour les dettes provenant de contrats ordinaires entre Etats et particuliers, on n'aura recours à l'arbitrage que dans les cas de déni de justice, après que les juridictions du pays contractant auront été préalablement épuisées;

2. Que les emprunts publics constituant des dettes nationales ne pourront jamais donner lieu à des agressions militaires ni à une occupation matérielle du territoire des nations américaines.

---

## Annexe 57.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE  
DOMINICAINE

*Considérations sur la proposition américaine relativement à la dénomination « Dettes contractuelles », qui y est employée, présentées par M. Apolinar Tejera au comité d'examen de la première sous-commission de la première commission.*

La proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique déjà connue sous le titre de « Proposition du général Porter » et votée en principe dans la séance du 27 juillet, ne parle que des « dettes contractuelles ».

Cette expression serait-elle indicative d'une réclamation pécuniaire quelconque, provenant, soit d'un emprunt public, soit d'un autre contrat, ou serait-elle limitative aux réclamations qui auraient pour origine l'inexécution de tout contrat qui ne soit pas un emprunt public?

Dans la rubrique de la proposition nord-américaine, on lit : « Dettes publiques ordinaires, ayant leur origine dans des contrats. »

On sait que, dans le droit des gens, deux sortes très distinctes de réclamations pécuniaires entre les Etats, dérivées d'un contrat, peuvent exister : celles qui proviennent d'un emprunt public et celles qui découlent d'une convention concertée entre l'Etat et les particuliers.

Personne n'ignore non plus que, dans le premier cas, l'Etat exerce un acte de souveraineté, les emprunts publics étant, par conséquent, des contrats d'une nature spéciale, car ils ont besoin, pour leur forme et leur vitalité, de la sanction de la souveraineté de l'Etat. Dans l'autre cas, au contraire, l'Etat ne fait qu'un acte administratif ; le contrat qu'il conclut n'est que d'un caractère purement civil, et il assume, dans sa qualité de personne juridique, purement civile aussi, des responsabilités directes et immédiates envers l'autre partie, du moment qu'il manquerait aux stipulations convenues.

Cette distinction de doctrine une fois établie, les conséquences de l'un et de l'autre cas ne sont point identiques.

Quand l'Etat procède comme une entité souveraine, il ne tient qu'à lui de décider et de fixer ce qui correspond à l'emprunt public, avant et après son émission, comme un acte exclusif de sa souveraineté intérieure, sans qu'une autre souveraineté ait le droit de s'immiscer, sous aucun prétexte dans les résultats ultérieurs.

Cette thèse, très contestée encore aujourd'hui, est celle du Dr Drago, notre distingué collègue ; lui-même, il nous a déclaré dans le discours, si justement et si chaleureusement applaudi, qu'il a prononcé le 18 juillet, que celle-là était la doctrine de la République Argentine, doctrine qui exclut du continent américain les opérations militaires et les occupations territoriales qui auraient pour cause les emprunts d'Etat. Jusqu'à présent, ceci est plutôt un principe de politique militante que de droit international.

Mises de côté les réclamations qui proviendraient par conséquence d'un emprunt public, il reste celles qui pourraient se produire de tout autre contrat concerté entre l'Etat, agissant comme personne civile, et un particulier. Seraient donc celles-ci les dettes contractuelles que vise la proposition du général Porter?

Comme, en fait, les réclamations internationales, d'après leur provenance, sont toujours séparées, qu'il s'agisse d'emprunt public ou bien de contrats d'une autre espèce, l'amendement à la proposition du général Porter, que la délégation de la République Dominicaine a eu l'honneur de présenter, tend, comme son texte le montre, à classer les dites réclamations, pour la plus grande clarté et précision à ce sujet, afin d'éviter d'avance toute discussion ou toute interprétation qui pourraient se susciter dans la matière, le cas échéant.

Dans le système de l'amendement de la délégation de la République Dominicaine, qui a pour but d'éviter des conflits armés ayant une origine purement pécuniaire, quelle qu'en soit la cause, des emprunts publics, des dettes contractuelles ou des indemnisations pour dommages et pertes, si la réclamation exigée par l'Etat dont les ressortissants se croient lésés, ne peut être réglée par voie diplomatique, la question serait soumise à un tribunal d'arbitrage. La proposition du général Porter, dans sa formule énonciatrice, est moins explicite, ou elle paraît ainsi, nonobstant qu'il s'agit de questions si importantes et si graves. Tel que nous l'avons déjà dit, dans sa rubrique on parle de « dettes ordinaires ». Et dans sa minutieuse exposition du 16 juillet, il dit tout d'abord qu'il faut préciser, quoique ce soit très brièvement, le caractère et la portée de la proposition américaine, laquelle ne comprend que les réclamations fondées sur des contrats concertés entre un Etat et les particuliers d'un autre pays, et exclut toutes les réclamations qui proviendraient des dommages causés aux étrangers, par exemple, un emprisonnement injuste, les violences de la foule, des traitements inhumains, la confiscation des biens et les actes de flagrante injustice. On peut donc se demander si le général Porter, à l'égal du Dr Drago, admet qu'il n'y a pas lieu à des réclamations internationales quand un Etat suspend le service d'un emprunt public par des motifs que seul cet Etat, usant de sa souveraineté interne, peut apprécier? Ou bien, d'après le général Porter, les obligations créées par un emprunt, autant que celles provenant d'autres conventions, sont-elles d'une même nature juridique quant à la responsabilité de l'Etat et par conséquent, restent-elles comprises, les unes et les autres, indistinctement sous la dénomination générique de dettes contractuelles? Ou bien encore, le général Porter viserait-il uniquement les contrats de caractère privé que l'Etat conclut, dans sa qualité de personne civile, et la proposition américaine ne comprendrait pas les emprunts publics, ni les conséquences qui en découlent? Dans la communication faite à la commission par le général Porter, on parle des conditions onéreuses que le prêteur impose, ce qui montre que celui-ci a conscience du risque qu'il fait courir à son argent; du prix vil auquel on se procure les titres de l'Etat débiteur, malgré qu'on lui exige après le paiement intégral; de la disposition que montre certaine classe de gens à spéculer avec les nécessités d'un gou-



vernement faible et à court d'argent, comptant naturellement sur leur propre gouvernement pour assurer le complet succès de leur affaire; des aventuriers spéculateurs qui éveillent la tentation chez certains gouvernements en leur offrant de grands prêts d'argent, les menaçant après, pour s'emparer de leurs ressources, avec des actes qui outragent la souveraineté de l'Etat; et en cite aussi les déclarations de lord Palmerston, de lord Russell et de lord Salisbury, qui se rapportent à des opérations financières; et celles plus catégoriques de Hamilton, le remarquable homme d'Etat américain que Washington distinguait de sa personnelle estime, lesquelles sont ainsi conçues: « Les contrats entre une nation et les particuliers sont obligatoires selon la conscience du souverain, et ne peuvent point être l'objet de mesures coercitives, ni accorder aucun droit d'action contraire à sa volonté »; et enfin, la doctrine de Drago. Nonobstant ces considérations, les termes de la proposition américaine: « dettes contractuelles », sont indubitablement très vagues, quant à leur valeur juridique, sur le point de vue qu'on discute.

Cette matière étant très délicate et, encore plus, exposée à toute sorte d'interprétation, au détriment notoire et grave des petits Etats, la délégation de la République Dominicaine estime qu'il est indispensable de fixer le sens complet et net de la proposition qui va être érigée en règle de conduite internationale par la deuxième conférence de la paix, dans laquelle se sont assemblés les représentants de la plupart des peuples civilisés dans le but de poser la première pierre du droit des gens contemporain et futur, et d'empêcher par tous les moyens qui soient à leur portée les actes de force, toujours funestes et affreux. Travailler à outrance au profit de la paix du monde, telle est la véritable et humaine besogne de la conférence réunie pour préparer la paix du monde, remplaçant, comme l'a si bien dit le général Porter, la science sinistre de la destruction des hommes par les arts féconds de la concorde universelle.

---

#### Annexe 58.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU MEXIQUE

##### *Amendement à la proposition des Etats-Unis d'Amérique (Annexe 50).*

Ajouter après les mots « par voie diplomatique » les mots « lorsqu'elle procède selon les principes du droit international ».

---

#### Annexe 59.

##### PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE LA FORCE POUR LE RECOUVREMENT DES DETTES PUBLIQUES ORDINAIRES AYANT LEUR ORIGINE DANS DES CONTRATS

(Nouvelle rédaction du 29 août 1907.)

Dans le but d'éviter entre nations des conflits armés d'une origine purement pécuniaire, provenant de dettes contractuelles, réclamées au

gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses nationaux, les puissances signataires sont convenues de ne pas avoir recours à la force armée pour le recouvrement de telles dettes contractuelles.

Toutefois, cette stipulation ne pourra être appliquée quand l'Etat débiteur refuse ou laisse sans réponse une offre d'arbitrage, ou, en cas d'acceptation, rend impossible l'établissement du compromis, ou, après l'arbitrage, manque de se conformer à la sentence rendue.

Il est de plus convenu que l'arbitrage dont il s'agit sera conforme, pour la procédure, au chapitre III de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux adoptée à La Haye, et qu'il déterminera en tant que les parties n'en seraient pas convenues la justice et le montant de la dette, le temps et mode de son règlement.

---

#### Annexe 60.

#### COMMUNICATION DE LA DÉLÉGATION DU MEXIQUE

*Traité d'arbitrage pour le règlement des conflits provenant de réclamations pécuniaires, signé à Mexico, le 30 janvier 1902.*

Leurs Excellences le président de la République Argentine, celui de Bolivie, celui de Colombie, celui de Costa-Rica, celui de Chili, celui de la République Dominicaine, celui de l'Equateur, celui de Salvador, celui des Etats-Unis d'Amérique, celui de Guatémala, celui d'Haiti, celui de Honduras, celui des Etats-Unis Mexicains, celui de Nicaragua, celui de Paraguay, celui du Pérou et celui de l'Uruguay.

Désirant que leurs pays respectifs soient représentés à la seconde conférence internationale américaine, y ont envoyé, dûment autorisés pour approuver les recommandations, décisions, conventions et traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, MM. les délégués suivants :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvée en bonne et due forme, à l'exception de ceux exhibés par les représentants de leurs Excellences le président des Etats-Unis d'Amérique, celui du Nicaragua et celui du Paraguay, qui agissent *ad referendum*, ont convenu de conclure un traité pour soumettre à la décision des arbitres les réclamations de dommages pécuniaires, dans les termes suivants :

#### ARTICLE I.

Les hautes parties contractantes s'obligent à soumettre à l'arbitrage toutes les réclamations pour dommages et pertes pécuniaires, qui seraient présentées par leurs nationaux respectifs et qui ne pourraient être réglées à l'amiable, par la voie diplomatique, pourvu que les dites réclamations soient suffisamment importantes pour justifier les frais de l'arbitrage.

## ARTICLE 2.

En vertu de la faculté que reconnaît l'article 26 de la convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, les hautes parties contractantes conviennent de soumettre à la décision de la Cour permanente d'arbitrage que la dite convention établit, toutes les controverses qui font l'objet du présent traité, à moins que les deux parties ne préfèrent qu'il soit organisé une juridiction spéciale, conformément à l'article 21 de la convention précitée.

Dans les cas où elles s'adresseraient à la Cour permanente de La Haye, les hautes parties contractantes acceptent les préceptes de la convention précitée en ce qui a trait à l'organisation du tribunal arbitral, à la procédure à suivre et à l'obligation d'exécuter la sentence.

## ARTICLE 3.

Le présent traité ne sera obligatoire que pour les Etats qui auraient signé la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye le 29 juillet 1899, et pour ceux qui ratifieraient le protocole, adopté à l'unanimité par les républiques représentées à la seconde conférence internationale américaine, pour l'adhésion aux conventions de La Haye.

## ARTICLE 4.

Si, pour un motif quelconque, la Cour de La Haye ne s'ouvrirait pas à l'une ou à plusieurs des hautes parties contractantes, elles s'obligent à consigner dans un traité spécial les règles d'après lesquelles sera établi et fonctionnera le tribunal qui devra connaître des questions auxquelles se réfère l'article 1 du présent traité.

## ARTICLE 5.

Ce traité sera obligatoire, pour les Etats qui le ratifieraient, à compter de la date où cinq gouvernements signataires l'auront ratifié, et il restera en vigueur durant cinq ans. La ratification de ce traité par les Etats qui le signeraient sera transmise au gouvernement des Etats-Unis Mexicains, qui communiquera aux autres les notes de ratification qu'il recevrait.

En foi de quoi les plénipotentiaires et délégués signent le présent traité et y apposent le sceau de la seconde conférence internationale américaine.

Fait en la ville de Mexico, le 30 janvier 1902, en trois exemplaires, écrits, respectivement, en espagnol, anglais et français, lesquels seront déposés au ministère des affaires étrangères du gouvernement des Etats-Unis Mexicains, afin d'en faire des copies certifiées pour être envoyées par la voie diplomatique à chacun des Etats signataires.

Le 13 août 1906 fut signée à Rio-de-Janeiro, par les représentants de tous les Etats qui assistèrent à la troisième conférence internationale américaine, la convention qui prorogea jusqu'au 31 décembre 1912 le traité de Mexico. Dans cette même convention fut accordée aussi la suppression de l'article 3 du susdit traité.

---

Annexe 64.

**Documents par rapport à la Procédure de la Cour permanente  
d'Arbitrage, recueillis par le gouvernement Néerlandais**

---

*Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage,  
La Haye, le 14 octobre 1902.*

Monsieur le ministre,

Les soussignés, membres du tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité de Washington du 22 mai 1902, entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains, ont l'honneur d'adresser à votre Excellence, en qualité de président du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, cette note contenant quelques réflexions concernant la procédure à suivre devant la Cour permanente d'arbitrage. En même temps les soussignés expriment le désir que votre Excellence veuille bien communiquer cette note à tous les membres du conseil administratif en les priant de la soumettre à la bienveillante attention de leurs gouvernements.

La convention, signée à La Haye le 22 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux présente, sans aucun doute, une base juste et rationnelle pour la procédure à suivre devant un tribunal d'arbitrage international. Les deux grands Etats américains qui, en vertu du traité de Washington du 22 mai 1902, étaient tombés d'accord de faire la première application de la convention de La Haye concernant la procédure arbitrale pour juger leur conflits relativement au « Fonds pieux des Californies », pourraient constater que la marche du tribunal d'arbitrage, dont nous avons eu l'honneur d'être les membres, a été conforme aux stipulations de cet acte.

Le règlement de la procédure arbitrale, élaboré par la conférence de la paix, a donné une base solide et des règles pratiques pour la procédure du tribunal d'arbitrage entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains.

Toutefois, désirant contribuer de leurs faibles forces au développement progressif des arbitrages internationaux et prévenir dans l'avenir des difficultés possibles dans la mise en exécution du règlement de procédure arbitrale, sanctionné par la convention de La Haye, les



soussignés membres du premier tribunal d'arbitrage, qui a siégé à La Haye, se croient moralement obligés de soumettre à la bienveillante attention des gouvernements intéressés quelques points faciles à régler par des compromis futurs entre des Etats en litige. Les arbitres soussignés sont pénétrés du sentiment de leur devoir de contribuer à la meilleure interprétation et exécution de la convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux et de consolider la marche régulière des tribunaux d'arbitrage futurs qui seront constitués pour rétablir l'accord et la paix entre des nations.

Il est bien désirable qu'une jurisprudence s'établisse dans le domaine de l'arbitrage international, et il est à souhaiter que chaque tribunal d'arbitrage futur ajoute une pierre à l'édifice de l'arbitrage international, dont les fondements ont été posés par la conférence de La Haye de 1899.

Tels sont les motifs de notre démarche.

Les observations sur lesquelles nous prenons la liberté d'attirer l'attention des hauts gouvernements, par le gracieux intermédiaire de votre Excellence, sont les suivantes :

## I.

D'après l'article 22 de la convention de La Haye, le bureau international est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de la Cour permanente d'arbitrage. Les puissances signataires se sont engagées à communiquer au bureau international des copies certifiées de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant.

Il est évident que cette obligation existe surtout dans les cas où la Cour permanente d'arbitrage doit statuer sur un différend survenu entre des puissances signataires.

Cependant, la convention de La Haye ne précise nullement le mode à observer dans les cas où la Cour permanente d'arbitrage est appelée à juger.

En vue de cette circonstance, les soussignés émettent le vœu :

Que les puissances en litige qui sont tombées d'accord pour soumettre leur conflit à la Cour permanente d'arbitrage communiquent, immédiatement après la signature du compromis, au bureau international cet acte en le priant de prendre les mesures nécessaires pour l'installation du tribunal d'arbitrage ;

Que ces mêmes puissances, après le choix des arbitres, communiquent sans délai les noms de ceux-ci au bureau international ; et, enfin,

Que le bureau international, de son côté et sans délai, communique aux arbitres nommés par les puissances en litige, le compromis signé et les noms des membres du tribunal d'arbitrage déjà désignés.

## II.

En vertu des articles 32 et suivants, les arbitres nommés par les puissances en litige ont été obligés de choisir le surarbitre, qui, selon l'article 34, est de droit président du tribunal.

Ces stipulations pourraient provoquer des inconvénients qu'il serait utile de prévenir.

Le troisième ou cinquième membre du tribunal d'arbitrage choisi par ses collègues qui sont nommés directement par les puissances en litige, n'est pas toujours « surarbitre » dans le sens technique de ce mot. Il est, en premier lieu, le membre du tribunal d'arbitrage qui, par la confiance de ses collègues, est choisi comme leur collègue.

Toutefois, le cas pourrait se présenter où ce membre du tribunal d'arbitrage, choisi par ses collègues, refuserait catégoriquement de prendre la présidence du tribunal pour des motifs absolument personnels, mais parfaitement justifiés. Ce membre, choisi grâce à sa grande réputation comme jurisconsulte et à sa science profonde, serait éminemment utile comme membre du tribunal d'arbitrage. Mais en vue de son refus absolu de présider aux séances du tribunal, les autres membres déjà nommés doivent renoncer à leur choix, et priver de cette manière le tribunal des lumières d'un jurisconsulte ou homme d'Etat très distingué.

En considération de ces circonstances, les soussignés émettent le vœu :

Que les compromis futurs laissent aux membres du tribunal d'arbitrage plein pouvoir pour le choix du président du tribunal parmi eux ; et

Que la nomination du président du tribunal d'arbitrage ait lieu dans la première séance de tous les membres nommés ou choisis.

### III.

L'article 38 de la convention de La Haye laisse au tribunal d'arbitrage le choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Tout en reconnaissant la haute sagesse de cette stipulation, les soussignés croient nécessaires d'appeler l'attention des gouvernements en litige sur la nécessité de se mettre d'avance d'accord concernant les langues dans lesquelles ils désirent que les débats devant le tribunal devraient avoir lieu. Il est absolument nécessaire d'éclaircir ce point avant le commencement des travaux du tribunal, afin que le choix des agents et des conseils se fasse selon leur connaissance de la langue dans laquelle on plaidera devant les arbitres. La nécessité de traduire, à l'usage des conseils, des discours prononcés devant le tribunal, provoquera inévitablement une grande perte de temps. En vue de ces observations, il est désirable.

Que le choix des agents et conseils devant le tribunal d'arbitrage se fasse conformément au désir des puissances en litige concernant les langues à employer devant le tribunal ; et

Que les compromis futurs énoncent, sous ce rapport, le désir ou la décision des puissances contractantes.

### IV.

L'article 39 de la convention de La Haye stipule que la procédure arbitrale comprend, en règle générale, deux phases distinctes : l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, au tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause.

Cette distinction entre l'instruction et les débats est absolument justifiée et nécessaire. Cependant elle n'est réalisable qu'à la condition que les parties en litige l'observent en produisant tous les actes et documents avant le commencement des débats. En d'autres mots, l'instruction, en règle générale, doit être finie avant le commencement des débats devant le tribunal. Seulement, comme une exception rare et dûment légitimée, le tribunal pourrait encore, pendant les débats, admettre la production de nouveaux actes ou documents, sous les réserves émises dans les articles 40 et suivants de la convention de La Haye.

En considération de ces observations, les soussignés émettent le vœu :

Que la distinction des deux phases, savoir : l'instruction et les débats, soit observée aussi strictement que possible par les parties en litige ;

Qu'un terme plus long, s'il le faut, soit admis par les parties pour la communication, par l'intermédiaire du bureau international ou directement, aux membres du tribunal et, réciproquement, de tous actes et documents ;

Que le tribunal d'arbitrage, une fois réuni, puisse sans perte de temps procéder aux débats ; et

Qu'après la clôture des débats, c'est-à-dire dans le temps qui s'écoule entre la fin des débats et le moment de la prononciation de la sentence arbitrale, aucune communication de la part des parties en litige de nouveaux actes ou écrits ne saurait être admise.

## V.

La convention de La Haye a reconnu aux puissances en litige le droit de se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale (article 55). Cette demande doit être motivée par la découverte « d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence ». Le même tribunal d'arbitrage, qui a jugé la cause est aussi appelé à statuer sur le bien-fondé de la demande de revision. Enfin, le compromis doit déterminer le délai dans lequel la demande de revision est admissible.

Cette stipulation pourrait, dans la pratique, provoquer des inconvénients très graves.

Si le délai dans lequel la demande de revision est recevable est très court (comme celui qui a été stipulé dans le dit protocole de Washington du 22 mai 1902), il n'arrivera que fort rarement qu'un fait nouveau, donnant lieu à la revision, sera découvert en temps utile.

Si, au contraire, on stipule un délai assez long ou bien si l'on accorde le droit de demander toujours la revision, la force obliga-

toire de la sentence arbitrale restera longtemps ou toujours en suspens.

Ceci ne semble nullement désirable.

En effet, la sentence arbitrale provoquera presque toujours le mécontentement d'une des parties.

Si ce sentiment n'est pas apaisé dans le plus bref délai par la force de la chose jugée ou du fait accompli, le conflit entre les nations en litige pourrait prendre un caractère aigu menaçant pour la paix internationale.

C'est pourquoi les soussignés émettent le vœu :

Que, dans les compromis, on fasse le moins possible usage de la faculté accordée par l'article 55 de la convention de La Haye.

Tels sont, Monsieur le ministre, les quelques vœux et observations que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation, avec la respectueuse demande de les faire parvenir à toutes les puissances signataires de la convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de notre très haute considération.

(Signé) HENNING MATZEN.

EDWARD FRY.

MARTENS.

T. M. C. ASSER.

A. F. DE SAVORNIN LOHMANN.

Son Excellence M. le baron Melvil de Lynden, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, président du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage.

---

*Copie de la note du ministère impérial des affaires étrangères de Russie, qui se trouvait jointe à l'office de la légation impériale du 22 août 1903, n° 319.*

Le gouvernement impérial ne saurait que rendre justice à l'esprit dans lequel a été conçue la communication adressée, le 14 octobre 1902, à M. le président du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, par les éminents jurisconsultes ayant fait partie du tribunal arbitral chargé de prononcer sur le litige relatif aux fonds pieux des Californies entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains. En soumettant, par l'intermédiaire du président, aux membres du conseil administratif certains vœux relatifs au règlement de points de procédure des arbitrages futurs entre les divers Etats, les signataires de la dite communication, éclairés par l'expérience acquise au cours de l'affaire confiée à leurs soins, ont apporté des éléments précieux d'information qui méritent une attention toute particulière.



MM. les arbitres dans le litige américano-mexicain ont demandé qu'il fût tenu compte de leurs vœux dans les compromis futurs que les puissances concluraient entre elles en soumettant à l'arbitrage les différends qui pourraient se produire. C'est ainsi que s'établirait une jurisprudence constante après que chaque tribunal aurait « ajouté une pierre à l'édifice de l'arbitrage international dont les fondements ont été posés à la conférence de la paix ».

La convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux ne pose pas d'ailleurs, dans son article 20, les règles de procédure qu'elle stipule comme une condition absolue pour les arbitrages à venir ; elle admet que, par la voie des compromis à conclure entre les Etats pour la constitution des tribunaux arbitraux, soit fixé tout autre mode de procéder qui serait jugé le plus convenable pour les parties en cause.

Dans ces conditions, le gouvernement impérial, en émettant son opinion par rapport à chacun des points spéciaux de la communication dont il s'agit, ne peut que tenir compte naturellement de la latitude absolue qui appartiendra aux Etats devant conclure des compromis de ce genre, de se régler sur les considérations qui leur paraîtront comme les plus applicables à la matière.

Le vœu formulé dans le point I se rapporte à des mesures d'ordre constituant un développement de l'article 22 de la convention de La Haye ; il n'implique pas de modifications à la procédure établie par cette convention.

Le bureau international étant l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de la Cour permanente d'arbitrage, il est en effet désirable que celui-ci soit appelé à prendre, aussitôt que possible, les mesures nécessaires pour l'installation du tribunal ; à cet effet, il conviendrait que le texte du compromis signé entre les puissances résolues à soumettre le litige existant entre elles à la Cour permanente fût transmis immédiatement au bureau international. Il n'y aurait pas d'inconvénient non plus à ce que le nom des arbitres fût communiqué également au bureau international, lequel leur ferait parvenir le texte du compromis. Il va de soi que, suivant l'usage établi, et par déférence pour les savants jurisconsultes appelés à rendre la sentence arbitrale, les gouvernements qui les auraient nommés arbitres leur feraient part eux-mêmes de cette nomination.

Le point II implique, au contraire, une modification à la procédure d'arbitrage prévue par la convention de La Haye.

Les honorables arbitres dans le litige américano-mexicain ont émis le vœu que « les compromis futurs laissent aux membres du tribunal d'arbitrage plein pouvoir pour le choix du président du tribunal parmi eux, et que la nomination du président du tribunal d'arbitrage eût lieu dans la première séance de tous les membres nommés ou choisis ».

L'article 34 de la convention de La Haye stipule que « lorsque le tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président ». Cet article ne dit pas, il est vrai, expressément que le tribunal nomme son président parmi ses membres, mais il ne semble pas qu'il doive en être autrement, d'après le sens strict des articles 32,

34 et 35 de la convention. L'article 32 prévoit deux cas pour la constitution du tribunal : celui où l'accord s'est fait entre les parties pour le choix des arbitres, et celui où cet accord n'a pas eu lieu. Dans le premier cas, la fixation du nombre des arbitres est laissée à l'appréciation des parties; elles peuvent, soit les choisir parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage, soit les désigner à leur gré; mais ce sont elles qui les constituent.

Dans le second cas, c'est-à-dire si le tribunal n'a pas été constitué par un accord immédiat entre les parties, chacune d'elles nomme deux arbitres, et c'est alors seulement que ceux-ci choisissent un surarbitre, ou, à défaut d'entente entre elles à ce sujet, ce surarbitre est choisi par une ou plusieurs autres puissances invitées à mettre fin à ce désaccord. Le surarbitre est alors de droit président du tribunal. Le vœu exprimé dans le point II de la communication semble ne se rapporter qu'au second cas, puisque, pour le premier, il n'est pas question de surarbitre.

Tout en reconnaissant que le sens technique du mot « surarbitre » peut ne pas s'appliquer exactement à la nature des attributions du cinquième membre du tribunal qui a été ainsi choisi, cependant il y a lieu de considérer qu'on se serait trouvé dans le cas dont il s'agit en présence d'une divergence de vues entre les deux parties, assez marquée pour qu'il eût été nécessaire de recourir à un mode spécial de constituer le tribunal d'arbitrage; et c'est pourquoi l'article 34 a attribué cette situation prééminente au cinquième membre. Il serait possible toutefois que, pour des motifs personnels, ce cinquième membre ne consentît pas à accepter la présidence.

Bien que le vœu susmentionné tend à une dérogation à une des stipulations de la convention de La Haye, cependant, comme ladite convention n'a eu en vue que d'assurer toutes les facilités pour la solution des différends internationaux, et que d'ailleurs les compromis futurs entre les Etats peuvent établir les règles de procédure jugées les plus désirables, il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que ces compromis laissent également, dans le second cas visé par l'article 32, une latitude complète au tribunal pour nommer son président, si le membre choisi comme surarbitre ne consentait pas à prendre la présidence.

Le point III concerne le choix des langues dont aurait à faire usage le tribunal d'arbitrage et dont l'emploi serait autorisé devant lui.

En constatant que l'article 38 de la convention de La Haye abandonne au tribunal d'arbitrage lui-même le droit de choisir les langues dont il s'agit, les signataires de la communication expriment le vœu que les compromis futurs règlent chaque fois cette question.

Pour la même considération que celle énoncée ci-dessus, c'est-à-dire en vue de la nécessité de faire servir l'institution des tribunaux d'arbitrage à la solution la plus prompte et la plus pratique possible des différends internationaux, il est en effet désirable qu'aucune difficulté ne se présente par suite du fait que tel ou tel arbitre ou telle ou telle des personnes désignées pour prendre part aux travaux de l'arbitrage ne connaîtrait pas la langue dans laquelle auraient lieu les débats.

Lorsque le litige s'est produit entre deux Etats dans lesquels est usitée la même langue, on conçoit qu'il peut ne pas leur convenir d'adopter pour la procédure arbitrale une langue tierce, bien que, dans l'arbitrage de 1893 entre l'Angleterre et les Etats-Unis, ce soit en langue française qu'ait été rendue la sentence. Il dépendrait donc des puissances qui se trouveraient dans ce cas de stipuler dans le compromis conclu entre elles que la langue parlée par les populations réciproques serait employée pour la procédure, et manifestement, aussi ces puissances auraient la faculté de choisir comme arbitres des jurisconsultes connaissant la langue dont il s'agit.

Si le litige toutefois s'était produit entre deux puissances dont les populations parlent des langues différentes, la langue française, en vertu des précédents, semblerait la plus indiquée pour la procédure d'arbitrage, sauf entente contraire entre les parties. Mais, comme il ne serait pas possible de compter que toutes les personnes devant prendre part aux débats, du côté des Etats demandeurs ou de celui des Etats défendeurs, eussent une connaissance suffisante de la langue tierce adoptée, il y a lieu de prévoir que dans les arbitrages futurs l'institution de traducteurs-jurés près le tribunal pourra devenir nécessaire, et c'est à quoi le bureau international serait appelé à pourvoir, lorsqu'il aura été informé à l'avance de la signature du compromis, en vue des mesures d'installation à prendre, comme il est demandé dans la communication du 14 octobre 1902.

Dans le point IV, les jurisconsultes signataires de la communication susmentionnée demandent que la production de nouveaux actes et documents pendant la seconde phase de la procédure, c'est-à-dire pendant les débats, ne soit admise que comme une exception rare et dûment légitimée, et cela sous les réserves émises dans les articles 40 et suivants de la convention de La Haye. D'après l'article 42, une fois l'instruction close, le tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre. Cet article ne parle que de droit et non pas d'obligation, et l'article 43 précise davantage encore la latitude donnée sous ce rapport au tribunal, en stipulant que celui-ci est libre de prendre en considération ces actes ou documents et d'en requérir la production sous la seule réserve d'en donner communication à la partie adverse.

La demande des éminents jurisconsultes qu'il soit fait le moins possible usage de la latitude accordée à cet égard au tribunal ne vise pas une modification à introduire à la procédure établie par la convention de La Haye. Elle est un vœu qui s'adresse aux membres des tribunaux futurs et, à ce titre, le gouvernement impérial, tout en reconnaissant la valeur des considérations formulées dans la communication dont il s'agit, ne saurait perdre de vue que la procédure d'arbitrage doit avoir pour objet de faire le plus de lumière possible sur la cause en litige et que, par conséquent, c'est au tribunal même qu'il appartiendra de s'imposer, dans l'usage de ses droits, les restrictions qu'il jugera nécessaires.

Pour ce qui est du point V, concernant la revision des sentences

arbitrales, le gouvernement impérial est d'avis qu'il n'est pas désirable d'écarter la possibilité que ces sentences soient revisées. De même que toutes les autres sentences judiciaires, celles-ci restent toujours sujettes à erreur, et il se peut que la production d'un fait nouveau jette une lumière plus complète sur l'affaire en cause. Il appartiendra aux gouvernements qui seront dans le cas de conclure des compromis d'arbitrage de déterminer s'il leur convient de se réserver la possibilité d'une revision, et de fixer le délai dans lequel celle-ci pourrait avoir lieu.

*La Haye, le 22 février 1904.*

Monsieur le ministre,

Les soussignés, membre du tribunal d'arbitrage constitué en vertu des protocoles de Washington du 7 mai 1903, pour l'affaire vénézuélienne, se croient moralement obligés, après la clôture finale de cette affaire par le prononcé de la sentence arbitrale en séance publique du tribunal le 22 février 1904, d'adresser à votre Excellence cette note contenant quelques observations, provoquées par la marche de cet arbitrage. Etant profondément convaincus qu'une jurisprudence solide et rationnelle ne saurait s'établir dans la Cour permanente d'arbitrage que sur la base de l'expérience accumulée et dûment consignée, les soussignés ont l'honneur de prier votre Excellence de bien vouloir communiquer cette note à tous les membres du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, qui voudront bien, de leur côté, avoir l'obligeance de la soumettre à la bienveillante attention de leurs gouvernements. Il est désirable que les compromis futurs profitent de l'expérience faite, et tiennent compte des difficultés ou inconvénients qui se sont présentés dans l'exécution de la procédure arbitrale, établie par la convention de La Haye du 29 juillet 1899, et développée par des compromis déjà conclus.

Nous partageons complètement les observations et recommandations faites par nos honorables prédécesseurs MM. les arbitres dans l'affaire des « Fonds pieux des Californies » et soumises aux hauts gouvernements par la note du 14 octobre 1902, adressée à votre Excellence.

Les observations sur lesquelles nous prenons la liberté d'attirer la bienveillante attention des gouvernements signataires de la convention de La Haye de 1899, par le gracieux intermédiaire de votre Excellence, sont les suivantes :

## I.

MM. les arbitres dans l'affaire des « Fonds pieux des Californies » ont déjà attiré l'attention des gouvernements sur la nécessité que la distinction de deux phases de la procédure arbitrale, savoir : l'instruction et les débats, soit observée aussi strictement que possible par les parties en litige, afin que le tribunal arbitral, une fois réuni, puisse sans perte de temps procéder aux débats.

Les soussignés, en appuyant fortement cette recommandation, ont



l'honneur d'ajouter que, d'après leur conviction, les débats devant le tribunal gagneront sans aucun doute, relativement au fond et à la forme, si un laps de temps nécessaire s'est écoulé entre la fin de l'instruction et le commencement des plaidoiries dont la grande valeur pour l'éclaircissement approfondi de l'affaire en litige ne saurait être mise en doute. Les débats sont aussi indispensables que l'instruction écrite, savoir : l'échange réciproque des mémoires, actes ou documents, entre les parties en litige. Toutefois, il est à désirer que cet échange ait lieu avant la réunion du tribunal, dans des termes fixés par les puissances signataires du compromis.

Partant, les soussignés émettent le vœu :

Que l'instruction de l'affaire arbitrale soit achevée avant la réunion du tribunal compétent à la juger dans l'ordre et les délais fixés par le compromis ; et

Que l'interruption des débats par la nécessité d'un échange des mémoires, actes ou documents ne soit admise qu'en cas de force majeure et de circonstances absolument imprévues.

## II.

Les trois conseils du Vénézuéla, dans une note du 3 septembre 1903\*, adressée aux membres du conseil administratif, ainsi qu'aux membres du tribunal d'arbitrage, attirèrent leur sérieuse attention sur les inconvénients de la nomination des membres de la Cour permanente d'arbitrage comme délégués ou conseils auprès du tribunal d'arbitrage.

Les représentants du gouvernement vénézuélien présument que les relations personnelles existant entre les membres de la Cour permanente d'arbitrage pourraient avoir une certaine influence sur la marche et l'issue finale du procès. L'autorité scientifique d'un membre de la Cour permanente d'arbitrage pourrait lui créer une position prédominante dans les cas où il est chargé de représenter devant le tribunal d'arbitrage son gouvernement. De plus, comme le membre de la Cour permanente d'arbitrage qui représenterait dans une affaire son gouvernement en qualité d'agent, pourrait dans une autre cause agir comme arbitre, la crainte pourrait surgir que l'impartialité des arbitres et de la sentence à prononcer ne fût sérieusement compromise, parce que « celui qui était hier conseil et obtint une sentence favorable pourrait siéger aujourd'hui en qualité de juge et le juge d'hier paraît devant lui comme conseil ».

Telle est l'argumentation de la note vénézuélienne ci-annexée contre le choix par les gouvernements en litige de leurs agents, conseils ou avocats dans la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

Cette argumentation trouva un fort appui de la part du gouvernement de Sa Majesté Britannique. Sir Henry Howard, par une note du 30 septembre 1903\*, adressée à M. le secrétaire général de la Cour

---

(\*) Voir sub-annexe 1.

(\*) Voir sub-annexe 2.

permanente d'arbitrage, posa catégoriquement la question si les membres de la Cour permanente d'arbitrage pourraient être admis comme agents, conseils ou avocats devant un tribunal d'arbitrage. Le gouvernement britannique résolut sans hésitation cette question dans le sens négatif, ne pouvant point admettre que « les membres de la Cour permanente puissent continuellement être appelés à fonctionner comme juges à l'égard des intérêts de ceux qui étaient, dans un passé non lointain, leurs clients ou pourraient devenir leurs clients dans un avenir prochain ».

En vertu de ses instructions, le ministre d'Angleterre protesta formellement contre la nomination par le gouvernement de la République Française de M. Louis Renault, membre de la Cour permanente d'arbitrage, comme son agent auprès du tribunal d'arbitrage, constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903, signés à Washington. La protestation du gouvernement du Vénézuéla ne pouvait avoir en vue que le même cas.

Le gouvernement de la République Française n'accepta point ni les protestations ni l'argumentation des gouvernements britannique et vénézuélien. Par la note du 3 novembre 1903\*\*, il déclara catégoriquement que la désignation de M. Renault comme son agent devant le tribunal d'arbitrage « est conforme à son droit et que personne, surtout parmi les autres plaideurs, n'a qualité pour la contester ». Le gouvernement de la République Française affirma « en toute confiance qu'en désignant M. Louis Renault comme son agent qu'il n'a pas exercé seulement un droit absolu et qu'il ne s'est nullement écarté des intentions exprimées par ceux des négociateurs de la convention de La Haye qui auraient voulu, dans une certaine mesure, établir des incompatibilités ».

Les arbitres soussignés n'avaient aucune compétence pour trancher ce conflit d'opinions. Ils ont pris connaissance des notes ci-annexées, mais ils n'avaient aucun mandat pour prendre une décision dans cette question, vu que ni la convention de La Haye du 29 juillet 1899, ni les protocoles du 7 mai 1903, ne contiennent aucune prohibition aux parties en litige de faire librement leur choix pour la nomination des agents, conseils ou avocats. Au contraire, ils se croient obligés de constater qu'à la conférence de La Haye de 1899, Mr. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique, en soulevant la question des incompatibilités, rédigea lui-même sa proposition dans les termes suivants : « Aucun membre de la Cour permanente d'arbitrage ne pourra, pendant la durée de son mandat, accepter les fonctions d'agent, avocat ou conseil d'un gouvernement autre que le sien propre ou celui qui l'a nommé membre de la Cour. »\*

Enfin, pendant la discussion de l'article 8 de la convention de La Haye, les partisans de l'incompatibilité générale entre les fonctions de membres de la Cour permanente d'arbitrage et celle d'agent spécial ou avocat près cette Cour, ont fait spécialement exception « pour le cas où il s'agit, pour un membre de la Cour, de représenter comme avocat ou agent spécial le pays qui l'a nommé ».

---

(\*\*) Voir sub-annexe 3.

Dans ces conditions les soussignés, après avoir exposé impartialement l'état de la question soulevée, constatent le droit illimité des puissances en litige relativement aux choix de leurs agents, conseils ou avocats auprès des tribunaux d'arbitrage issus de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Ce n'est que par voie diplomatique, et en suite d'un nouvel accord formel, que ce droit pourrait être limité ou aboli.

Toutefois, les soussignés émettent l'opinion :

Que les puissances signataires de la convention de La Haye du 29 juillet 1899 prennent en sérieuse considération la question ci-dessus traitée, en tenant compte de la grande différence existant entre le cas où les fonctions d'agent, conseil ou avocat se cumulent avec les fonctions de membre de la Cour permanente d'arbitrage au bénéfice de l'Etat qui l'a nommé, et l'autre cas où ces fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat sont acceptées par un membre de la Cour permanente au profit d'un Etat étranger.

### ARTICLE 3.

En vertu de l'article 29 de la convention de La Haye, « les frais du bureau international de La Haye seront supportés par les puissances signataires dans la proportion établie pour le bureau international de l'union postale ». Les ressources qui, conformément à cet article, sont mises à la disposition du bureau international suffisent strictement pour couvrir les dépenses ordinaires du bureau et de son personnel. Mais il n'a aucun fonds de réserve pour faire face aux dépenses extraordinaires et non prévues dans son budget. Cependant chaque recours des puissances à la Cour permanente, afin de constituer un tribunal d'arbitrage, occasionne des dépenses imprévues.

L'article 57 de la convention de La Haye impose à chacune des parties en litige de supporter ses propres frais et une part égale des frais du tribunal. Ces frais de l'arbitrage sont réglés à la fin de la procédure arbitrale conformément à l'article ci-dessus ou bien en exécution de la sentence arbitrale prononcée.

Cependant il y a des dépenses — quelquefois même très considérables — qui s'imposent tant avant que pendant le procès, et pour lesquelles le bureau international qui, d'après l'article 22 de la convention, sert de greffe au tribunal d'arbitrage, ne dispose d'aucunes ressources.

Ainsi, la question de l'opportunité de publier régulièrement des comptes rendus sténographiés des plaidoiries s'est-elle présentée cette fois avec insistance, et les soussignés sont d'avis qu'il aurait été très désirable que les débats eussent été sténographiés en anglais et en français.

Certaines parties avaient, à la vérité, engagé des sténographes pour leur compte, et elles ont bien voulu faire part de ces rapports aux membres du tribunal, mais ces communications ont été forcément incomplètes et irrégulières.

Il est évident que cet état de choses est peu digne du tribunal d'arbitrage et très peu convenable pour les arbitres et même pour les parties intéressées.

En vue de ces considérations, les soussignés émettent le vœu :

Qu'avant la signature du compromis, par lequel le litige est référé au jugement du tribunal d'arbitrage, les puissances en litige fixent une certaine somme, qui sera immédiatement mise à la disposition du bureau international, pour couvrir les dépenses nécessitées par la marche de l'arbitrage.

Il est évident que cette somme devrait être incluse dans les frais du tribunal d'arbitrage, dont la répartition aura lieu en vertu du compromis ou de la convention de La Haye du 29 juillet 1899.

Tels sont, Monsieur le ministre, les quelques vœux et observations que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation, avec la respectueuse demande de les faire parvenir à toutes les puissances signataires de la convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de notre très haute considération.

(Signé) M. MOURAWIEFF.  
M. LAMMASCH.  
MARTENS.

A son Excellence M. le baron Melvil de Lynden, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, président du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye.

---

Sub-Annexe 1.

*The Hague, September 3, 1903.*

Gentlemen,

Our great anxiety to render any service in our power to the continued usefulness of the High Tribunal whose administrative business has been confided to your hands, and our conviction that usefulness is in great danger of being inadvertently imperilled, is our excuse for addressing to you this communication. As Venezuela has no diplomatic Representative at the Court of Her Majesty the Queen of the Netherlands, we are obliged to address this communication directly to you. If Venezuela were so represented, we should, of course, address you through the usual diplomatic channel.

Your Excellencies are well aware, without any representations from us, of the very great interest taken by all the American Republics in the Court for whose successful administration you have become responsible. While the South American Republics were not invited to attend Conference, they have acted with great promptness in availing themselves of the privilege the Powers afforded to them; and in



pursuance of their uniform political history since they attained their independence, they are, we feel very sure, extremely anxious that this Court should fulfil the high expectations entertained of it as a great International Cour of Arbitration and of Peace. To succeed in attaining that most desirable end, we beg to submit, with the greatest respect and deference, to your Excellencies that it will be necessary to preserve unimpaired the right of all independent nations, wishing to invoke the good offices of this High Court, to declare for themselves in what manner they are willing to avail themselves of such offices. It follows, therefore, that the stipulations into which they enter as between themselves, and which they make obligatory as to adhering parties, must be regarded as final and conclusive, and must consequently be duly respected.

It is not necessary that we should point out to your Excellencies how fatal it would be to the future usefulness of this Tribunal if, after the parties proposing to invoke its good offices have themselves defined the conditions upon which those offices are invoked, they find on arriving at The Hague that their stipulations have been disregarded. In saying this we, of course, disclaim the slightest intention to impute any want of good faith to anybody, and our only desire is to guard against such misadventure as might result from an insufficient attention to the provisions of Protocols submitting the cause for arbitration.

You will permit us the liberty of saying that, entertaining these views, we have been disappointed in not finding a strict observance of both the letter and the spirit of the provisions of the Protocols dated the 7th May, regulating the arbitration between Great Britain, Germany, and Italy and Venezuela.

These Protocols contain certain stipulations, without which it is due to frankness to declare the cause would not have been submitted to this Court.

The first of these which it as at present necessary to consider is the one offering to any creditor nation of Venezuela the privilege of joining in the arbitration. It is only necessary to read the language of the provision itself to see that no doubt whatever can arise as to the obligation of any creditor nation availing itself of that privilege to do so subject to the provisions of the Protocols themselves. It seems to us the orderly procedure would have been for the Secretary General to have recorded the names of the Representatives of the parties to the Protocols, and then have stated what other nations had adhered to the Protocols in accordance with their provisions in the order of time of such adherence — recording only the names of any Representatives of any nation which had so adhered.

The other provision in the Protocols, respect for which is equally indispensable, is that which declares « the proceedings shall be carried on in the English language ». There is not the slightest ambiguity about these words; but to our surprise the first step in the proceedings was the issuance of a formal notice to counsel in the French language. No doubt this was a mere inadvertence, and we have no

desire to lay any stress upon it, and what followed were probably also inadvertences, but they were none the less violations of this provision of the Protocols.

In requesting that respect be paid to this provision of the Protocols, we think we are asking what is unquestionably in the interest of the Tribunal committed to your care. The English language is prescribed in the Protocols as the official language of the proceedings; and surely, therefore, it becomes the duty of the International Bureau of the Tribunal, when such Protocols are filed with it, to respect their provisions in that regard. In saying this we are well aware that the 38th Article of the First Convention of The Hague Conference provided: « The Tribunal shall decide upon the choice of the language used by itself or to be authorized for use before it »; but that provision is a part of the third chapter on arbitral procedure, and is subject to the preceding 30th Article, which provides that, « With a view to encouraging the development of arbitration, the Signatory Powers have agreed upon the following rules, which shall be applicable to the arbitral procedure, unless the parties have agreed upon different Regulations »; and the whole chapter on arbitral procedure is subject to the preceding 20th Article, providing for the organization of the Court, which declares that, « with the object of facilitating immediate recourse to arbitration for international differences which could not be settled by diplomatic methods, the Signatory Powers undertake to organize a Permanent Court of Arbitration accessible at all times, and acting, unless otherwise stipulated by the parties, in accordance with the rules of procedure included in the present Convention ».

It will, therefore, be seen that the members of the Conference, in their anxiety, to induce parties to submit their disputes to this Court, not only once, but twice, emphatically, and in unmistakeable terms, invited the parties to such arbitration to regulate the procedure themselves.

It happened, however, that, notwithstanding this anxiety on the part of the members of the Conference, the parties to the first arbitration here did not avail themselves of their right to designate the language to be used in their Protocol, and all five of the distinguished Arbitrators in that cause united in earnestly advising that all future Protocols should determine the language to be used. They said: « The Undersigned deem it necessary to bring the attention of the Governments in litigation to the necessity of arriving at an agreement beforehand with regard to the language they may desire the discussions before the Court to take place in. It is absolutely necessary that the point be made clear prior to the commencement of the labour of the Tribunal, in order that the selection of the Agent and Counsel may be made with a view to their knowledge of the language in which the pleadings before Arbitrators are to be made. The necessity of translating for the use of the Counsel the speeches made before the Tribunal inevitably provokes a great loss of time. In view of these observations it is desirable.

That the choice of Agent and Counsel before the Arbitral Tribunal be made in conformity with the wishes of the Powers in litigation as to the language to be used before the Tribunal; and

That future Compromises shall state the desire or decision of the Contracting Powers in this regard.

When the present Protocols were being prepared the parties were confronted with that earnest recommendation, which had the unanimous concurrence of the eminent international Jurists then composing the Arbitral Tribunal : Mr. Henning Matzen, Sir Edward Fry, M. de Martens, M. Asser, and M. de Savornin Lohman.

In conformity with that unanimous recommendation on the part of those distinguished members of the Permanent Court, the Protocols now on file with the Secretary General were framed; and the Protocols clearly contemplated the appointment of Arbitrators whom the Counsel should address in the language that had been agreed upon by the parties, and Venezuela was governed by this consideration in the selection of her Counsel.

Your Excellencies will therefore appreciate that it is not in any narrow or exclusive spirit of with a desire to make the slightest technical objection that we feel constrained to invoke respect for that provision of the Protocols not only as our undoubted right, but also as a condition precedent to our usefulness as Counsel for Venezuela.

There is another grave matter of administration, which, as friends of the Permanent Court, and deeply interested in its future usefulness and success, we feel obliged to bring to your serious attention. It relates to the objections which inevitably arise to the appearance of members of the Permanent Court as Counsel at its Bar. Those objections seem to us so obvious as to require mere mention, and we content ourselves with alluding to only two of them. Such persons, owing to their presumed acquaintance with other members of the Tribunal in advance of its meeting and of their presumed fitness to express weighty opinions upon questions of international law, as attested by their appointment upon the Permanent Court might be supposed to possess certain advantages over Counsel not so situated, and this conviction might lead litigants to suppose that a proper protection of their interests required them to retain some member of the Court as Counsel in a given case. The second objection is even more serious — that suspicion might attach itself to the proceedings before the Court, and that a decision in favour of a member of the Court acting as Counsel in one instance might exert some weight when the gentleman who was Counsel yesterday and received a favourable decision is himself a Judge to-day, and the Judge of yesterday is appearing as Counsel before him.

While we are aware that it is not within your competence to decide this question, yet having in view the unmeasured importance of the subject to the prestige and high reputation of the Court, and the growing esteem for it among all civilized nations, we feel that you will agree with us that we are perfectly justified in entering this our solemn protest against permitting a practice which would assuredly impair the reputation of the Permanent Court for disinterestedness and impartiality.

We beg to repeat that we proffer these suggestions to your Excellencies in absolute loyalty to the spirit which prompted His Imperial Majesty the Emperor of Russia to request the assembling of The Hague Conference, and with an earnest desire to contribute whatever influence we may possess to the continued growth in usefulness in the world of the principle of international arbitration.

Respectfully yours,

(Signed) WAYNE MACVEAGH,  
HERBERT W. BOWEN,  
WILLIAM L. PENFIELD,  
*Counsel for Venezuela.*

To their Excellencies the Minister of Foreign Affairs of the Netherlands, *ex officio* President, and the Ministers of Germany, Austria-Hungary, Belgium, Denmark, Spain, United States of America, Mexico, France, Great Britain, Greece, Italy, Japan, Persia, Portugal, Roumania, Russia, Servia, Siam, Sweden, and Norway, *ex officio* members of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

---

Sud-Annexe 2.

*The Hague, September 30, 1903.*

Monsieur le Secrétaire Général,

With reference to your Excellency's letter of the 7th instant, communicating a list of the documents received by the International Bureau of the Court of Arbitration in regard to the Tribunal instituted by virtue of Agreements signed at Washington on the 7th May last by the Representatives of Great Britain, Germany, Italy, and Venezuela, I have the honour to acquaint you that the attention of His Majesty's Government has been drawn to the fact that M. Renault, who is one of the members of the Permanent Court, has been appointed to act as leading Counsel for the French Government in the arbitration now before the Court.

The question whether the members of the Court should be permitted to appear as advocates before the Tribunal is, in the opinion of His Majesty's Government, one of great and general importance. They concur in the opinion, which has already been expressed by the leading Venezuelan Counsel, Mr. MacVeagh, in his letter to the Administrative Council of the 3rd instant, that the practice is open to very great objection.

It appears to them of the utmost importance that the impartiality of the members of the Court, who may be called upon to act as Judges, should remain beyond all possibility of suspicion, and the force of the objections to their acting as Advocates is greatly increased by the fact that the number of possible litigants is limited, while the ques-



tions to be decided will constantly affect the interests of a large number or even of all these litigants. It follows that, unless precautions are taken to guard against such a contingency, members of the Court will continually find themselves called upon to deal as Judges with the interests of those who have been their clients in the not remote past, or may become their clients in the not remote future.

It will be remembered that this point was discussed at the Peace Conference, and that similar views were then expressed, but it was not thought advisable, at that time, to lay down a rule on the subject.

In the very first case, however, which came before The Hague Tribunal, namely, « the Pious Fund of the Californias », the Mexican Government appointed as their Advocate one of the members of the Permanent Court, and the Government of the United States subsequently adopted a similar course in the same case.

The precedent thus created and the fact that M. Renault proposes to act as Counsel on the present occasion make it, in the opinion of His Majesty's Government, desirable that the matter should now be reconsidered, and that formal objection to such a practice should be recorded on their part.

In accordance with the instructions of His Majesty's Government, I have therefore to make a formal protest against the appointment of a member of the Permanent Court to act as Counsel in the present arbitration.

I am at the same time instructed to state explicitly that this protest is recorded on purely general grounds, and that His Majesty's Government entertain the most implicit belief and confidence in M. Renault's personal fairness and impartiality, which indeed permits them with less hesitation to call attention to the matter at the present time.

I need hardly add how fully I desire to associate myself with the sentiments expressed by my Government in this regard.

While asking you to be kind enough to bring this communication to the knowledge of the Administrative Council and also of the Tribunal at the earliest opportunity, I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed.) HENRY HOWARD.

Son Excellence M. Ruysenaers, secrétaire général de  
la Cour permanente d'arbitrage.

### Sub-Annexe 3.

*La Haye, le 3 novembre 1903.*

Monsieur le Secrétaire général,

Je n'ai pas manqué de transmettre à mon gouvernement la lettre qui a été adressée, le 30 septembre dernier, à votre Excellence par

sir Henry Howard, pour être communiquée aux membres du conseil administratif de la Cour permanente, ainsi qu'aux membres du tribunal arbitral qui siège actuellement à La Haye. Dans cette lettre, M. le ministre de la Grande-Bretagne déclare que, conformément aux instructions de son gouvernement, il proteste contre la désignation d'un membre de la Cour d'arbitrage pour agir comme conseil dans le présent arbitrage.

Cette protestation a paru au gouvernement de la République comporter dès maintenant d'expresses réserves de sa part.

C'est après un examen attentif de la question que le gouvernement de la République a désigné M. Louis Renault pour le représenter devant le tribunal arbitral chargé de statuer sur le litige né à propos des réclamations contre le Vénézuéla. Il a estimé, et il estime encore, que cette désignation est conforme à son droit et que personne, surtout parmi les autres plaideurs, n'a qualité pour la contester.

D'après l'article 37 de la convention du 29 juillet 1899, « les parties ont le droit de nommer auprès du tribunal des délégués ou agents spéciaux avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le tribunal... Elles sont, en outre, autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal des avocats ou conseils nommés par elles à cet effet ».

Ce texte laisse aux parties la plus entière liberté quant au choix de délégués ou agents spéciaux, conseils ou avocats. Il n'établit aucune incompatibilité et, par suite, il y a lieu de se demander à quel titre une partie serait fondée à faire des observations sur la façon dont une autre partie a pourvu à la représentation de ses intérêts.

Il convient de remarquer aussi qu'une question d'incompatibilité avait été soulevée dans les discussions qui ont préparé la convention de 1899, et il n'est pas indifférent de connaître les vues qui avaient été énoncées à ce sujet.

D'après le rapport fait au nom du comité d'examen par le chevalier Descamps, sir Julian Pauncefote, M. Lammasch et Mr Holls ont estimé qu'il était important d'établir une incompatibilité générale entre les fonctions de membre de la Cour permanente et celles d'agent spécial ou d'avocat près cette Cour, « en faisant exception seulement pour le cas où il s'agit, pour un membre de la Cour, de représenter comme avocat ou agent spécial le pays qui l'a nommé ». (*Recueil des actes de la conférence de la Paix*, I, p. 133.) Ainsi, les membres du comité d'examen qui allaient le plus loin dans le sens de l'incompatibilité, et parmi lesquels figurait le premier délégué de la Grande-Bretagne, faisaient exception pour le cas où un membre de la Cour représenterait le pays même qui l'a nommé, ce qui est le cas de M. Louis Renault.

Dans le litige des « fonds pieux des Californies », jugé l'année dernière à La Haye, les deux parties, les Etats-Unis et le Mexique, ont pris comme conseils deux membres de la Cour d'arbitrage, MM. Bernaert et Descamps, qui n'étaient pas leurs nationaux. Aucune observation n'a été soulevée à ce sujet.

Le rapport de M. Descamps indique aussi, sur cette même question

d'incompatibilité, l'opinion du comité d'examen : « Le comité a exprimé l'avis qu'aucun membre de la Cour ne peut, durant l'exercice de ses fonctions comme membre d'un tribunal arbitral, accepter le mandat d'agent spécial ou d'avocat devant un autre tribunal arbitral. » Le comité supposait donc deux tribunaux d'arbitrage fonctionnant simultanément, et il pensait que le jurisconsulte qui figurerait comme juge dans l'un d'eux ne pourrait en même temps figurer comme agent ou avocat devant l'autre. Mais tel n'est pas le cas actuel, et d'ailleurs cet avis n'a pas été consacré par la conférence, puisque la convention ne contient aucune disposition relative aux incompatibilités.

Le gouvernement de la République peut donc affirmer en toute confiance qu'en désignant M. Louis Renault comme son agent, il n'a pas exercé seulement un droit absolu, mais qu'il ne s'est nullement écarté des intentions exprimées par ceux des négociateurs de la convention qui auraient voulu, dans une certaine mesure, établir des incompatibilités.

Il paraît résulter de la lettre de la légation britannique à La Haye qu'il serait, au sentiment du gouvernement anglais, désirable que la question ainsi soulevée fût réexaminée, c'est-à-dire sans doute soumise ultérieurement à l'appréciation des puissances signataires de la convention de 1899.

C'est reconnaître que, pour faire adopter les vues du gouvernement britannique, une révision de la convention serait nécessaire. Le gouvernement de la République, considérant, de son côté, que la question dont il s'agit ne saurait être soulevée que pour l'avenir et par la voie diplomatique, estime nécessaire de formuler aujourd'hui et expressément les présentes réserves en ce qui concerne la communication adressée le 30 septembre dernier par la légation britannique au secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage.

En vous priant de vouloir bien porter cette lettre à la connaissance du conseil administratif et du tribunal, je saisis cette occasion de renouveler à votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) SEGUR D'AGUESSEAU,

A son Excellence M. Ruysenaer, secrétaire général,  
de la Cour permanente d'arbitrage.

---

*Copie de la note du ministère impérial des affaires étrangères de Russie, qui se trouvait jointe à l'office de la légation impériale du 8 juin 1905, n° 269.*

Le mémoire, en date du 22 février 1904, présenté à son Excellence M. le baron Melvil de Lynden, président du conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, par MM. Mouravieff, Lammasch et de Martens, membres du tribunal d'arbitrage dans l'affaire vénézuélienne, pour être communiquée aux gouvernements des Etats si-

gnataires de la convention du 17 (29) juillet 1899, relative au règlement pacifique des conflits internationaux, n'a pas manqué d'attirer la plus sérieuse attention du gouvernement impérial.

En ce qui regarde les vœux émis dans le dit mémoire, en confirmation et développement du vœu précédemment formulé par MM. les arbitres dans l'affaire des Fonds pieux des Californies, à savoir que l'instruction des affaires soumises à la Cour soit achevée avant la réunion du tribunal compétent à la juger dans l'ordre et les délais fixés par le compromis, et que l'interruption des débats par la nécessité d'un échange des mémoires, actes ou documents ne soit admise qu'en cas de force majeure et de circonstances absolument imprévues, le gouvernement impérial ne peut que donner son assentiment à l'opinion exprimée par les éminents arbitres susmentionnés. Il est en effet désirable que la distinction des deux phases de la procédure arbitrale, c'est-à-dire l'instruction et les débats, soit observée aussi exactement que possible, et que, dans ce but, un laps de temps suffisant s'écoule entre la fin de l'instruction et le commencement des plaidoiries.

Pour ce qui est de la question de savoir si les membres de la Cour permanente d'arbitrage peuvent être nommés délégués ou conseils auprès d'un tribunal arbitral, le gouvernement impérial considère comme justifié le deuxième vœu exprimé par MM. Mouravieff, Lammasch et de Martens, et constate également que le droit des puissances en litige relativement au choix de leurs agents, conseils ou avocats auprès des dits tribunaux n'a été limité par aucune stipulation conventionnelle, mais qu'il y a lieu de tenir compte de la grande différence existant entre le cas où ces fonctions se cumulent avec celle de membre de la Cour permanente au bénéfice de l'Etat qui a nommé ces agents, conseils ou avocats, et l'autre cas où les dites fonctions seraient acceptées par un membre de la Cour au profit d'un Etat étranger.

Par rapport au troisième vœu formulé dans le mémoire dont il s'agit, et qui concerne la fixation d'une certaine somme qui serait mise à la disposition du bureau international par les puissances en litige pour couvrir les dépenses nécessitées par la marche de l'arbitrage, il y a lieu de relever que l'article 57 de la convention du 17 (29) juillet 1899 stipule que chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du tribunal. Il n'y aurait donc aucun inconvénient à ce que quelques-uns des frais de cette dernière catégorie fussent couverts à l'avance par une somme mise à la disposition du bureau international, notamment s'il était jugé nécessaire d'adjoindre au personnel du secrétariat des sténographes. Il semble toutefois que, dans le compromis conclu entre les parties relativement à la constitution d'un tribunal d'arbitrage, le montant de la dite somme ne devrait pas être stipulé et qu'il serait seulement convenu que celle-ci serait versée après que le bureau international aurait donné avis des prévisions de dépenses aux Etats litigants.

L'expérience acquise au cours de ces dernières années a montré que l'organisation prévue par la convention de La Haye pour donner aux comptes rendus des débats en séance toute ampleur désirable, a besoin de certains perfectionnements. A mesure que se développera parmi les Etats civilisés le recours à l'arbitrage comme à une insti-



tution éminemment bienfaisante pour le règlement pacifique des conflits internationaux, les difficultés pour la rédaction des comptes rendus ainsi que pour le choix de la langue dans laquelle pourront avoir lieu les débats ne manqueront pas de s'accroître. Le secrétaire général a des attributions très importantes en tant qu'il est placé à la tête du greffe de la Cour, et les obligations qui lui incombent à ce titre sont assez absorbantes pour ne pas le surcharger de tâches qu'il ne serait pas toujours en mesure de remplir en entier. On ne saurait demander au personnel du secrétariat, tel qu'il est constitué actuellement par le règlement concernant l'organisation du fonctionnement intérieur du bureau international, de connaître suffisamment toutes les langues qui seraient admises aux débats, comme aussi on ne pourrait lui demander à suffire à tout le travail très considérable que pourrait présenter la rédaction de comptes rendus très détaillés. C'est pourquoi il semble qu'il y ait lieu de se préoccuper dès à présent de mettre à la disposition des Etats pouvant s'adresser à l'avenir à la Cour internationale d'arbitrage pour la solution de leurs différends, un organisme plus complet qui répondrait à tous les besoins et qui permettrait aux tribunaux futurs d'avoir des secrétaires expérimentés possédant à fond les différentes langues, ainsi que des traducteurs jurés.

La sagesse des juristes éminents réunis à la conférence de La Haye a voulu que les fonctions de membres de la Cour fussent attribuées à des personnages continuant à résider dans leur pays, et ne devant se rendre à La Haye que lorsqu'ils y sont convoqués pour siéger à la Cour. Il semble que, de même, pourrait dépendre de la Cour un certain nombre de secrétaires et de traducteurs jurés, appartenant à différentes nationalités et ne résidant pas d'ordinaire à La Haye, mais ayant à s'y rendre s'ils y étaient appelés à faire partie du secrétariat d'un tribunal d'arbitrage.

L'article 28 de la convention du 17 (29) juillet 1899, spécifiant que le conseil administratif « a tout pouvoir quant à la nomination des fonctionnaires ou employés du bureau », le dit conseil pourrait dresser la liste de ces secrétaires, tout au moins au début pour les principales langues usitées, lesquels secrétaires seraient choisis parmi les personnes ayant déjà témoigné de leur compétence dans la rédaction de comptes rendus dans des matières de l'ordre auquel peuvent appartenir les litiges soumis à la Cour.

C'est sur cette liste que le président du tribunal, lequel, en vertu de la convention de La Haye (article 41) nomme les secrétaires chargés de rédiger les procès-verbaux, pourrait faire, d'accord avec le bureau international, en ce qui concerne le nombre et les personnes, un choix adapté aux conditions particulières de l'arbitrage et à la langue qui serait employée dans les débats. Les honoraires affectés aux secrétaires en question, comme aussi leurs frais de déplacement, et, si cela était jugé nécessaire, les dépenses découlant de l'adjonction de sténographes et de traducteurs jurés, pourraient être couverts par la somme que les Etats en litige auraient mise à la disposition du bureau international. Il appartiendrait à ce dernier de soumettre à l'avance aux Etats dont le différend serait porté devant la Cour, ses prévisions

au sujet du montant de la somme nécessaire, et de s'entendre avec le président du tribunal pour les dispositions à prendre. L'article 28 de la convention du 17 (29) juillet 1899 stipule d'ailleurs que le conseil administratif, lequel a sous sa direction et son contrôle le bureau international, fixe les traitements et salaires, et contrôle la dépense générale.

En suggérant cette combinaison, qui a pour objet de développer et de régulariser la pratique existante, en vertu de laquelle le secrétariat de la Cour a dû être complété dans les arbitrages précédents par des personnes n'appartenant pas au bureau international, le gouvernement impérial ne se propose pas d'insister particulièrement sur l'adoption du mode de procéder exposé ci-dessus. N'ayant en vue que d'assurer le bon fonctionnement de la juridiction internationale et considérant qu'il y a lieu de profiter de toutes les expériences acquises, il est prêt à adhérer à toute combinaison qui serait jugée la meilleure.

Le gouvernement impérial estime qu'il est hautement désirable que le conseil administratif soit appelé dès présent à s'occuper de cette question en prévision des cas d'arbitrage que pourraient provoquer, peut-être en assez grand nombre, les conventions conclues récemment par plusieurs États relativement au recours à ce mode de juridiction. Le conseil administratif pourrait être dans le cas de procéder à cet examen, en se prononçant au sujet des vœux émis par MM. Mouravieff, Lammasch et de Martens, comme aussi relativement aux vœux émis par les arbitres dans l'affaire des fonds pieux des Californies, et par rapport auxquels le gouvernement impérial a, en ce qui le concerne, déjà formulé antérieurement son avis. Il appartiendrait au conseil administratif, si ces considérations étaient adoptées, de compléter dans le sens susindiqué les dispositions du règlement concernant l'organisation du fonctionnement intérieur du bureau international, ainsi que le règlement d'ordre du conseil.

---



# NOTICE

SUR LA

## DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA HAYE

PAR

M. EDWIN MAXEY, D. C. L., L. L. D.,

PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC A L'UNIVERSITÉ D'URBANA

---

*La conférence qui a eu lieu à La Haye se distingue, à juste titre, de toute réunion analogue en ce qu'elle comprenait des représentants d'un plus grand nombre d'Etats, ayant des populations plus nombreuses, des territoires plus étendus et des intérêts plus considérables que n'en a compris toute autre assemblée précédente. En comparaison, les congrès de Westphalie, d'Utrecht, de Vienne, de Troppau, de Laybach, de Vérone, de Paris, de Genève, de Saint-Petersbourg et de Berlin n'étaient que des affaires d'intérêt local. Même la première conférence de La Haye, si étendue qu'elle fût, n'avait aucun représentant des deux continents américains. L'extension actuelle a eu ses avantages et aussi ses inconvénients. Au point de vue du nombre des mesures sur lesquelles un accord pouvait être obtenu, il était certainement désavantageux d'avoir des représentants de peuples qui différaient si notablement sur les principes politiques, économiques et juridiques. Mais, si nous considérons que les résultats d'une telle conférence ne doivent pas se juger seulement d'après le nombre et le caractère des accords obtenus, mais aussi d'après l'occasion qu'elle a fournie à des nations dont l'histoire et la vie diffèrent si notablement, à échanger leurs vues sur des questions qu'ils envisageaient différemment, le fait que tous les peuples étaient représentés à cette*



*conférence constitue, pour cette dernière, un caractère distinctif avantageux.*

*Bien des personnes disent pourtant de cette conférence qu'elle n'a eu aucune portée sérieuse. Cette conviction est même partagée par des personnes d'idées très opposées au sujet des résultats obtenus par cette conférence. Cette opinion peut, dans une grande mesure, s'expliquer par ce fait qu'il est difficile pour beaucoup de personnes de comprendre que succès et insuccès ne sont que des termes relatifs. Les partisans d'un plan donné sont enclins à penser que, s'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils espéraient, c'est comme s'ils n'avaient rien obtenu du tout. En ayant à l'esprit cette tendance de la nature humaine, on ne s'étonnera pas que beaucoup de personnes aient conclu que la récente conférence de La Haye n'ait pas eu de résultats sérieux. Ces personnes refusent de lui accorder une importance, parce qu'elle a refusé d'admettre certains projets qui, dans leur esprit, semblaient suffisants pour ouvrir une ère de paix universelle. Pour des personnes d'une tournure d'esprit toute différente, la conférence semble n'avoir pas eu d'importance à cause de leur conviction que, quoi qu'elle fît, son action n'avait pas d'effet pratique. Pour de telles personnes, la conférence était, dès son début, destinée à l'insuccès. Avant d'exprimer une opinion sur ces deux points de vue extrêmes et également non justifiés, examinons ce que la conférence a réellement fait.*

*La conférence a adopté, à l'unanimité, une résolution ayant pour objet de généraliser l'application des règles de la convention de Genève à la guerre sur terre, et d'appliquer les principes de ces règles à la guerre maritime.*

*Il y a des gens qui croient que la guerre devrait être rendue aussi terrible que possible, afin de hâter sa disparition. De là, pour ceux qui croient que l'humanisation de la guerre n'est pas chose désirable, l'action de la conférence relativement aux règles de la guerre terrestre et maritime sera considérée comme inutile ou malfaisante. Mais les faits de l'histoire ne permettent plus d'accepter cette théorie, pas plus que celle qui soutient que le lynchage ou des peines légales atroces diminuent la criminalité. Les défenseurs de cette théorie feront bien de considérer si les atrocités de la guerre telles qu'elles furent pratiquées pendant la période qui a précédé la réforme des règles du droit des gens par Grotius, rendaient ou non les guerres moins fréquentes. Toute cruauté envers les hommes est impropre à diminuer le crime ou la guerre. L'éloignement des pratiques barbares autorise plutôt l'espoir que l'humanité approche de la période où la guerre sera rendue impossible qu'un mouvement dans un sens opposé ou la détermination de maintenir le « statu quo ».*

*La résolution prise en faveur de l'observation d'une plus stricte neutralité, quoiqu'elle n'ait pas rencontré l'approbation unanime des délégués, constitue un progrès réel. Le principe de l'inviolabilité d'un territoire neutre, quoi qu'il ne soit pas nouveau, est un principe qui avait besoin d'être souligné et la consécration qu'il y a reçu tendra à le fortifier. La reconnaissance de ce principe par la grande majorité des nations empêchera que les violations de territoire par le Japon en Corée et par la Russie en Chine ne soient considérées comme un fait légal et une preuve que le principe en question aurait été abandonné par un grand nombre d'Etats. Conformément à ce principe, il est interdit aux belligérants d'installer des sections radio-télégraphiques sur un territoire neutre. Cela avait pour but de montrer clairement que la pratique de la Russie à cet égard, pendant sa guerre avec le Japon, serait dorénavant considérée comme illégale. La conférence a réédité la règle que le devoir des neutres est d'empêcher aux soldats de l'un ou de l'autre des belligérants de traverser leur territoire. Ceci ne s'applique pas aux personnes qui ne font pas partie d'une force organisée. Quand des soldats de l'un ou de l'autre des belligérants seront trouvés par un neutre sur son territoire, il a le devoir de les interner aussi loin que possible du théâtre des hostilités, de les nourrir, de les vêtir et de leur fournir un abri convenable, les frais devant être payés par le belligérant à la fin de la guerre. Quoique ce ne soit pas une doctrine nouvelle, il n'était nullement inutile de l'affirmer à nouveau.*

*D'un intérêt plus pratique encore a été l'action de la conférence relative aux devoirs des neutres en ce qui concerne les franchises que les ports neutres peuvent accorder aux vaisseaux belligérants. La Grande-Bretagne était disposée à réduire les franchises de ces vaisseaux à un minimum. La vue opposée, c'est-à-dire une vue libérale en opposition à une interprétation stricte des devoirs des neutres, fut adoptée par la Russie et l'Allemagne. On arriva à un compromis en reconnaissant la règle des vingt-quatre heures, avec de légères modifications. Cette règle et celles relatives au ravitaillement en charbon et en vivres s'appliqueront seulement « à défaut d'autres dispositions spéciales dans la législation de l'Etat neutre ». Si nous rappelons l'approvisionnement des stations de charbon possédées par la Grande-Bretagne et l'absence de ces stations du côté de l'Allemagne et de la Russie, la répartition des votes en ce qui concerne cette proposition se comprendra facilement.*

*La conférence ne réussit pas à s'entendre sur la proposition américaine d'abolir la prise de toute propriété privée sur mer, la contrebande exceptée. La controverse sur cette proposition dure maintenant depuis plus d'un demi-siècle. Depuis l'époque où elle fut soulevée par*

le secrétaire Marey, sous forme de contre-proposition, à la demande tendant à ce que les Etats-Unis participassent à la signature de la Déclaration de Paris, son adversaire le plus vigoureux et le plus déterminé a été la Grande-Bretagne. A la conférence, l'opposition de celle-ci a pris une tournure assez curieuse. En réponse à la proposition américaine, la Grande-Bretagne soumit la sensationnelle contre-proposition que le principe de la contrebande de guerre fût entièrement aboli, libérant ainsi le commerce neutre, d'une façon complète, de l'intervention des belligérants, excepté dans le cas de blocus effectif. Peu de personnes croiront que cette contre-proposition fut faite avec quelque espoir dans son adoption par la conférence. C'était un artifice adroitement conçu pour faire échouer la proposition américaine, ce qui arriva, en effet. Le vote sur la proposition américaine, dans la 4<sup>e</sup> Commission, donna 21 voix pour et 11 contre, mais ce n'était pas une majorité suffisante pour qu'on put dire que le principe avait été adopté comme partie intégrante du droit international. C'est pourtant le plus fort appui qu'il ait jamais encore reçu. Parmi les Etats qui y étaient favorables, on comptait l'Allemagne, la Russie et la France. Plusieurs des petits Etats représentés dans la 4<sup>e</sup> Commission votèrent avec la Grande-Bretagne en faveur de la proposition plus radicale qu'on voulait lui substituer. Aucune des deux propositions ne vint devant la conférence siégeant en assemblée générale, parce que l'opposition à chacune d'elles était conduite par des puissances trop fortes pour qu'il fût probable, à première vue, que l'une ou l'autre de ces propositions pût être adoptée.

Il est intéressant de noter les arguments des délégués qui combattirent la règle portant exemption de la propriété privée de toute prise sur mer. Ils insistèrent sur ce que l'abandon de l'ancienne règle aurait pour résultat d'affranchir les belligérants des conséquences économiques de la guerre et d'écarter ainsi l'un des arguments salutaires contre les appels à la force. A leurs yeux, la confiscation de la propriété privée de non-combattants, pourvu que cette propriété fût trouvée en haute mer sur les vaisseaux de l'ennemi, est la méthode la plus efficace pour vaincre la résistance de l'ennemi et que, constituant une simple variété, sans effusion de sang, de la guerre, elle est humanitaire dans ses opérations et ses conséquences. On trouve une réponse suffisante à ces arguments dans ce fait que l'adoption du même principe (celui du respect de la propriété privée) en ce qui concerne la guerre sur terre n'a pas abouti à encourager les nations à se précipiter inconsidérément dans la guerre, pas plus que ne l'ont fait les règles de la conférence de Paris de 1856, lesquelles ont déjà été très loin dans le sens de la protection contre les prises de la propriété privée sur mer.



*La délégation britannique a fait un grand effort pour faire prononcer l'illégalité de la transformation de vaisseaux marchands en vaisseaux de guerre en haute mer ou dans les ports neutres. Son argumentation était qu'une telle pratique devenant générale, elle équivaldrait à faire renaître la course, et que, par conséquent, on ne devrait pas accorder à ces vaisseaux marchands transformés les droits et les privilèges de vaisseaux belligérants. Quoique cette proposition ait obtenu, dans la 4<sup>e</sup> Commission, neuf voix contre sept, il était évident qu'elle ne pouvait pas être adoptée par la conférence en présence de l'opposition déterminée de l'Allemagne et de la Russie. Ne pouvant obtenir une règle abolissant spécialement la dite pratique, les délégués obtinrent le vote d'une règle la limitant. En conséquence, les vaisseaux en question devront se conformer aux lois et coutumes de la guerre; ils seront placés sous l'autorité directe de l'Etat dont ils portent le pavillon, devront être commandés par des officiers de marine, et leurs équipages seront soumis à la discipline militaire. Avis de leur transformation doit être porté à la connaissance du monde entier.*

*L'affirmation du principe que, soit une proclamation de guerre, soit un « ultimatum » contenant une déclaration conditionnelle sont obligatoires, constitue un échec salulaire à la pratique croissante dans le sens opposé. Il a été également prescrit que les belligérants soient tenus de donner connaissance aux neutres de la déclaration de guerre aussi promptement que les circonstances le permettront, les neutres ne pourront subir les conséquences de la déclaration de la guerre qu'après qu'ils en auront reçu avis. Cette déclaration de la conférence doit être considérée comme très importante.*

*Le refus, dû principalement à l'influence de l'Angleterre, de rendre obligatoire, au lieu de facultative, l'institution de commissions d'enquête, peut avoir été une faute, mais on ne peut pas dire qu'il marque un recul, attendu que l'institution de ces commissions n'a jamais été obligatoire. Il n'est pas non plus absolument impossible que l'institution d'une commission de ce genre soit demandée uniquement dans le but de mettre l'autre partie dans une situation désavantageuse, et que, dans ce cas exceptionnel, l'autre partie ne doive pas être forcée de devenir la victime de la mauvaise foi de la partie adverse.*

*On peut dire que la conférence a fait preuve d'un esprit peu libéral en limitant la compétence des commissions d'enquête et en les chargeant seulement de déterminer et de constater des faits; mais on peut très bien soutenir aussi que de meilleurs résultats seront atteints si ces commissions se bornent à éclairer et à déterminer les faits, en laissant le soin de juger ces faits et d'en tirer les conclusions juridiques à d'autres institutions. Sur une question aussi douteuse que celle-ci, on*



*ne peut trop critiquer parce qu'elle a pris telle solution plutôt que telle autre.*

*Un certain progrès a été réalisé dans le sens de l'encouragement de l'usage des bons offices et de la médiation. La 1<sup>re</sup> conférence s'était arrêtée à l'affirmation que l'offre de bons offices par des tierces puissances, dans l'intention de prévenir la guerre et d'ouvrir la voie à la médiation ou à d'autres moyens pacifiques, était une chose utile. La 2<sup>e</sup> conférence a fait un pas de plus : elle a déclaré qu'une telle démarche était non seulement utile, mais désirable. En effet, la pratique internationale de ces dernières années, notamment dans l'Amérique latine, où les bons offices des Etats-Unis ont contribué à aplanir bien des controverses, a démontré l'utilité de cette institution. Aussi, les délégués, ayant à l'esprit cette pratique, pouvaient en soutenant cet amendement se défendre très aisément de l'objection de se bercer d'utopies ou de préconiser une politique malfaisante d'intervention.*

*Une proposition de M. Choate tendant à l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage fut rejetée principalement à cause de l'insistance des délégations de l'Amérique latine, qui voulaient faire admettre que chacun des quarante-quatre Etats fut représenté sur le siège du tribunal. Une telle proposition heurtait trop l'opinion des Etats européens en ce qui concerne les Latins-Américains. Si la proposition, non surchargée des « impedimento » ci-dessus, eut été admise, il est impossible de le dire; mais même toute la diplomatie de M. Choate n'aurait pas pu la sauver, si tous les Etats de l'Amérique latine devaient faire partie de tous les arbitrages. Avant qu'un tribunal international d'arbitrage puisse devenir un tribunal de juridiction mondiale, il faut qu'il soit débarrassé des exigences ci-dessus relativement à la représentation, ou bien alors il faut qu'il se produise un changement, équivalant à une révolution, dans l'opinion européenne sur les Latins-Américains.*

*La proposition de rendre l'arbitrage international obligatoire, au lieu qu'il fut simplement facultatif, était prématurée et a succombé. Il y a peu de raison de croire qu'il eût été sage, pour la conférence, de tenter d'introduire une innovation à laquelle l'opinion publique du monde n'est pas préparée. La tentative d'imposer son application générale, pouvait facilement amener son effondrement dès son apparition; il est bon de « conduire doucement ». Comme un arbitrage international obligatoire n'a pas encore été de mode en dehors des Etats de l'Amérique latine, et que, même là, la période d'expérimentation ne remonte pas à plus de vingt-quatre ans (elle y fut introduite par la conférence de Montevideo de 1888), il n'est pas étonnant dans ces conditions (c'est le moins qu'on puisse dire) qu'une confé-*

rence dont beaucoup de délégués ne sont pas aussi au courant qu'ils devraient l'être avec les institutions de l'Amérique latine, ait montré quelque hésitation à se joindre aux apôtres de ce projet. Dans le cas d'un arbitrage facultatif, il n'y a aucunement le même danger d'effondrement, parce que son application dépassera rarement, si elle le fait jamais, le développement de l'opinion publique, tandis qu'il n'en serait pas de même d'un système d'arbitrage obligatoire, puisqu'il ne peut pas si facilement s'adapter aux changements dans l'opinion publique et que, par suite, manquant de souplesse, il doit forcément se briser. Un peu de flottement est, d'ailleurs, toujours à prévoir quand une loi, soit nationale, soit internationale, est de beaucoup en avance sur l'opinion publique. La conférence n'a pas dépassé le crédit que l'opinion publique lui accordait, en décidant que l'arbitrage obligatoire serait appliqué sans restriction au règlement des « différends dans l'interprétation et l'application des stipulations conventionnelles ». Sous cette forme modifiée la proposition reçut l'approbation de toutes les délégations à l'exception de quatre (les Etats-Unis s'abstinrent de voter).

Une proposition du général Porter portait que « Les puissances contractantes conviennent de ne pas recourir à la force des armes pour le recouvrement des dettes contractuelles réclamées du gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays pour des sommes dues à ses nationaux. Néanmoins, cette convention ne sera pas valable quand l'Etat débiteur refusera ou laissera sans réponse une offre d'arbitrage ou, en cas d'acceptation, rendra impossible l'établissement d'un protocole ou, après arbitrage, faillira à l'accomplissement du jugement rendu ». Cette proposition reçut l'approbation de trente-neuf délégations sur les quarante-quatre qui composaient la conférence. Cette proposition avait indubitablement une plus grande signification politique que toutes celles qui furent présentées à la conférence. Son rapport avec la politique que nous appelons la doctrine de Monroë est trop clair pour être méconnu. Si elle avait obtenu l'approbation unanime, elle aurait grandement diminué le danger pour les Etats-Unis d'être amenés à un conflit armé avec les Etats européens, conflit possible à raison de la politique de protection des Etats-Unis à l'égard des Etats latins-américains contre toute agression européenne, politique que, à tort ou à raison, les Etats-Unis ne sont pas disposés à abandonner. Au contraire, on peut dire qu'en fait la nation américaine est plus près de s'unir sur ce point que sur toute autre politique. Tel étant le cas, il est malheureux que, à titre de garantie additionnelle de paix entre l'Amérique et l'Europe, la proposition Porter n'ait pas été unanimement adoptée. Quoique cet insuccès soit désappointant, il n'est nullement décourageant, ne présageant pas un insuccès définitif. La forte



majorité qui a approuvé cette proposition est de nature à rassurer, parce qu'elle témoigne fortement qu'un accord unanime peut être obtenu. Les rapides progrès faits actuellement par les institutions politiques de l'Amérique latine dans le sens de la stabilité et de l'adaptation aux notions généralement acceptées d'équité et d'idéal juridique rendra rapidement facile, relativement parlant, la solution de la question. Si nous nous remémorons qu'il y a vingt ans, et même il y a dix ans, une conférence mondiale aurait à peine considéré la proposition Porter comme sérieuse, le fait que la nouvelle conférence s'est approchée sur ce point d'une approbation unanime est rassurant plutôt que décourageant. Il n'y a pas de doute qu'un progrès a été fait à la fois dans les conditions générales et dans l'éducation de l'opinion publique.

L'accord unanime de la conférence en faveur de l'établissement d'un tribunal international des prises est une œuvre qui, par elle-même, est suffisante pour justifier la réunion de la conférence internationale à La Haye. Si l'œuvre de la conférence est ratifiée par la communauté des Etats, et il n'est pas douteux qu'elle le sera, elle marquera un progrès important dans le droit international. Discutant sur la nécessité d'une conférence internationale, dans un article du « The Outlook » (Le Vigilant), du 10 février 1906, le rédacteur tint, en substance, le langage suivant : « Mais de plus grande importance que la revision de la liste de la contrebande de guerre est l'établissement d'un tribunal international des prises pour recueillir les dépositions et prononcer les décisions en matière de prises. Actuellement, la situation est celle-ci : Les belligérants établissent chacun des tribunaux de prises, et devant ceux-ci on porte les questions de propriété des neutres aussi bien que celles de la propriété de l'ennemi, dans le but de déterminer si cette propriété a été régulièrement ou non capturée par les vaisseaux de guerre du belligérant. Si nous considérons l'excitation qu'une guerre produit dans les esprits, l'importance probable qui s'attache à des intérêts contraires à la justice abstraite, la possibilité que le juge soit une partie intéressée, il est inutile d'attendre de l'impartialité dans de telles conditions ; car, peu importe que les intentions du juge soient bonnes, c'est un homme, et il est superflu d'attendre de la nature humaine un genre de service pour lequel cette nature n'a jamais été faite. Comme, en conséquence, les hommes ne sont pas de bons juges dans leurs propres causes et que des patriotes sont trop disposés à faire des affaires de leur pays leur propres affaires, il semblerait que ce soit une simple question de justice à l'égard des neutres et des non-combattants ennemis d'établir un tribunal pour entendre les causes de prises, tribunal dans lequel les juges, dans un cas donné, n'appartiendraient ni à l'Etat belligérant, ni à l'Etat

neutre intéressé dans l'affaire. Ce ne serait ni une dureté ni une injustice pour l'une ou l'autre des parties intéressées dans le litige et cela augmenterait considérablement les chances d'obtenir un jugement impartial. » A cette époque, je pensais peu que la mesure réclamée serait mise en bonne voie et deviendrait une réalité. Mais, dans le cas présent, l'approbation de l'opinion publique est tellement certaine qu'on ne peut appréhender aucun danger de la rapidité avec laquelle la conférence a agi.

Ayant devant nous les faits ci-dessus, nous pouvons facilement dire que, si les pessimistes peuvent y trouver quelques aliments à leur goût, les optimistes peuvent en trouver beaucoup plus. Si l'on n'a pas fait tout ce qu'on aurait pu faire dans des conditions plus favorables, c'est-à-dire si les délégations avaient la conviction que l'opinion publique leur demandait davantage, il a été fait assez pour que, d'accord avec les faits, on puisse dire que la conférence n'a nullement été une farce, ni quelque chose d'approchant. Il est certainement possible qu'on ait pu faire davantage, mais ces critiques ne devraient pas nous aveugler devant le fait acquis, à savoir qu'un progrès réel a été effectuée.

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

*La Seconde Conférence de la Paix* (La Haye, juin-octobre 1907), par M. Ernest Lémanon, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris. Préface de M. Léon Bourgeois, sénateur, premier délégué de France aux conférences de la Paix. 1 fort volume grand in-8 raisin, 800 pages. — Paris, « Librairie générale de droit et de jurisprudence », Pichon et Durand-Auzias, administrateurs, 1908.

M. Ernest Lémanon, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, dont la compétence en matière de droit international est bien connue, vient de faire paraître, à la « Librairie générale de droit et de jurisprudence », un remarquable ouvrage sur la *Seconde Conférence de la Paix*.

M. Ernest Lémanon a étudié d'une manière fort précise les diverses matières qui ont fait l'objet des délibérations de la Conférence. Chacune des quatre commissions de l'assemblée, dites : la 1<sup>re</sup>, commission de l'arbitrage; la 2<sup>e</sup>, de la guerre sur terre; la 3<sup>e</sup>, de la guerre sur mer; la 4<sup>e</sup>, du droit international maritime — est comprise dans un *titre* différent. Après avoir rappelé l'œuvre de la première conférence de 1899, et étudié les travaux des quatre commissions de la seconde conférence, M. Ernest Lémanon examine la grande question du désarmement, et les pages qu'il consacre à cet important sujet sont en tous points remarquables.

La conclusion de l'ouvrage de M. Ernest Lémanon mérite aussi d'être lue tout entière. M. Ernest Lémanon, guidé, comme l'a écrit M. Léon Bourgeois, par le seul souci de la vérité historique, sait y être véritablement impartial; il ne fait preuve ni d'un optimisme exagéré, ni du pessimisme dont furent empreints de trop nombreux articles de presse. Critique sincère et avisé, il sait discerner les imperfections, voire même les défauts de l'œuvre réalisée à La Haye, mais il met aussi en lumière les progrès accomplis, et fait définitivement justice de l'accusation de faillite, malveillante et erronée, dirigée trop souvent contre les travaux de la seconde conférence de la Paix. M. Ernest Lémanon sait aussi dégager toute la moralité des assemblées de La Haye, et montrer quels liens de solidarité internationale se sont établis, durant les mois de juin à octobre 1907, dans la vieille et paisible capitale néerlandaise.

L'ouvrage de M. Ernest Lémanon, qui ne compte pas moins de 800 pages, est précédé d'une remarquable préface de M. Léon Bourgeois, sénateur, premier délégué de France aux conférences de la Paix : il constitue un monument de la plus haute valeur pour l'histoire diplomatique contemporaine et le droit international public.

G. R.

---